



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries avril 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de mars est disponible au format pdf, 175 pages.

- Au format pdf (13 pages)

Parole d'internaute

- *"Le cinéma est un outil de propagande pour faire accepter le modèle de société de ceux qui le financent en général."*

LVOG - Pour un peu on pourrait en dire de même de toute la production intellectuelle et artistique labellisée, plus encore de nos jours qu'autrefois...

Le "en même temps" de Macron, c'est la double pensée décrite par Orwell.

A quoi sert-elle ? A substituer à la réalité présente ou passée celle que fabrique le déséquilibré mental ou le tyran qui recourt à ce procédé qui va bien au-delà de la démagogie ou du déni, puisqu'il s'en sert pour déconstruire ou détruire tout rapport avec la réalité, toute connaissance, pour finalement les réduire à ses propres fabulations qu'il sera impossible de contester une fois tout repère, tout lien avec la réalité effacé.

C'est une sorte de combinaison entre le nihilisme et la sophistique ayant un puissant pouvoir amnésique semblable à un lavage de cerveau ou à une lobotomie. Et on comprend pourquoi elle est destinée en priorité aux éléments les plus évolués de la classe ouvrière et des classes moyennes qui constituent une menace pour le régime.

Orwell 1984. Extraits.

- Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de

l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

LVOG - La haine de Sarkozy, Hollande et Macron pour les prolétaires s'inscrit parfaitement dans cette logique (de classe).

- ...le Parti enseignait que les prolétaires étaient des inférieurs naturels, qui devaient être tenus en état de dépendance, comme les animaux, par l'application de quelques règles simples. En réalité, on savait peu de chose des prolétaires. Il n'était pas nécessaire d'en savoir beaucoup. Aussi longtemps qu'ils continueraient à travailler et à engendrer, leurs autres activités seraient sans importance. Laissés à eux-mêmes, comme le bétail lâché dans les plaines de l'Argentine, ils étaient revenus à un style de vie qui leur paraissait naturel, selon une sorte de canon ancestral. Ils naissaient, ils poussaient dans la rue, ils allaient au travail à partir de douze ans. Ils traversaient une brève période de beauté florissante et de désir, ils se mariaient à vingt ans, étaient en pleine maturité à trente et mouraient, pour la plupart, à soixante ans. Le travail physique épuisant, le souci de la maison et des enfants, les querelles mesquines entre voisins, les films, le football, la bière et, surtout, le jeu, formaient tout leur horizon et comblaient leurs esprits. Les garder sous contrôle n'était pas difficile. Quelques agents de la Police de la Pensée circulaient constamment parmi eux, répandaient de fausses rumeurs, notaient et éliminaient les quelques individus qui étaient susceptibles de devenir dangereux. On n'essayait pourtant pas de les endoctriner avec l'idéologie du Parti. Il n'était pas désirable que les prolétaires puissent avoir des sentiments politiques profonds. Tout ce qu'on leur demandait, c'était un patriotisme primitif auquel on pouvait faire appel chaque fois qu'il était nécessaire de leur faire accepter plus d'heures de travail ou des rations plus réduites. Ainsi, même quand ils se fâchaient, comme ils le faisaient parfois, leur mécontentement ne menait nulle part car il n'était pas soutenu par des idées générales. Ils ne pouvaient le concentrer que sur des griefs personnels et sans importance. Les maux plus grands échappaient invariablement à leur attention. La plupart des prolétaires n'avaient même pas de télécrans chez eux. La police civile elle-même se mêlait très peu de leurs affaires. La criminalité, à Londres, était considérable. Il y avait tout un État dans l'État, fait de voleurs, de bandits, de prostituées, de marchands de drogue, de hors-la-loi de toutes sortes. Mais comme cela se passait entre prolétaires, cela n'avait aucune importance. Pour toutes les questions de morale, on leur permettait de suivre leur code ancestral. Le puritanisme sexuel du Parti ne leur était pas imposé. L'inversion sexuelle n'était pas punie, le divorce était autorisé. Entre parenthèses, la dévotion religieuse elle-même aurait été autorisée si les prolétaires avaient manifesté par le moindre signe qu'ils la désiraient ou en avaient besoin. Ils étaient au-dessous de toute suspicion. Comme l'exprimait le slogan du Parti : « Les prolétaires et les animaux sont libres. »

LVOG - Du moment qu'ils travaillent et font acte de soumission, peu importe comment vivent les prolétaires, quels rapports ils ont entre eux, les souffrances qui les accablent et l'épouvantable destin qui leur est réservé. Mais c'est déjà le lot de bien des peuples dans le monde, de l'immense majorité de l'humanité. Il leur reste encore à briser ceux qui utilisent encore la lutte de classe pour faire valoir leurs droits, qu'ils s'emploient à diviser pour mieux les broyer, et le pire, c'est que la majorité des formations politiques qui se réclament du mouvement ouvrier y participent, tandis que ceux qui s'y opposent farouchement sont marginalisés et considérés comme des diviseurs, des traîtres ou des ennemis, le comble de la confusion ou du ridicule.

Effectivement, ce procédé qui dissout tout ce qu'il touche, aboutit aux pires confusions, à de terribles méprises, au chaos dans les têtes, qui de fait ne savent plus quoi penser, se retrouvent pour ainsi dire paralysés, impuissants, donc dans l'impossibilité de combattre efficacement le régime.

J'avais déjà remarqué que chaque fois que je proposais une analyse où je faisais ressortir l'essentiel pour ne pas nous disperser ou nous distraire, éviter de nous écarter de nos objectifs politiques, mes correspondants s'employaient systématiquement à focaliser leur attention sur un détail insignifiant, un facteur secondaire, c'était chez eux une sorte de manie, de fixation inconsciente, au point désormais de s'identifier avec elle et ne rien vouloir entendre à côté, rendant dès lors toute discussion impossible ou inutile.

Dans mes causeries je me suis évertué à éviter cet écueil, en vain je dois l'avouer. Il semblerait que tous les esprits soient maintenant entrés dans une phase de désagrégation, de remise en cause de tous les enseignements de la lutte de classe du passé, qui interdit de penser et d'agir collectivement, ce que j'attribue au fait qu'on a été incapable de saisir l'évolution et l'orientation du capitalisme et de la société au cours du XXe siècle et qu'on refuse de l'admettre. "*Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer.*", on est en plein dedans, semble-t-il, non ? Vous me direz peut-être que j'en porte en partie la responsabilité.

Pourquoi ne suis-je pas organisé, alors que je ne cesse de répéter le parti, encore le parti, toujours le parti ? Je m'en suis expliqué, comment s'organiser dans des partis à la traîne de la réaction, comment s'organiser dans des partis crypto-stalinien ou crypto-social-démocrate, comment s'organiser dans des partis qui ont renoncé aux enseignements de la révolution russe de 1917, comment s'organiser dans des partis caméléons, comment s'organiser dans des partis dont les dirigeants recourent à des méthodes déloyales, scélérates, de type bureaucratique pour imposer leur ligne politique, faire taire dans leurs rangs leurs opposants, les virer, dites-moi un peu, estimez-vous qu'après cela ils pourraient servir efficacement notre cause, qu'ils seraient dignes de notre confiance, dites-moi, ce n'est pas sérieux, n'est-ce pas ?

Dites-vous bien qu'aucun n'aurait accepté dans ses rangs un militant qui aurait poursuivi ces causeries, qui aurait continué de s'exprimer librement, qui aurait adopté et défendu des positions opposées aux leurs, qui aurait publié des documents qu'eux-mêmes censurent, pendant des décennies ils en ont exclu ou conduit à la démission de leur parti pour beaucoup moins que cela, considérant que toute tendance organisée s'opposant à leur politique était incompatible avec le fonctionnement de leur

parti, alors qu'il est inscrit dans leurs statuts, hormis quand une tendance présente déjà les stigmates de la décomposition, dans ce cas-là elle ne présente aucun danger pour eux, ils l'instrumentalisent et la vireront quand ils décideront qu'ils n'en ont plus besoin ou jugeront qu'elle est devenue trop embarrassante ou remuante.

J'ai réfléchi mille fois à cette question durant la dernière décennie, et j'en suis arrivé à la conclusion que servir l'embryon d'un parti corrompu - autrefois ils avaient au moins la modestie de s'appeler une organisation quand ils n'organisaient que quelques milliers de militants ou adhérents, mais ce temps-là est révolu depuis près de 40 ans - ce serait une perte de temps et d'énergie puisque sur de telles bases il demeurerait impossible de construire le parti et de rassembler autour de lui des centaines de milliers de sympathisants dans une structure plus souple, car quand un parti est traversé par des contradictions et ses dirigeants traînent derrière un passé peu flatteur, un jour ou l'autre de nombreux militants profitent de l'occasion qu'ils surgissent pour rompre avec leur parti, j'irai même jusqu'à dire que certains le savent et n'attendent que ce prétexte pour s'en aller sur la pointe des pieds, histoire d'avoir bonne conscience ou qu'on ne les accuse pas de désertir, je tiens cela de mon expérience personnelle et de témoignages de militants.

Les articles suivants prouvent si nécessaire que la fiction imaginée par Orwell est plus proche de la réalité que de l'utopie, et qu'y faire référence n'a rien à voir avec le réflexe compulsif d'un théoricien ou d'un adepte de la théorie du complot, bien au contraire puisqu'Orwell avait décrypté les mécanismes psychologiques destinés à contrôler et orienter le mental et le comportement de la population pour mieux l'asservir et instaurer un modèle de société totalitaire, ce à quoi nous assistons quotidiennement et cela de plus en plus ouvertement, donc les descriptions qu'en a fournies Orwell peuvent nous aider à mieux comprendre comment fonctionnent ces mécanismes, comment ils s'articulent pour mieux les démonter et les combattre.

Personnellement, j'estime que la lutte contre la guerre idéologique et psychologique que mène l'oligarchie contre les masses exploitées à l'échelle mondiale fait partie intégrante de conception de la lutte de classe du prolétariat, et que c'est notre devoir de mener cette guerre contre l'oligarchie sur ces plans-là également, pour aider les travailleurs à se doter d'une conscience de classe, condition sans laquelle il est déplacé de leur attribuer la moindre indépendance de classe, et par conséquent leur lutte de classe sur les plans social et politique ne peut être orientée que dans une direction qui ne leur permettra jamais d'entrevoir leur émancipation du capital.

[Quand des despotes s'autoproclament dépositaires de la vérité.](#)

- Elections européennes : Bruxelles lance ses «Décodeurs» contre les fake-news - Le Parisien 2 avril 2019

Pour la campagne des élections du 26 mai, la Commission européenne vient de créer un site anti-fake-news pour enter de battre en brèche les rumeurs et, chiffres à l'appui, corriger les idées reçues.

Qu'on se le dise : non, l'Europe ne décide pas de la taille des étiquettes des soutiens-gorge ! Pas plus d'ailleurs que celle des concombres. Et elle ne veut pas non plus interdire les frites en Belgique, ou les crayons de couleur au Royaume-Uni - pour le temps qu'il lui reste à passer avec nous. Tous ces bobards, drôles ou inquiétants, fleurissent régulièrement sur les réseaux sociaux, ou dans le discours des politiques europhobes, sans oublier bien sûr les comptoirs de zinc où se propagent les rumeurs.

Mais voilà, à la veille d'élections aux enjeux cruciaux, la Commission européenne, lasse de ces mensonges ou caricatures qui visent à décrédibiliser l'UE, a décidé de rendre coup pour coup.

« Dans ce but, nous lançons notre site anti-fake-news, Les décodeurs de l'Europe, annonce Isabelle Jégouzo, cheffe de la Représentation de la Commission européenne en France. Sans nous mêler de politique, nous voulons informer les citoyens, rétablir l'équilibre entre factuel et désinformation ». Pas toujours facile car, admet la représentante de l'UE, il y a toujours un fond de réalité dans ces rumeurs. Exemple, précise-t-elle, « la Commission s'est attaquée, pour protéger la santé des consommateurs, à la réglementation des composants textiles des soutiens-gorges et au bannissement du plomb des crayons de couleurs, que mâchonnent les enfants ». Mais elle n'a pas fourré son nez plus loin que cela.

Voilà le genre de rectifications que l'on trouvera sur le site. Il s'agit aussi de corriger des idées reçues qui, à force, usent un sentiment d'adhésion à l'Europe déjà ultra-fragile.

Afin de réparer ces oublis et ces offenses, la dizaine de membres de la cellule politique de la Représentation permanente, sise boulevard Saint-Germain à Paris (VIIe), va plancher sur le site. Objectif, être le plus réactif possible, à l'écoute des matinales des radios, à scruter les réseaux sociaux... Une intox, une info en contre. Mais, surtout, en cette période de pré-campagne électorale, pas de politique ! Ce n'est pas le rôle de la Commission, organe bruxellois qui doit rester neutre. Le Parisien 2 avril 2019

[Quand "la précarité devient émancipation, l'insécurité devient audace, et l'aliénation devient indépendance".](#)

- Quand la Pub fait l'éloge de la précarité par Edouard Vuiart - Les Crises.fr 1 avril.2019

Extrait.

Parmi ses nombreux effets pervers, l'hégémonie du néolibéralisme est parvenue à répandre un discours plutôt étrange dans l'air du temps : l'éloge de précarité. Dérive d'un système dont la dernière émanation constitue le profond déclassement des jeunes diplômés, la précarité est peu à peu passée du statut d'injustice sociale à celui de norme qu'il convient d'accepter ; cette fameuse « vraie vie » (« La vraie vie c'est ça », nous dit-on) que la jeunesse devrait saisir à pleine main et avec le sourire, au lieu de se plaindre de la destruction d'acquis sociaux qui – on finira bien par nous le dire – relèvent d'un « âge d'or désormais révolu ».

L'emploi ? Précaire. L'entreprise ? Précaire. La santé ? Précaire. Et comme si tout cela ne suffisait pas, la rhétorique néolibérale nous réclame non seulement d'accepter cette précarité (comme le fait de devoir cumuler trois petits boulots pour pouvoir vivre décemment), mais aussi de l'aimer, car elle nous éloignerait de « la routine », nous donnerait « la maîtrise de nos parcours », et nous rendrait « profondément libres ». Et c'est votre banque qui vous le dit !

En effet, depuis plusieurs mois, la banque en ligne Hello Bank diffuse une nouvelle campagne publicitaire à travers deux spots intitulés « Et toi, t'arrives à suivre ? »

Ces spots mettent en scène deux jeunes, l'un « hyperactif » et l'autre « passionnée », au quotidien « varié et intense », et dont la banque « fait tout pour les suivre »...

Hello Bank nous propose donc de découvrir « l'Hyperactif » et « la Passionnée » dont le parcours est décrit comme « freestyle » (parce que cela sonne bien mieux que « précaire »). Le clip se termine par une question pleine de suffisance (« Et toi, t'arrives à suivre ? »), qui revient à assimiler la jeunesse précaire à une bande de hipsters dont la servitude volontaire aurait un temps d'avance sur tout le monde.

Hello Bank réalise donc le tour de force de faire passer la condition précaire pour un mode de vie « tendance ». Nous découvrons ainsi une passionnée « journaliste, apprenti chef et chanteuse » qui « ne connaît pas la routine », ainsi qu'un hyperactif qui préfère « ne pas avoir un métier mais trois : danseur, photographe et serveur ». Dans les deux cas, les réalités sociales et humaines qu'impliquent de telles situations professionnelles sont totalement évacuées. Le quotidien de nos deux précaires apparaît ainsi, non pas comme le miroir de l'esclavage moderne, mais comme le résultat heureux d'un choix de vie libre et assumé. Ce discours publicitaire fait de la précarité non pas une injustice sociale que notre altruisme d'animal social inciterait à réparer, mais bien un état de fait, une réalité, une norme qu'il conviendrait d'accepter. Ainsi, ce ne serait pas à la précarité de disparaître face aux évolutions de la société, mais ce serait à la société elle-même de s'adapter pour accueillir cette nouvelle norme sociale.

Jouant ingénument sur les mots, notre passionnée nous dépeint un mode de vie « entre boulot, fourneaux et micro », refusant ainsi de voir le caractère profondément aliénant de ce qui doit être lu comme « boulot, boulot et boulot ». Des expressions comme « être là où on ne m'attend pas », « bouger quand je veux », « partir sur un coup de tête » ou encore « bien loin du métro, boulot, dodo », travestissent complètement la réalité précaire de nos deux protagonistes, et assimilent l'aliénation totale de l'individu à la quintessence de la liberté. En moins de deux minutes, la précarité devient émancipation, l'insécurité devient audace, et l'aliénation devient indépendance. Nous voici donc dans un univers parfaitement orwerllien où « la Liberté c'est l'Esclavage ». « Dynamique » et « épanouie », la jeunesse à trois boulots serait donc l'exemple à suivre. La modernité nous enjoindrait à préférer l'insécurité et la « flexibilité », et à délaisser la condition sociale qu'on nous présente comme dépassée.

Ce tableau s'avère fort éloigné de la réalité. Aussi, quelques chiffres ne sont jamais de trop pour illustrer une situation bien trop peu analysée. Dans une étude publiée le 11 octobre 2018, l'Observatoire des Inégalités soulignait un creusement des situations de précarité en France, dont plus de la moitié concernent des jeunes de moins de 30 ans [Source]. « On oublie les jeunes adultes de 20 à 29 ans, dont 11,8% sont pauvres, souvent les peu diplômés en difficulté d'insertion professionnelle », précise le rapport. D'autre part, depuis le milieu des années 1980, la part des jeunes précaires sortis depuis moins de cinq années du système éducatif a été multipliée par deux, passant de 17% à 35,5% des jeunes en emploi, selon l'Insee [Source].

57% des jeunes sans-diplôme sont concernés par la précarité. Mais la situation des jeunes diplômés est loin d'être idéale. En trente ans, la part de jeunes précaires ayant quitté l'enseignement supérieur depuis moins de cinq ans a plus que doublé, passant de 13% à 28% [Source]. Fortement déclassés par rapport à la situation qu'ont connue leurs aînés, leurs attentes professionnelles n'ont désormais plus rien à voir avec la réalité sociale.

Ces chiffres méconnus en disent beaucoup sur la situation réelle des jeunes en France. Au-delà de leurs rémunérations souvent très faibles, leur situation précaire génère de lourdes conséquences au quotidien : elle se répercute sur leurs conditions de vie et les confronte à une insécurité qui rend difficile l'accès au logement, la réalisation de projets personnels, la pratique d'activités régulières (loisirs, engagements, culture, congés, etc.), mais surtout leur projection dans l'avenir. « Et toi, t'arrives à suivre ? »...

Au-delà du profond travestissement de la réalité, cet éloge publicitaire de la précarité se fonde sur un contresens à la fois historique et philosophique. Ainsi, bien que la vie des Hommes soit ontologiquement semée d'incertitudes et de risques, le sens même de la civilisation consiste à pouvoir substituer à cet état précaire un minimum d'équilibre et de stabilité, seul à même de permettre

aux êtres humains de se construire. Dès lors, faire l'éloge de la précarité, c'est raisonner à l'envers. C'est en effet oublier que l'empathie humaine conduit depuis toujours à aider les plus faibles non pas seulement à survivre mais à vivre. Ainsi, contrairement aux messages que laissent entendre ces spots publicitaires, le rôle de la société humaine n'est pas de se contenter d'aider les plus faibles à survivre dans la précarité, mais de les aider à vivre HORS de la précarité.

L'aliénation individuelle et la misère sociale ne doivent être ni une fatalité, encore moins un projet de société. La vie des sociétés modernes ne peut se réduire à un nihilisme résigné qui amène à niveler toujours plus par le bas. À moins de baptiser « mobilité » la pure et simple régression sociale de toute une classe d'âge de la population française... Les Crises.fr 1 avril.2019

Commentaire d'un internaute.

- "Autre effet de la publicité, peut être un peu plus tabou : la sexualisation des enfants. En effet dans les publicités les adolescents sont automatiquement représentés en animaux avides de sexe. À terme, cela conduit à ce qu'une fillette de 12-13 ans porte une pancarte "Bouffe moi le clito plutôt que le climat" ou "Encule moi plutôt que le climat" lors de la récente manif écologiste. Voir ici <https://www.google.com/amp/s/amp.purebreak.com/news/marche-pour-le-climat-les-slogans-les-plus-oses-et-improbables/172384>

Orwell aurait écrit "La Décadence, c'est le Progrès". La publicité fabrique de façon certaine des pédophiles.

J'aurais un tas d'exemple pour étayer mon propos et il serait intéressant à ce titre de créer une sorte d'observatoire de la publicité."

[Mystification. Sauver la planète. "Ce réseau a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial en 2011".](#)

Extrait de *Le capitalisme vert utilise Greta Thunberg* - reporterre.net 09.02.2019

La belle histoire de Greta Thunberg commence le 20 août 2018. Ingmar Rentzhog cofondateur de la start-up We Don't Have Time (Nous n'avons pas le temps) croise Greta Thunberg devant le Parlement suédois et publie un post émouvant sur sa page Facebook. Nous sommes le 1er jour de la grève commencée par Greta. Le 24 août, sort en librairie une autobiographie mêlant crise familiale et crise climatique, *Scener ur hjärtat*, corédigée par Malena Ernman la mère de Greta, Svante Thunberg son père, Beata, sa soeur, et Greta. Les parents artistes - chanteuse lyrique et acteur - sont très connus en Suède ; Greta, pas encore.

En fait Ingmar Rentzhog et la famille de Greta se connaissent déjà et ont participé ensemble à une conférence sur le climat le 4 mai 2018. Peu de place au hasard donc, dans la rencontre à Stockholm, sur le trottoir devant le Parlement entre Ingmar et Greta.

En mai 2018, Ingmar Rentzhog est recruté comme président-directeur du think tank Global Utmaning, faisant la promotion du développement durable et se déclarant politiquement indépendant. Sa fondatrice n'est autre que Kristina Persson, fille du milliardaire et ex-ministre social-démocrate chargée du développement stratégique et de la coopération nordique entre 2014 et 2016. Via l'analyse des tweets du think tank, on observe un engagement politique fort, à l'aube des élections européennes, envers une alliance qui irait des sociaux-démocrates à la droite suédoise. L'ennemi étant « les nationalismes » émergeant partout en Europe et dans le monde. Des idées qui ne déplairaient pas à notre cher président Macron.

Le 16 janvier 2019, Global Utmaning était fière d'annoncer sur les réseaux sociaux sa nouvelle collaboration avec Global Shapers, une communauté de jeunes dirigeants de 20 à 30 ans « dotés d'un grand potentiel pour jouer un rôle dans l'avenir de la société et qui travaillent à améliorer la situation des populations autour d'eux ». Ce réseau a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial en 2011. Ses leaders entendent bien sauver la planète tout en maintenant la croissance économique et en réclamant encore plus de mondialisation. Tout un programme.

Je résume. Nous avons d'un côté une plateforme numérique en construction, We Don't Have Time, qui a pris un réel essor il y a quelques mois grâce à Greta Thunberg, « jeune conseillère » de la fondation dirigeant cette plateforme. J'ai oublié de préciser au passage que les centaines de milliers d'adresses mail collectées par Rentzhog valent de l'or. Et de l'autre, nous avons une famille de milliardaires comptant une ex-ministre qui investit dans cette start-up, puis qui embauche Ingmar Rentzhog dans un think tank développant les thèmes de la croissance verte, de l'économie circulaire, bref, de greenwashing.

Ce greenwashing qui permet au capitalisme de perdurer... reporterre.net 09.02.2019

LVOG - Et il ne viendrait pas un instant à l'esprit de ces crétins de Reporterre que pour que l'oligarchie puisse appliquer sa politique tournée contre les peuples, elle a absolument besoin d'un minimum de soutien populaire, et qu'elle est prête à le fabriquer si spontanément elle ne correspond pas à l'état d'esprit de la population, c'est ainsi qu'elle recourt aux réseaux dits sociaux ensuite relayés par les médias et les différents acteurs politiques pour y parvenir.

Dès lors toute formation politique qui participe à une telle machination sert directement les intérêts de l'oligarchie, et peu importe les états d'âme de leurs dirigeants ou leurs bonnes intentions, car seul compte les faits ou le résultat : Ils collaborent avec l'oligarchie et participent à la mise en oeuvre de sa stratégie ultra réactionnaire.

Vous nous permettrez de ne pas en être, et de dénoncer ce complot puisqu'évidemment 99,99% des gens qui se retrouvent embringués dans ce genre d'opérations ignorent totalement leur origine et leurs réels objectifs économiques ou politiques. S'ils font ainsi étalage de leur absence de conscience de classe, force est d'en arriver à la même conclusion à propos des militants et partis qui y participent également.

Raphaël Glucksmann : L'autre extrême centre d'extrême droite.

LVGO - Pourquoi revenir sur ce sujet ? Parce que cette fois il a été abordé par un média du régime, bien que de manière déformée, mais cela on ne peut pas y couper. Et ce qu'il apporte de plus n'est pas vraiment à l'avantage de cette ordure.

Lu dans un article de Francetvinfo.fr du 2 avril.

- Raphaël Glucksmann, qui décide, à 39 ans, de se lancer dans le grand bain de la politique, sans jamais avoir été élu nulle part ?
- Les fées se sont penchées sur son berceau.
- Venu de la gauche, "Glucks" – le surnom d'André – se rapproche progressivement des néoconservateurs américains et soutient l'invasion de l'Irak décidée, en 2003, par le président américain George W. Bush. Les premiers engagements de son fils, après des études à Sciences Po, s'inscrivent dans ce sillage.
- Dans le même élan, Raphaël Glucksmann devient un candidat éphémère pour un parti confidentiel et ultralibéral, Alternative libérale, aux législatives de 2007.
- Dans une vidéo datant de 2006 exhumée par Libération, Raphaël Glucksmann justifie d'ailleurs cet engagement par la volonté de changer la "politique étrangère de la France", jugée trop favorable à la Russie de Poutine et aux "dictateurs" arabes ou africains.
- Donner en Europe une bonne image de la Géorgie, selon Le Monde. "J'étais chargé de coordonner les réformes et la politique qui permettait l'accord d'association de la Géorgie avec l'Union européenne.
- Toujours sur le front anti-Poutine, il s'enflamme, fin 2013 et début 2014, pour les manifestations pro-européennes de la place Maïdan, en Ukraine, qui déboucheront sur la révolution de février et la destitution du président Viktor Ianoukovitch.
- Sa seule expérience en entreprise se traduit par un échec. - Le Monde : "Quand on demande à Raphaël Glucksmann quel est, au juste, son métier, il répond en souriant : 'C'est la pire question pour moi, j'ai toujours été porté par les décisions de l'instant'."
- Son temps libre lui offre néanmoins le loisir de la réflexion.
- "Emmanuel Macron n'est que le dernier avatar de l'aveuglement des élites occidentales sur les causes de la crise que traversent nos démocraties. Raphaël Glucksmann dans "Les Enfants du vide"
- "Si vous vendez plein de livres et que vous avez la chance de pouvoir en vivre, c'est super confortable."
- "On risque d'avoir deux cents nationalistes dans le prochain Parlement européen qui vont essayer de revenir sur les libertés publiques et de fermer les frontières. Il faut agir"
- Les esprits malicieux, eux, ne se privent pas de pointer les revirements d'un homme s'acquinant aujourd'hui avec un PS qu'il pourfendait hier. Sur Twitter, des internautes exhument ainsi un message de l'essayiste proclamant, au lendemain des législatives de 2017 : Pour que le neuf advienne, le vieux doit accepter de mourir. Pourquoi la refondation de la gauche passe par la fin du PS.
- "Le PS se cache pour mourir", raille l'analyste politique Gaël Brustier dans La Croix. Même analyse du côté de Génération.s, pour qui le coup de peinture ne change rien à l'affaire : "C'est une très vieille entreprise qui a racheté une start-up pour renouveler la façade." La start-up, pour l'instant, peine à galvaniser les électeurs : la liste emmenée par Raphaël Glucksmann oscille entre 5% (seuil nécessaire pour obtenir des élus) et 7% des intentions de vote. Francetvinfo.fr 02.04

Commentaire d'internaute.

1- Bobo socialo-opportuniste ultralibéral de gauche, quel programme... plus fort que Macron!

2- C'est quand même fou, un anti-nationaliste revendiqué qui a pourtant soutenu Sakhachvili, un nationaliste géorgien qui a voulu éradiquer la minorité ossète de son territoire. Mais je suis sûr que nos journalistes ne vont pas l'interroger là-dessus.

3- Bobo chéri des médias, liens familiaux obligent, courant tous les combats à la mode, convictions à géométrie variable... bref le PS s'est trouvé un BHL qui fait neuf!

4- C'est la néo-aristocratie républicaine dans laquelle nous vivons et les pseudo-philosophes de pacotille tels BHL ou Glucksman sont les nouveaux marquis, les nouveaux comtes de ce temps. Raphaël Glucksmann est philosophe comme je suis astronaute, il est simplement bien né et au sein de cette caste, de cette élite, de cette petite oligarchie on fait des miracles qui relèvent de la monarchie héréditaire de droit divin c-à-d que si vous êtes en l'occurrence le fils d'un "philosophe" vous héritez de ce titre et de ce statut à votre naissance... La vie est bien faite, le prolo se reproduit mais le philosophe prolonge sa lignée. Personne ne sait vraiment ce que ce Raphaël Glucksmann a écrit ou dit, il n'a pas de magister moral particulier, pas de travail concret à son actif, juste un titre: philosophe, comme on était duc de père en fils sous l'ancien régime.

Ils osent tout. Ils sont vertueux !

- Apathie va porter plainte contre la France insoumise après sa parodie - Le HuffPost 2 avril 2019

"Exactement, la France insoumise c'est le Venezuela." Voici ce que la formation politique anti-système fait dire à Jean-Michel Apathie dans une série de courtes vidéos parodiant des éditorialistes de plusieurs médias. Une façon de tourner Patrick Cohen, Christophe Barbier ou encore Nathalie Saint-Cricq en ridicule tout en faisant la promotion de leur campagne de dons lancée à cette occasion pour les élections européennes de 2019. Le HuffPost 2 avril 2019

LVOG - Parodier : Imiter (qqn) de façon grotesque ou dérisoire. Être grotesque en imitant, imiter de façon imparfaite et ridicule. (Le Grand Robert de la langue française) En totalitarisme, c'est un crime !

- Brexit : Macron refuse que l'UE soit «otage» de la crise britannique - Le Parisien 02.04

Lundi encore, les députés britanniques ont voté contre toutes les solutions alternatives au plan de Theresa May pour une sortie en douceur de l'Union européenne. Le Parisien 02.04

- Bruxelles somme Londres de ponctionner des multinationales - LePoint.fr 02.04

La Commission européenne a, en partie, invalidé une exemption fiscale accordée à certaines multinationales. Un impôt que le Royaume-Uni doit récupérer. LePoint.fr 02.04

LVOG - Quand on sait que ce sont les multinationales qui contrôlent la Commission européenne et le Parlement européen...

- Européennes: Une campagne du gouvernement bloquée par sa loi fake news - Le HuffPost 02.04

Une campagne du ministère de l'Intérieur incitant à voter aux élections européennes a été refusée par Twitter, qui avance le risque d'enfreindre la nouvelle loi française contre les fausses nouvelles ("fake news") Le HuffPost 02.04

LVOG - Qu'est-ce que cela peut bien foutre puisque l'immense majorité des électeurs dont ceux qui s'abstiennent n'utilisent pas Twitter ! En revanche, ce cas pourrait servir de jurisprudence pour censurer par la suite certains comptes ou propos qui dérangent le gouvernement.

- Démission d'Abdelaziz Bouteflika : "L'Algérie est prête pour aller vers un système démocratique"
- Franceinfo 1 avril 2019 LVOG - Qui y croit ? Absolument personne en Algérie !

Une lutte de classes à mort.

Lu dans un article du huffingtonpost.fr du 02 avril.

- Le "grand débat a permis d'asphyxier une partie de la crise des gilets jaunes"
- Une "opération de déminage de la crise des gilets jaunes"
- Asphyxié la contestation des gilets jaunes. huffingtonpost.fr 02.04

LVOG - Le bougre, ils lui auront fait payer cher son accession au trône, car rien ne permet d'affirmer ni que cette contestation va cesser ni comment le roitelet va finir...

Acte XX. Une mobilisation qui demeure très basse quoiqu'il en soit.

- Participation à l'acte 20: le patron de Sud Radio dénonce des «chiffres bidonnés» - sputniknews.com 02.04

En direct sur Facebook, Didier Maïsto a déclaré qu'on continuait à «essayer de mentir aux gens».

«Lors de cet acte 20, j'ai vu d'abord à Paris énormément de monde: 15.000 à 20.000 personnes [...]. Et toutes les personnes qui étaient là ont fait les Facebook live de différents angles et on se rend compte, effectivement, qu'il y avait au bas mot, minimum, 15.000 personnes. Comme d'habitude à 14h les chiffres tombent. J'ai cru d'abord à une plaisanterie de mauvais goût. Et je vois 1.800 personnes à Paris et 5.600 personnes en France. Les bêtises continuent, on continue à essayer de mentir aux gens. Et ce chiffre était rajusté entre 16h et 17 h à 4.000 personnes à Paris», a déclaré le patron de Sud Radio.

Les Gilets jaunes se sont réunis à travers toute la France samedi 30 mars pour participer à l'acte 20 du mouvement. Les chiffres des participants diffèrent en fonction des sources. Selon le ministère de l'Intérieur, 33.700 personnes dont 4.000 à Paris ont pris part à la mobilisation, en baisse par rapport à la semaine précédente.

Un autre chiffre, donnant 120.000 manifestants, a été avancé par Policiers en colère. Enfin, d'après l'estimation de la page Facebook Le Nombre jaune, le mouvement a rassemblé en tout 102.713 personnes. sputniknews.com 02.04

Le meilleur casting : Chassons-les tous !

- Remaniement : Macron ou la fenêtre refermée sur son monde - LePoint.fr 1 avril 2019

Nommer les « siens », réflexe primaire de celui qui doute et décline LePoint.fr 1 avril 2019

- Pour le remaniement, Macron puise dans son premier cercle Lexpress.fr 1 avril 2019

Emmanuel Macron a ainsi choisi Sibeth Ndiaye, sa conseillère presse depuis la campagne, au poste de porte-parole du gouvernement, Cédric O, son conseiller pour le numérique et ex-trésorier de campagne, au secrétariat d'Etat au numérique, et la députée Amélie de Montchalin, porte-voix de la Macronie à l'Assemblée, au secrétariat d'Etat aux Affaires européennes.

Macron a-t-il épuisé ses réserves ?

Dix membres du gouvernement ont quitté leurs fonctions depuis le début du quinquennat, une concentration de départs inédite en début de mandat. Emmanuel Macron a-t-il épuisé ses réserves de soutiens ?

"C'était déjà le problème durant la campagne : on n'arrivait pas à attirer de figures politiques de poids. Mais ça ne s'est pas amélioré, on est toujours trop isolés", déclarait récemment un poids lourd de la majorité au Monde. Lexpress.fr 1 avril 2019

LR + PS = LREM

- Remaniement : un casting qui fâche - Le Parisien 01.04

Certains parlementaires LREM n'hésitant pas à afficher leur stupéfaction.

Comme le début d'un vent de fronde en macronie ? Vingt-quatre heures après le nouveau remaniement, la colère et la stupéfaction de certains marcheurs tranchaient singulièrement ce lundi avec les mots aimables et les sourires auxquels on a pu assister lors des différentes passations de pouvoir.

« Hollande, plus il avançait dans le quinquennat, plus il se recroquevillait sur ses proches. Nous sommes en train de vivre la même chose avec Macron. On est dans la hollandisation », attaque ainsi un parlementaire LREM, « déçu » par ce nouveau casting. Et il n'est pas le seul à faire part de ses états d'âme : « On sort d'une crise majeure où les Français ont dénoncé l'entre-soi des politiques et le poids des élites. Eh bien là, je pense qu'on est totalement dedans », persifle un autre qui va jusqu'à parler de « République des copains ». Quand une députée, après un gros soupir, finit par lâcher : « Je n'ai même plus envie de me mettre dans la tête d'Emmanuel Macron... ça me fatigue. »

La pilule est visiblement amère. Non pas qu'il soit reproché aux trois entrants de manquer de compétences pour leurs nouvelles fonctions. « Mais à un moment donné, la politique, cela nécessite de se reposer sur des sensibilités, des territoires, des expériences et aussi une légitimité électorale. Là, on n'y est pas », glisse en écho un ministre qui redoute que cela donne l'image d'un gouvernement encore plus déconnecté. Le Parisien 01.04

Des clones de Macron issus de la banque ou du PS.

- Amélie de Montchalin affiche un CV allant des grandes écoles à la banque et l'assurance: HEC, Harvard, économiste à BNP Paribas, prospective et suivi des politiques publiques chez Axa jusqu'aux législatives.

Cette catholique pratiquante, qui défend "une laïcité de liberté", a résumé son parcours dans un discours en 2017 en Belgique devant "la grande famille jésuite", rejointe "au début de sa vie étudiante". AFP 01.04

Une précision d'un internaute : Amélie de Montchalin fait partie de la promotion 2018 des "Young Leaders", ces citoyens français qui sont en réalité formés, formatés, pour devenir les relais des Etats-Unis en France.

- Sibeth Ndiaye, 39 ans, auparavant, elle avait tenu ce rôle auprès de Claude Bartolone, alors président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, puis auprès d'Arnaud Montebourg à Bercy sous le mandat de François Hollande. Cet engagement à gauche prend racine à l'Unef, où elle milite au début des années 2000. Elle a également été encartée au Parti socialiste, en réaction à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

Elle a aussi, comme beaucoup de piliers de la campagne d'Emmanuel Macron, participé à la campagne de Dominique Strauss-Kahn pour les primaires socialistes en 2006. C'est là qu'elle a notamment rencontré Cédric O, qui vient d'entrer lui aussi au gouvernement, Stanislas Guerini, futur délégué général de LREM, Ismaël Emelien, futur (et désormais ex) conseiller d'Emmanuel Macron à l'Élysée, ou encore Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement jusqu'à jeudi dernier.

Patrice Roques, son époux, directeur général adjoint d'une société de HLM, le mari de Sibeth N'Diaye a en effet été éduqué dans les valeurs du Parti Socialiste. Lexpress.fr avec AFP et Voici 01.04

- Cédric O, diplômé de HEC, cet ancien militant socialiste a fait ses classes pendant la campagne 2006 de Dominique Strauss-Kahn, aux côtés d'autres historiques de l'aventure En Marche!, dont Benjamin Griveaux et Stanislas Guérini. Un temps collaborateur de Pierre Moscovici, membre de l'équipe de campagne de François Hollande en 2012, il a été responsable de production au sein du groupe Safran. HuffPost 31.03

Quelle belle époque tout de même quand on nous appelait à l'unité avec le PS !

En complément. Censurer, c'est réguler la liberté d'expression.

- Réguler internet ? Cédric O est "100% d'accord" avec Zuckerberg - L'Express.fr 01.04

Le nouveau secrétaire d'État au Numérique a salué ce lundi l'envie de Facebook de renforcer la collaboration avec les États pour améliorer la régulation des contenus diffusés sur le net. L'Express.fr 01.04

[Quel chienlit leur vieux monde !](#)

- Missiles russes ou avions américains: Washington durcit le ton contre Ankara - AFP 1 avril 2019

Les Etats-Unis ont à nouveau sommé lundi la Turquie de choisir entre le système antimissiles russe S-400 et les avions de chasse américains F-35. Mais cette fois, ils sont allés plus loin en suspendant la livraison d'équipements à Ankara. AFP 1 avril 2019

- Brexit: Aucune des motions votées lundi aux Communes n'a obtenu la majorité - Reuters 1 avril 2019

Aucune des quatre motions mises aux voix lundi soir à la Chambre des communes dans le cadre de "votes indicatifs" n'a obtenu la majorité. Reuters 1 avril 2019

INFOS EN BREF

POLITIQUE

[Venezuela](#)

- Préparation d'attentats terroristes à Caracas - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Le Service bolivarien du Renseignement national (Sebin) a perquisitionné, le 21 mars 2019, le domicile du député Sergio Vergara à la recherche du directeur de cabinet de Juan Guaidó, l'avocat Roberto Marrero (photo). Ce dernier a finalement été arrêté dans la résidence mitoyenne.

Au cours de la perquisition, des agents du Sebin ont plaqué au sol le député, violant ainsi quelques instants son immunité parlementaire.

Le Groupe de Lima, une association d'États américains favorables à Juan Guaidó, a immédiatement publié un communiqué exigeant le respect de l'immunité parlementaire de Sergio Vergara et la libération de l'avocat Roberto Marrero.

Roberto Marrero dirigeait le recrutement de mercenaires au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Ces hommes étaient transférés en Colombie pour y être formés aux actions commandos. Ils devaient être commandés par le mafieux colombien, Wilfrido Torres Gómez —alias « Neco » selon sa fiche Interpol— qui vient d'être également arrêté.

Selon des écoutes téléphoniques, Roberto Marrero disposait d'un budget quotidien de 500 000 à 700 000 \$ prélevé sur les avoirs du Venezuela à l'étranger saisis par les États-Unis et le Royaume-Uni.

Lors d'une conférence de presse, le vice-président Jorge Rodríguez a révélé que l'avocat Roberto Marrero et ses hommes de main préparaient des attentats contre le métro et le téléphérique de Caracas.

Il a également diffusé un extrait distrayant d'un sketch au cours duquel des humoristes ont téléphoné à Juan Guaidó en se faisant passer pour le président suisse Ueli Maurer. Ils lui ont proposé de transférer les avoirs de la République bolivarienne du Venezuela en Suisse sur un compte personnel ouvert à son nom, ce que le président autoproclamé du Venezuela a bien sûr approuvé. Réseau Voltaire 31 mars 2019

- Juan Guaidó a commencé à piller les avoirs vénézuéliens - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, Juan Guaidó, n'a pas présenté de justificatifs du coût de ses déplacements à l'étranger comme la Constitution lui en fait l'obligation.

Devant son refus, le contrôleur général de la République, Elvis Amoroso, a saisi la Justice qui a prononcé sa suspension de ses fonctions de député et 15 ans d'inéligibilité pour corruption.

Il a réalisé plus de 91 voyages hors du territoire pour un coût supérieur à 310 millions de bolivars (environ 94 000 dollars US) sans en justifier le financement. Celui-ci aurait été réalisé avec l'argent saisi par les États-Unis et le Royaume-Uni sur les avoirs vénézuéliens à l'étranger.

Juan Guaidó —qui ne s'estime plus président de l'Assemblée nationale, mais s'est autoproclamé président de la République— considère que le mandat du contrôleur général n'est plus valide et s'est donc opposé à sa requête. Ses représentants personnels ont pris le contrôle des avoirs nationaux saisis par les États-Unis et le Royaume-Uni avec lesquels ils financent une mini-administration en exil et le recrutement de commandos au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Réseau Voltaire 31 mars 2019

- La guerre électromagnétique est déclarée - Réseau Voltaire 31 mars 2019

Des spécialistes militaires russes sont venus inspecter le système de production et de distribution d'électricité du Venezuela dont les pannes à répétition paralysent le pays depuis le 6 mars.

Ils auraient confirmé l'usage de bombes électromagnétiques pour endommager les installations couplé avec des sabotages manuels.

Ce type de bombe est une déclinaison des travaux du physicien soviétique Andreï Sakharov, dans les années 50. Il semble que plusieurs États en disposent aujourd'hui, notamment les États-Unis.

Alors que le président Maduro a directement accusé les États-Unis d'être responsables de ces pannes, le conseiller de Sécurité nationale US, John Bolton, a dénoncé le recours du Venezuela à des forces militaires étrangères pour le maintenir au pouvoir. En application de la « doctrine Monroe », il a mis en garde toute puissance extérieure au continent d'y déployer des forces militaires.

Craignant une action russe de rétorsion, le président US, Donald Trump, a promulgué un décret (Executive Order) pour préparer

son pays à une possible attaque électro-magnétique [1].

[1] "Executive Order on Coordinating National Resilience to Electromagnetic Pulses", by Donald Trump, Voltaire Network, 26 March 2019.

Ukraine

- Présidentielle en Ukraine: Le comédien Zelenski vire en tête - Reuters 1 avril 2019

Le comédien Volodimir Zelenski, favori des sondages, a remporté le premier tour de l'élection présidentielle dimanche en Ukraine avec 30,4% des voix, selon les résultats d'un sondage sortie des urnes.

Il devance le président sortant, Petro Porochenko, crédité de 17,8%.

Avec 14,2%, l'opposante et ex-Première ministre Ioulia Timochenko sera éliminée de la course si les résultats du scrutin confirment cette tendance.

Un second tour aura lieu le 21 avril prochain pour départager les deux candidats arrivés en tête dimanche.

Mais en Ukraine, le rejet des élites est encore plus vif qu'ailleurs. Selon un sondage Gallup publié ce mois-ci, la cote de confiance du gouvernement sortant n'est que de 9%, un "record" mondial (en 2018, la moyenne planétaire était de 56%). Quant à la corruption, 91% des personnes interrogées parlent d'un phénomène généralisé.

La participation définitive n'est pas encore connue. Mais à 15h00 (12h00 GMT), à cinq heures de la fin des opérations de vote, 45% des inscrits avaient accompli leur devoir électoral, contre 40% à la même heure lors du scrutin de 2014.

Zelenski s'est engagé à respecter les engagements pris vis-à-vis du Fonds monétaire international, qui a octroyé sous conditions plusieurs milliards de dollars à l'Ukraine. Reuters 1 avril 2019

Algérie

- Le président algérien Abdelaziz Bouteflika démissionne - Reuters 3 avril 2019

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a démissionné de ses fonctions mardi, sous la pression de la rue, après avoir passé 20 ans à la tête du pays.

Des centaines de personnes sont descendues dans les rues de la capitale Alger, mardi soir à l'annonce de la démission du président. Des jeunes gens ont fêté l'événement, agité des drapeaux algériens et circulé en convois de voiture à travers le centre-ville, là même où avaient commencé le 22 février les manifestations contre le vieux dirigeant.

Le président de la chambre haute du parlement, Abdelkader Bensalah, doit assurer désormais l'intérim de la présidence de l'Etat pendant une durée de 90 jours, jusqu'à la tenue d'élections.

Bouteflika a annoncé sa décision dans un court communiqué puis une lettre publiés par l'agence de presse officielle APS.

"J'ai pris cette décision afin de mettre fin aux querelles actuelles", déclare-t-il dans une lettre, son principal moyen de communication depuis cinq ans.

"J'ai pris les mesures appropriées, dans l'exercice de mes prérogatives constitutionnelles, pour les besoins de la continuité de l'Etat et du fonctionnement normal de ses institutions durant la période de transition", ajoute-t-il.

"La décision de Bouteflika (de démissionner avant la fin de son mandat) ne changera rien", a dit à Reuters mardi Moustapha Bouchachi, avocat et l'un des dirigeants des manifestations.

A ses yeux, la nomination par Bouteflika d'un nouveau gouvernement vise à perpétuer le système politique en place.

"Ce qui est important, à nos yeux, c'est que nous n'acceptons pas le (nouveau) gouvernement. Les manifestations pacifiques vont continuer", a-t-il dit. Reuters 3 avril 2019

Le 10 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

● Au format pdf (13 pages)

Quelques réflexions.

1- Samedi 6 avril 2019 à 18H30, la Préfecture de police de Paris recensait 14.919 contrôles préventifs pour seulement 3.500 manifestants, à croire qu'ils les ont contrôlés 4 fois ou qu'ils étaient au moins 4 fois plus nombreux, toujours est-il que c'est extrêmement faible comme mobilisation.

2- Sauver la planète, c'est sauver le capitalisme en faillite !

3- La transition écologique, c'est la transition néolibérale ! C'est le brun repeint en vert !

4- Les conspirateurs sont ceux qui refusent de répondre aux questions qu'on leur pose.

5- L'épisode des Gilets Jaunes semble dans une impasse ou s'enlise, ce que nous avons prévu depuis le début, tandis que la majorité végète inlassablement ou refuse de se mobiliser, ce qui confirme notre analyse. D'après ce que j'ai lu dans un de leurs textes, les quelques 800 délégués de la deuxième Assemblée des Assemblées qui s'est réunie à Saint-Nazaire ne représentaient que 10.000 Gilets Jaunes dans tout le pays, c'est insignifiant. On veut bien croire que leur détermination est intacte et qu'ils gagnent en maturité, et on sait que les gesticulations de Macron n'ont rien changé aux conditions de ceux qui n'en peuvent plus de ce régime. Mais pour autant, cela ne constitue ni une orientation politique ni une issue à la crise du capitalisme ni un instrument ou un guide pour avancer dans cette voie, car cela ne s'improvise pas ou ne peut pas jaillir en dehors ou en niant le processus historique dont fait partie la lutte de classe et ses enseignements.

La mayonnaise n'a pas pris manifestement. Quoique l'on propose aux travailleurs ne les intéresse pas en terme d'engagement politique, c'est à croire qu'autre chose les intéresse ou fait obstacle à leur mobilisation. Bien entendu, de préférence on ne cherchera à l'identifier, ce serait trop compromettant. Apparemment ni leur condition ni l'interprétation qu'ils en font ne correspondent à ce qu'en disent les uns et les autres, ceci expliquerait cela mais personne ne veut l'admettre. Cela dit, la décomposition de la société s'accélère et tout le monde ou presque semble s'y adapter ou se faire une raison. Elle peut pourrir sans provoquer la moindre réaction de masse, c'est tout du moins ce qu'on peut observer et n'est pas nouveau. Le niveau de conscience des masses n'a progressé nulle part dans le monde, il a même eu tendance à régresser ou à se désagréger. A quoi cela est-il dû ? A plusieurs facteurs, cela se manifeste par l'absence de conscience de classe entretenue par le mouvement ouvrier corrompu, qui se porte garant de la pérennité du capitalisme ou collabore avec lui au lieu de le combattre.

La médiocrité dans tous les domaines est devenue la norme que chacun a adoptée et à laquelle chacun est prié de se conformer sans autre perspective et encore moins d'idéal. Le culte rendu au pouvoir en place est si profondément ancré dans les esprits, qu'il peut se livrer à tous les excès sans entraîner la moindre réaction ou presque, qui demeurera somme toute ultra minoritaire et sans conséquences. C'est comme si l'homme croulant sous le poids de ses faiblesses avait oublié qu'il possédait la qualité d'être perfectible, la capacité de résoudre les contradictions auxquelles il est confronté pour s'élever au-dessus de sa condition d'esclave et s'en délivrer. Au lieu de cela, il s'y complaît et il va même jusqu'à le justifier au comble de l'absurde ou de l'ignorance.

Si tout est fait pour qu'il en soit ainsi, tout devrait être entrepris pour qu'il n'en soit plus ainsi, résolument, sans faille, sans compromission, sinon toute tentative s'avèrera stérile ou vaine. On a du mal à concevoir qu'une rupture et un changement d'orientation puisse constituer le prolongement logique d'un processus historique et déboucher sur un avenir meilleur. En fait, on est fâché avec la dialectique. On n'a pas assimilé que l'homme n'aurait jamais pu franchir les différentes étapes depuis l'époque de la barbarie ou de la sauvagerie jusqu'à la civilisation humaine sans ruptures brutales, soudaines, généralement violentes, sans sacrifices pour accéder à une condition meilleure. A ceci près que jusqu'à présent seule une minorité profita essentiellement de ces meilleures conditions, parce que ce fut toujours une minorité d'exploiteurs qui détenait les moyens de production et le pouvoir politique depuis que les classes et l'Etat existent, tandis que l'amélioration de la condition des exploités était conditionnée par les besoins du mode de production en vigueur ou leur lutte de classe, et donc susceptible de régresser. Il existe aujourd'hui en France des travailleurs qui subissent des conditions d'existence aussi épouvantables qu'au début du XXe siècle.

Si seule une rupture avec le mode de production capitaliste permettrait d'y mettre un terme définitivement, trop accablés par

de multiples difficultés cette perspective est hors de leur portée, tandis que ceux qui ont de meilleures conditions s'en contentent, quitte à abandonner leurs aspirations les plus profondes qui justement coïncideraient avec un changement radical et démocratique de société, leur temps de cerveau disponible étant occupé à autres choses ou à se distraire au lieu de penser à prendre leur destin en mains. Délivrer des préoccupations matérielles, ils devraient reporter leur attention sur les aspirations démocratiques dont ils sont frustrés, mais tel n'est pas le cas, tout du moins pas spontanément ou alors elles font l'objet d'une ignoble instrumentalisation de la part de l'oligarchie, qui s'en sert pour s'attaquer à l'ensemble des droits sociaux des exploités et les enterrer ou leur ôter de l'esprit qu'une société plus juste et meilleure pourrait exister. Du coup ils se replient sur leur condition, qui dans la mesure où elle leur permet encore de satisfaire leurs besoins élémentaires, ils s'en contentent, laissant ainsi la société continuer de dégénérer comme s'ils n'étaient pas concernés.

L'homme a la capacité de s'adapter à des conditions extrêmes, et plus il s'en éloigne, moins il sera apte à saisir le moment où il s'en rapproche, ensuite il sera trop tard. Au lieu d'aider les travailleurs à s'y préparer pour l'éviter ou pour l'affronter si malgré tout il était inévitable, on a fait exactement le contraire, on les a confortés dans leurs illusions et on a flatté leur ignorance rendant toute issue politique impossible. Entre ceux qui prétendent que tout serait possible sans se soucier des conditions existantes, et ceux qui affirment que rien ne serait possible quoiqu'on fasse, nous voilà bien lotis ou bien avancé!

Il semblerait qu'on n'ait pas compris que l'évolution des conditions matérielles précédait l'élévation du niveau de conscience des hommes, et au lieu de s'atteler à combler le fossé qui existait entre les deux on s'est évertué à le conforter ou à l'accroître encore.

Défense du marxisme.

Voici, plus précisément, comment Marx lui-même situait, dans une lettre à Joseph Weydemeyer datée du 5 mars 1852, sa contribution à l'étude de l'histoire :

«Marx à Joseph Weydemeyer (à New York), Londres, 5 mars 1852.

- ...En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes, et à une société sans classes...» (K. Marx, F. Engels, Oeuvres choisies, Tome premier, Éditions du progrès, Moscou, 1976, p. 549.)

Rafraîchissant, non ?

Les forces productives ont atteint un niveau de développement permettant de satisfaire tous les besoins de l'homme concomitamment, mais du fait que ce développement s'est effectué dans le cadre d'un processus historique inconscient ou d'un mode de production et de répartition des richesses basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, il devait conduire à la concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains d'une infime minorité au détriment des besoins du reste de la population mondiale toujours plus nombreuses qui exigeraient qu'ils soient satisfaits, de telle sorte que cette contradiction se caractériserait par une crise permanente et généralisée aussi bien sur le plan social que politique, qui portée à son paroxysme se traduirait par des conséquences sociales chaque jour plus intolérables pour les exploités et les opprimés et une situation politique de plus en plus imprévisible ou incontrôlable alimentant la lutte des classes, posant directement la question de l'orientation de la société ou du pouvoir, donc de l'Etat, dont l'issue ou la réponse dépendrait de la classe qui détiendrait le pouvoir politique, répressive, policière, liberticide, antidémocratique, totalitaire si l'oligarchie conservait le pouvoir et le mode de production capitaliste n'était pas aboli, sociale et démocratique si au contraire c'était les classes exploités et opprimés qui s'emparaient du pouvoir et instaurent une République sociale.

Comme chacun sait, le progrès social ne peut pas se concevoir sans développement économique, mais ce qu'on a tendance à oublier, c'est que le progrès social est l'expression d'une prise de conscience élémentaire des exploités qui sont à l'origine des richesses produites, et qui exigent la satisfaction de tous leurs besoins sociaux ou de toutes leurs aspirations démocratiques légitimes, ce qui évidemment constituent une menace permanente et fatale pour le régime en place s'ils parvenaient à la théoriser et à s'organiser pour s'emparer du pouvoir. C'est la raison pour laquelle la réaction concentre dorénavant tous ses efforts à la guerre idéologique et psychologique qu'elle mène comme les masses exploitées pour dévoyer ou corrompre la lutte de classe des exploités, et faire en sorte que leur niveau de conscience régresse ou ne parvienne jamais à la compréhension du processus historique dont ils sont les principaux acteurs, afin qu'elles se soumettent docilement au modèle de société totalitaire qu'elle a conçue ou qu'elles soient impuissantes pour s'y opposer.

Force est de constater que jusqu'à présent la réaction a réalisé d'énormes progrès dans cette direction-là. Cependant, si elle détient le pouvoir d'imposer aux travailleurs des conditions de travail ou d'existence de plus en plus insupportables, elle ne peut pas empêcher que les procédés grossiers qu'elle emploie pour manipuler les consciences demeurent inopérants sur des couches entières d'exploités, et surtout, elle est impuissante à transformer le plomb en or ou elle ne peut pas empêcher les

travailleurs d'interpréter leurs conditions à leur juste valeur, injuste et détestable, au point qu'ils en viennent à chercher une issue politique pour y mettre un terme, qui au départ se manifesterait maladroitemment, c'est inévitable, mais qui nourrit de leurs propres expériences et défaites gagnera en maturité pour peu qu'on les aide à en tirer les enseignements dans le cadre du processus historique qui doit les conduire à s'emparer du pouvoir politique pour changer de fond en comble la société en liquidant le capitalisme et ses institutions.

Ce n'est pas là une vue de l'esprit ou un vœux creux de militant dogmatique, c'est la dialectique telle qu'elle s'applique au système économique et à la lutte des classes dont on tarde à prendre conscience. Elle conduit infailliblement à un affrontement direct entre les classes que les gesticulations ou vociférations belliqueuses et haineuses de la réaction tentent de retarder, mais elle peut aussi conduire à la dégénérescence totale de la civilisation humaine si la réaction parvenait à imposer à tous les peuples une gouvernance mondiale totalitaire, ce qui équivaldrait à sa disparition.

Au milieu du XIXe siècle l'idée que le capitalisme rimait avec progrès social infini fut battue en brèche pour ressurgir un peu plus tard, puis elle retomba sous le bruit des canons pour rejaillir à nouveau entre deux guerres, une révolution tenta de lui porter un coup décisif, mais son camp était trop faible ou mal préparé pour en venir à bout. Du coup, une nouvelle fois elle refit surface plus virulente que jamais. On eut pu croire qu'une seconde guerre mondiale lui serait fatale, mais il n'en fut rien. Bien au contraire, elle envahit littéralement le mouvement ouvrier trahit par ses dirigeants, et pendant les trois décennies suivantes elle en devint même la coqueluche sur le plan idéologique. La mystification fut tellement parfaite, que lorsque l'oligarchie sifflera la fin de la récréation quelque temps plus tard, personne ne comprendra vraiment ce qui était en train de se passer pour s'être laissé corrompre par cette illusion les décennies précédentes. D'un coup le mirage s'était évanoui, ce qui n'empêcha pas la confrérie des opportunistes réunis de s'y accrocher puisque c'était le seul os qui leur restait à ronger après avoir tourné le dos au socialisme, mais cette fois hypothétiquement puisque l'époque de réformes progressistes était définitivement révolue, ce qui allait se traduire progressivement par la remise en cause du mouvement ouvrier de la part des travailleurs qui le désertaient ou s'en détournaient massivement. Le mouvement ouvrier n'incarnerait plus que le corporatisme et les couches qui s'y organiseraient encore seraient récompensées par le régime en échange de leur collaboration de classe, ce qui permettait de tenir artificiellement en vie cette funeste et dramatique illusion. Mais ce que nos dirigeants n'imagineront pas, c'est que même cette illusion devenait néfaste pour la réaction et qu'il fallait la faire disparaître à son tour, de gré ou de force. Pour être plus précis, c'est la réaction qui dorénavant se chargerait de la faire vivre, en ne permettant à personne d'autres de se mêler de ses affaires, autrement dit, l'heure de faire disparaître le mouvement ouvrier et toute opposition au régime avait sonné pour acheter la liquidation des droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière depuis la fin du XIXe siècle.

Ainsi le régime et sa véritable nature apparaissait plus nu et laide que jamais à la stupéfaction de tous ceux qui en avaient fait leur idéal ou qui s'y étaient ralliés. Une fois le socialisme totalement déformé, renié, puis jeté à la poubelle, et le mouvement ouvrier marginalisé ou réduit à l'impuissance, totalement corrompu, la réaction et le capitalisme demeureraient seuls maîtres à bord. Il ne leur resterait plus qu'à dévoyer ou briser les dernières résistances, d'une part en les associant à ses campagnes de type identitaire ou communautariste pour mieux les diviser et les détourner du régime, d'autre part en les soumettant quotidiennement à une propagande hystérique, à un matraquage médiatique frénétique relayé par les réseaux dits sociaux destiné à les faire douter de leurs propres convictions et les induire en erreur, ce qui jusqu'à maintenant à parfaitement fonctionné il faut bien le reconnaître, puisque quand bien même un profond mouvement populaire verrait le jour et perdurerait pendant des mois, somme toute très minoritaire, ils ont été incapables d'adapter leurs discours en conséquence, et d'expliquer pourquoi l'immense masse des travailleurs et jeunes ont refusé d'y participer pour chasser Macron et sa politique ultra réactionnaire, ce qui signifie à ce stade que personne n'en tirera des enseignements politiques.

[Le brouillon d'un courriel jamais envoyé.](#)

Le président Trump s'est fait élire sur la promesse de renverser le capitalisme financier, écrivez-vous. Je comprends bien qu'il ne s'agisse que d'une promesse, mais tout de même, qu'il me soit permis d'en douter fortement. Apparemment vous y croyez, or cela pose de nombreuses questions.

J'ai consulté la presse américaine sur Internet et je me suis aperçu que Trump bénéficiait du soutien de Larry Fink, le PDG de BlackRock, l'institution financière la plus puissante au monde gérant plus de 6 000 milliards de dollars d'actifs.

Votre affirmation pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses, et compte tenu de l'enjeu du sujet, il me semble qu'il faille le creuser pour trouver les bonnes, sous peine en ce qui vous concerne, de laisser vos lecteurs dans l'expectative à défaut de savoir sur quel pied danser, dit autrement, vous en dites trop ou pas assez et cela ne sert à rien.

Je n'ai pas les moyens dont vous disposez pour étudier ce sujet avec la rigueur qui s'impose malheureusement, ou alors je devrais y consacrer tout mon temps pendant une longue période. Aussi je me contenterai de vous fournir quelques éléments de réflexion.

- Il va de soi que la guerre des clans à laquelle se livre le sommet de l'oligarchie à quelque chose à voir avec la crise du capitalisme...qui devient de surcroît une crise de la civilisation humaine...

- Nous savons que les lois de fonctionnement du capitalisme contiennent des contradictions qu'il ne suffit pas de nier ou de

contourner pour qu'elles cessent d'exister, ce que les oligarques ont parfaitement compris.

- Le développement du système économique capitaliste conduit à toujours plus d'accumulation du capital, ce qui se traduit par la concentration de la richesse entre quelques mains, 1% de la population dit-on. Tandis que la population mondiale et ses besoins ne cessent d'augmenter, ainsi que la pauvreté dans le monde, entre autres conséquences néfastes, explosives et insoutenables à terme.

- Parmi ces contradictions, on trouve aussi la baisse tendancielle du taux de profit qui ne peut être compensée qu'en produisant et consommant toujours davantage, en augmentant le volume du profit réalisé au détriment des conditions dans lesquelles il a été réalisé. Quant à la main d'oeuvre à bas coût, qui est une solution temporaire pour réaliser plus de profit, elle ne fait que renforcer cette tendance ou accélérer l'accumulation du capital qui conduit à la crise ou à l'effondrement du capitalisme. Ces deux facteurs se nourrissent l'un de l'autre...

- En 2008, bien avant en réalité, le capitalisme mondial aurait dû se disloquer, or il fut sauvé par les gangsters qui se sont appropriés la planche à billets (dollar notamment), qui ainsi se sont joués des contradictions du capitalisme qui le mènent à la faillite, car ce système économique est bel et bien en faillite depuis des lustres maintenant...

- Il existe donc une mafia financière qui possède le statut de faux monnayeur et qui peut agir à sa guise en toute impunité sur les places boursières du monde entier, puisque c'est elle aussi qui fixe les taux de change entre les monnaies, les matières premières, etc. ou la valeur des actions, obligations, etc. bref, qui fixe la règle du jeu en étant juge et partie, c'est un unique personnage qui endosse le rôle du gendarme et du voleur.

- C'est la crise du capitalisme et la manière de l'affronter qui divise les oligarques...

- Le capitalisme financier est présent dans ces deux clans, et Wall Street finance les deux candidats qui s'affrontent à l'élection présidentielle...

- Parmi le capitalisme financier, il faut distinguer ceux qui ont accès à la Fed et profitent de sa générosité, et ceux qui n'en ont que les retombés, les membres des différents cercles intermédiaires ou inférieurs de l'oligarchie en fonction de leur fortune ou leur pouvoir...

- Tous les oligarques investissent à la fois dans la finance et l'industrie, ensuite quel usage ou quel profit ils comptent en tirer est variable, c'est sans doute l'un des aspects les plus difficiles à cerner, parce que parfois ou souvent viennent se greffer dessus des intérêts extérieurs, politique par exemple.

- La stratégie néolibérale correspond au stade du développement du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, aux besoins de ce système économique pour assurer sa survie. Elle en est la traduction ou l'interprétation, et si elle viole ses lois de fonctionnement en recourant à des méthodes financières mafieuses, c'est parce qu'elle n'a pas le choix. (Je rajoute : Pour être plus précis, le néolibéralisme est la réponse à la crise insoluble du capitalisme qui ne peut aller qu'en s'amplifiant. Compte tenu qu'elle n'a pas d'issue hormis le conduire à son effondrement aux conséquences imprévisibles et difficiles à contrôler, le néolibéralisme qui se destine de remplacer le capitalisme par un régime totalitaire, se doit de l'accompagner dans sa chute ou même provisoirement de le sauver si nécessaire paradoxalement. Et c'est cette contradiction qui nourrit les courants souverainistes ou populistes.)

- On perçoit clairement qu'à la concentration du capital ou du pouvoir économique correspond son pendant politique, la tentation de se réunir en cercle restreint et clos pour décider du sort de tous les peuples à leur place... Toutes les institutions supranationales ou internationales reconnues ou opaques tendent à jouer ce rôle en étant toute orientées dans la même et unique direction, qui justement correspond à la conception néolibérale de la société ou du monde...

- On en est arrivé au point où l'oligarchie détient absolument tous les pouvoirs économique, politique, judiciaire, militaire, médiatique, institutionnels, constitutionnel, sans qu'aucune trace d'alternative ne se dessine à l'horizon, ce qui renforce l'impression qu'elle serait toute puissante ou son pouvoir inaliénable...

- Son point faible, outre les 7,4 milliards qui frappent à la porte avec impatience pour que leurs besoins soient satisfaits, figure le niveau inégal du développement du capitalisme dans le monde, certains pays demeurant sous-développés, tandis que d'autres ont atteint différents stades de développement, pendant que les plus développés sont entrés en putréfaction, à l'instar des Etats-Unis où les superstructures du pays ont atteint un niveau de délabrement avancé ou inquiétant, ou encore de l'Italie comme on vient de le voir...

- Ces inégalités de développement se traduisent par des inégalités sociales importantes d'un pays à un autre, il n'est donc pas possible de les traiter de la même manière sur le plan politique, or c'est ce que préconise l'oligarchie financière. Il faut préciser que dans les pays les plus développés, l'heure est à la lutte de classe chez les exploités pour tenter de conserver les droits

sociaux qu'ils avaient acquis lors des périodes antérieures et qui sont attaqués de toute part, tandis que dans les autres pays ils se mobilisent pour obtenir leur part du développement en cours.

Dans les premiers se mettent en place des régimes populistes, centriste ou d'extrême droite, voire des coalitions aux relents d'union nationale, de Front populaire, qui demeurent tous subordonnés à l'oligarchie ou à ses institutions, FMI, Banque mondiale, l'UE, etc. Dans les seconds, du fait qu'ils continuent d'être rackettés ou pillés par les multinationales des premiers, qu'ils subissent le chantage du FMI, leur développement demeure largement entravé ou il se réalise dans des conditions d'exploitation telles que le sort de la population laborieuse demeure précaire ou exécrationnel, et la pauvreté est omniprésente.

Les uns gagnent en sécurité au détriment de leur liberté, tandis que les autres sont davantage exploités pour consommer plus, le miracle de la "démocratie" pour les uns, celui de la "croissance" pour les autres ! Bref, les deux ne peuvent que s'enfoncer dans le chaos et la violence.

Où va se nicher l'opportunisme. Le dogmatisme conduit au pire aveuglement ou à croire des "contes de fées".

- Sur le mouvement pour le climat "Friday for Future" - Tendances Claire du NPA 12 mars 2019

Le mouvement « Friday for Future » est parti de Suède, à l'initiative de la lycéenne Greta Thunberg, qui, depuis le mois d'août dernier, sêche les cours tous les vendredis pour exiger que les gouvernements prennent des mesures face à l'urgence climatique. En décembre 2018, elle a tenu un discours lors de la COP23, appelant les lycéens et lycéennes du monde entier à se mobiliser.

- Les jeunes, plus chauds que le climat: Échos de l'AG inter-facs de Jussieu - Tendances Claire du NPA 16 février 2019

La COP 24 a donné à voir, jusque dans les médias dominants, la légitime révolte de la jeunesse mondiale face à la crise écologique – révolte incarnée notamment par la lycéenne Greta Thunberg.

LVOG - Pour un peu, demain ils seront invités par le forum de Davos pour lancer leur appel à la révolution socialisme mondiale ! Quel délire !

J'ai publié le 3 avril un article de Reporterre intitulé *Le capitalisme vert utilise Greta Thunberg* datant du 9 février 2019. J'en ai publié des extraits dans la causerie du 3 avril, au passage, j'ai supprimé les deux paragraphes que j'avais copiés en double. Pour ceux qui ne l'ont pas lu, une jeune Suédoise autiste de 16 ans aurait mobilisé la terre entière pour sauver le climat, sauf que derrière ce conte de fées se trouve à l'origine un réseau d'oligarques qui a été créé de toutes pièces par le Forum économique mondial (Davos) en 2011.

Personnellement, dès que les médias ont annoncé que la mobilisation des jeunes pour le climat répondait à l'appel d'une jeune fille de 16 ans, échaudé par les manipulations de cadavres de gosses syriens pour justifier le bombardement de la Syrie, je n'ai pas seulement trouvé cela suspect, spontanément je me suis dit que c'était encore une opération pourrie montée de toutes pièces par l'oligarchie, bingo, sans mérite tellement cette histoire était invraisemblable et ridicule.

Qu'à l'extrême gauche la palme de l'opportunisme ou du crétinisme revienne au NPA ne surprendra pas nos lecteurs. Mais là ils se sont surpassés. Pourquoi je relate cette pitoyable histoire, parce qu'elle met en relief le degré d'abrutissement ou de décomposition politique qu'on peut atteindre tout en se réclamant du marxisme, du socialisme, du trotskysme.

Et on n'est pas en présence d'arriérés ou d'illettrés qui se feraient manipuler à la première occasion, non, ce sont des professeurs d'université ou de l'école normale supérieure qui manifestement ont perdu toute notion de discernement ou de logique, et qui plus est se prennent pour des dirigeants d'un courant d'extrême gauche. En fait, ces militants participent à la manipulation des masses par l'oligarchie et le gouvernement. Dès lors, quelle crédibilité peut avoir un tel courant ou parti, aucune.

Ces professeurs confondent pédagogie et démagogie.

Ils volent au secours de n'importe quelle cause sans se soucier de savoir à qui elle doit profiter, n'importe quel attrape-nigaud fera l'affaire, et le plus pitoyable encore, c'est qu'ils passent leur temps à accuser les autres courants d'extrême gauche ou de leur propre parti de se laisser influencer par l'idéologie de la classe dominante, à raison d'ailleurs, leur dernière accusation en date est récente, elle date du 4 avril, où ils dénonçaient un texte manifestement "réformiste" signé par des membres du NPA (Et de LFI, du PCF, Attac, de la Fondation Copernic [PS], de Podemos, du CADTM, notamment), intitulé *Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe*, pour finalement faire guère mieux de leur côté ! Pour dire deux mots de ce "manifeste" que j'ai parcouru en diagonale, il repose sur un "gouvernement populaire élu" qui ne verra jamais le jour et qui surtout ne devrait pas rompre avec le capitalisme, dès lors toutes les propositions qu'il contient sont caduques, c'est un couteau sans lame, un tour d'illusionnistes.

Donc avant de rejoindre un parti politique, il est préférable de ne pas s'emballer, de ne pas se laisser séduire par de beaux

discours qui généralement correspondent à ce que vous vouliez entendre pour obtenir votre adhésion, je n'irais pas jusqu'à dire pour vous embobiner, bien que cela puisse se produire aussi. Quand un parti, ses dirigeants et ses militants en arrivent à se situer sur le terrain de classe de l'oligarchie au lieu de demeurer strictement sur celui de la classe ouvrière, d'emblée vous êtes en droit de vous dire qu'il n'y absolument rien à en attendre ou que vous n'y avez pas votre place, à moins bien sûr que vous souhaitiez collaborer avec l'oligarchie pour l'influencer.

Si on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui, on peut envisager de mener des actions ou de participer à des combats, mais pas avec n'importe qui, surtout quand il s'agit de cautionner une entreprise qui finalement ne profitera qu'à la réaction, on s'abstiendra de se corrompre.

Ces gens-là sont fâchés avec la dialectique et la réalité sur lesquels repose le socialisme, du coup ils ne savent plus quoi faire ou inventer pour justifier leur étiquette d'extrême gauche. Ils en arrivent à se comporter en vulgaires aventuriers, il suffit à l'oligarchie de sortir sa plaquette anti-mouches pour les attraper au vol ! Et ça marche à tous les coups comme j'ai pu l'observer pendant 19 ans, car évidemment ils croient les versions officielles après chaque événement intervenu dans le monde, qu'elles proviennent de gouvernements ou de médias.

C'est d'ailleurs ce qui me distingue d'absolument tous les partis, car je ne crois rien aveuglément et je ne me marche dans aucune opération pourrie commanditée par l'oligarchie, mieux, je les dénonce et les combats. Je m'en tiens strictement aux faits, et quand je ne suis pas en mesure de savoir ce qui s'est réellement passé, de préférence je m'abstiens ou j'avoue mon ignorance contrairement à tous ces gens chez lesquels la vérité est innée, même dans la bouche de G.W. Bush par exemple!

Si j'ai retenu les leçons de mes erreurs passées en la matière, il faut bien avouer que personne n'est à l'abri d'une manipulation, puisqu'on prend connaissance des détails d'une affaire que progressivement, aussi nous arrive-t-il encore face à l'urgence de la situation ou selon les développements qu'elle prend, d'adopter une version ou une position qu'il faudra modifier par la suite, et par les temps qui courent où la désinformation de la part des médias est systématique, on peut prendre la précaution de recouper certaines informations provenant de différentes sources et se faire abuser malgré tout, parce que toutes reproduiront celle fournie initialement qui était délibérément fautive, j'ignore si le diable se cache dans le détail, pour les faussaires assurément ! Wait and see, it's the best.

Pas de quoi devenir paranoïaque pour autant. Soyons modeste, c'est indispensable pour rester lucide et mentalement équilibré.

Une autre mystification désuète.

- Grand débat: la défiance des Français s'accroît encore - Le HuffPost 3 avril 2019

Tandis qu'Emmanuel Macron mise sur ce grand débat pour en finir avec la crise des gilets jaunes, 61% des Français interrogés par YouGov estiment que les propositions qui émaneront des débats n'infléchiront pas la politique du gouvernement.

Tandis que les manifestations du samedi se poursuivent tant bien que mal, plus d'un Français sur deux déclare toujours soutenir le mouvement (54%, 2 points de moins qu'en mars). Un score remarquable pour une mobilisation qui dure désormais depuis plus de quatre mois.

Même constat concernant la légitimité des gilets jaunes: la part de Français jugeant la mobilisation justifiée reste très similaire au mois dernier (68%, -1 point). Le HuffPost 3 avril 2019

Selon un sondage Elabe pour BFMTV paru mercredi, 79% des Français estiment que le "grand débat national" ne résoudra pas la crise politique ("9 points en un mois), 68% que les points de vue exprimés ne seront pas pris en compte ("5 points) et 62% qu'Emmanuel Macron et son gouvernement tiendront compte des points de vue exprimés (+7 points). AFP 3 avril 2019

LVOG - Non, non, vous avez bien lu ! Si 68% expriment un point de vue et que 62% expriment un point de vue contraire, cela signifie que forcément près de la moitié pensent tout et son contraire, cela dépasse le délire, c'est de la folie pure ! C'est cela, on va les rendre fous.

Quand la supercherie tourne au grotesque.

- La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres- Le HuffPost 08 avril

- Plusieurs organisations (GIS Démocratie et Participation, l'ICPC et le CEVIPOF) ont lancé un "observatoire des débats".

- Cartolabe (Inria et CNRS) accessible en ligne, permet ainsi de se balader dans les contributions du grand débat comme dans une galaxie.

- David Chavalarias, directeur de recherche au CNRS, a réalisé un travail similaire en réutilisant Politoscope,
- La société Atlas Semantiques, fondée par des linguistes, travaille elle aussi à analyser de manière automatisée les contributions en ligne du grand débat.
- Trois spécialistes en informatique anonymes ont lancé Witted, une page web proposant une synthèse des contributions en ligne du grand débat.
- Marion Bendinelli et Virginie Lethier, du laboratoire ELLIADD, ont par exemple analysé un cahier de doléances d'une petite ville de Franche-Comté.
- Le laboratoire Pacte a lancé une grande enquête sur ce mouvement, grâce à un questionnaire diffusé depuis décembre 2018 sur les groupes Facebook locaux de gilets jaunes. Le HuffPost 08 avril

Quand l'espoir ne fait plus vivre, c'est que le dénouement approche !

- Sondage : l'Europe ne fait plus rêver les Français, seuls 29% y voient "une source d'espoir" - Franceinfo 4 avril 2019

L'enquête Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et "Le Figaro".

Mais il y en a encore qui y tiennent mordicus. Qui a dit plus d'UE que moi tu meurs ?

- *"Le Brexit nous alerte avant tout sur cet éloignement de l'UE de ses peuples."*

LVOG - Un aveu, un regret, un grand malheur !

Réponse : Manon Aubry (LFI), jeudi soir sur le plateau de France 2. Elle est digne de son homonyme du PS.

Pour qui roule LFI, vous avez la réponse.

Parole d'internaute

1- "On va pas refaire le match du procès en jaunitude des syndicats mais bon si vous y tenez.. Arnaud Montebourg faisait remarquer récemment que les Gilets Jaunes avaient obtenus plus choses en quelques mois que les syndicats en cinq ans. Ils n'ont pas obtenu grand chose et pourtant c'est vrai... Je baigne dans les vestiges d'un monde qui reste assez syndiqué. Syndiqué moi même j'ai des amis proches délégués syndicaux. Aucun n'a compris ce qui se passait le 17 novembre. Aucun n'a participé. Finalement certains on fini par rejoindre le mouvement à titre personnel. Et encore sous l'insulte des directions.

Les syndicats sont indispensables (sinon c'est les corporations comme avant la révolution ou pire... rien). Mais comment nier qu'ils se sont complètement décrédibilisés par des années de stratégies perdantes (pour les gentils, "méchants" ?

Les Gilets Jaunes ont entièrement raison de rejeter les syndicats actuels. Les gilets jaunes sont l'occasion de refonder le mouvement syndical comme tout le reste."

LVOG - Refonder le mouvement ouvrier...

2- "Pour parler en termes marxistes, on peut dire que les syndicats ont été progressivement intégrés à l'Etat bourgeois et en sont aujourd'hui plus à défendre leurs rentes plutôt que l'intérêt du prolétariat."

LVOG - A défendre le régime.

3- "L'un des mérites du mouvement des Gilets Jaunes est d'avoir accéléré la mise à nue du visage hideux de la classe dirigeante française et le lâche conformisme des "bons élèves" désormais réduits à s'indigner de l'indulgence du maître pour les "cancres", les "beaufs", les "analphabètes", les "sans-dent", transformés en "factieux" pour l'occasion afin de justifier leur mise à mort économique sans que cela ne cause trop de dissonance cognitive pour les bourreaux et leurs alliés. Le souci c'est que sur le plan intellectuel même, censé être la justification contemporaine de la pyramide social sur le plan concret et symbolique, on s'aperçoit que cette classe dirigeante ne vaut finalement pas grand chose, et on peut remercier les partisans de LAREM pour en faire tous les jours la démonstration éclatante."

4- "Une des conséquences les plus inattendues et les plus éprouvantes des GJ a été pour moi de prendre conscience plus en profondeur de nombreux événements historiques que je "savais" (livresquement) sans les "connaître" (les éprouver). Nous en avons ici un exemple.

J'avais beau admettre la réalité de l'Holocauste des juifs et des tsiganes, c'était une réalité relativement conceptuelle. La majorité des Allemands avait elle laissé faire ou véritablement approuvé? Et cela était du passé. Rien dans mon quotidien et surtout pas l'antisémitisme résiduel (et encore moins l'instrumentalisation du mot) ne pouvait raccrocher ce passé au présent. L'épouvantail du rappel des heures sombres et des divers "plus jamais ça" n'étaient que des pitreries vides de sens tant il était évident qu'on n'en était pas là. Personne n'allait faire de pogroms de juifs ni mettre d'Arabes à la mer en France pour de vrai.

Et tout d'un coup cette haine autorisée. Cette haine déversée à grand jets dans les médias. Cette haine institutionnelle qui rend le pire possible. Tout s'éclaire. On comprend le passé car son fantôme a brusquement surgit. Oui cela s'est bien passé "facilement" drancy et le reste. Le danger n'est pas le discours de haine en soi. Le danger c'est la haine d'état augmenté de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature. Nous y venons."

5- "Vous mettez en lumière, à partir de votre expérience (que je partage), un des apports fondamentaux de ce mouvement: un grand nombre de citoyen et particulièrement tous ceux qui participent aux GJ, ont vu et vécu la "vérité" de ce pouvoir, oligarchique, manipulateur, répressif, propagandiste, autoritaire. Ils ont vu de leurs yeux les "connivences" affairistes, médiatico-politiques, intellectuelles. Ils perçoivent le fond antidémocratique de cette Vème république. Ils voient et pour les milliers d'interpellés ils vivent "la haine d'état, augmenté de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature". Pour beaucoup tout cela n'est plus une abstraction conceptuelle, une approche scolaire ou des livres d'histoire. Cette conscientisation de la réalité socio-politique de notre pays, réalisée par le corps (on pense avec le corps), restera un acquit quelque soit le résultat de cette "séquence historique" (encore un concept qui prend corps), car comme vous le dites : "On comprend le passé car son fantôme a brusquement surgit." Et comprendre le passé c'est préparer l'avenir..."

6- "Contrairement à vous, peut-être une affaire d'imagination désordonnée de ma part, je n'avais pas le même problème pour me rendre compte de la noirceur et de la volonté manifeste de la cruauté, de l'inculture ou de la cupidité sans nom des gens du passé en ce qui concerne les événements dont vous parlez. Mais je vous rejoins quand même au moment où je vois sur les vidéos une élite mentir délibérément aussi et des forces de l'ordre insulter et frapper, délibérément aussi. Moi aussi je me dis "on y est"."

7- "« Le danger c'est la haine d'état augmentée de la lâcheté ou la corruption de la police et de la magistrature. Nous y venons. »

Le peuple apprend. Douloureusement, souffrant, attaqué, battu, mutilé, méprisé, diabolisé, rejeté, ignoré, ses institutions manifestement corrompues puis en ruine (c'est tout un!), il s'éveille, devenu et traité sans contredit tel l'ennemi intérieur. — Ce n'est pas peu dire...

Courage donc, indomptables unissons-nous, restons inébranlablement unis contre ce qui nous tue, il le faut, nous y sommes!"

8- "En l'occurrence, il s'agit bien de haine, haine du peuple (non pas du populisme, précisons-le!) . Après des mois de haine, une répression soutenue, répétitive, non seulement haineuse mais toujours plus barbare, après toutes ces plus diverses tentatives indignes d'anéantir le soulèvement des Gilets Jaunes, on ne peut parler avec justesse et en toute justice que de haine.

Des centaines d'heures d'enregistrement en continu des manifestations, de diffusion sur les médias traditionnels, de discussions insensées, d'accusations grotesques, de procès d'intentions ignobles, de diabolisation incessante, de déni invraisemblable et de quoi encore... l'attestent. On ne s'y trompe donc pas. «Haine » est le seul mot juste qui désigne le sentiment sous-jacent dominant au Pouvoir, et qui s'exprime publiquement, jour après jour, sans aucune retenue.

Orwell ne s'y trompait pas davantage.

« Les 2 minutes (et la semaine) de la Haine dans 1984, de George Orwell »

Dans le cas qui nous occupe, ce ne sont ni des minutes, ni une semaine, mais bien des mois de haine hargneuse, fondée sur des décennies de haine profonde, haine de classe, haine de privilégiés, haine de faux «méritants » et d'imposteurs, aussi arrogants que corrompus, qui désormais se fait jour dans la plus totale indécence."

LVOG - Faut-il encore inscrire toutes ces expériences dans le cadre du processus historique inconscient dans lequel le capitalisme et la lutte des classes se sont développés depuis plus de 3 siècles, pour en tirer des conclusions théoriques et pratiquer et les traduire en terme organisationnel permettant à l'humanité de se débarrasser des obstacles au progrès social et à la démocratie : le capitalisme et ses institutions. Tout le reste n'est que baratin.

[Quand le ministère de la Propagande change de dimension sans changer de nature...](#)

- Claude Lelouch et une vingtaine de cinéastes interpellent Macron sur la future loi audiovisuelle - Le HuffPost 7 avril 2019

Costa Gavras, Claude Lelouch, Olivier Nakache et Éric Toledano interpellent Emmanuel Macron dans une tribune "Soyons à la hauteur!" Une vingtaine de cinéastes interpellent le président Emmanuel Macron sur la future loi audiovisuelle, demandant à ce que le modèle français ne soit pas "sacrifié sur l'autel" de l'"ultralibéralisme", dans une tribune publiée par le Journal Du Dimanche ce 7 avril.

Ce texte intitulé "60e anniversaire du ministère de la Culture : le combat continue ?" est signé notamment de Claude Lelouch et Radu Mihaileanu, présidents de l'ARP (Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs).

Olivier Nakache, Éric Toledano, Éric Lartigau, Nathalie Marchak, Philippe Le Guay, Costa Gavras et Pierre Jolivet figurent également parmi les signataires.

Tous déplorent que les géants américains (Disney-Fox, Netflix, Amazon, Apple, Facebook) "accentuent une hégémonie que nous étions parvenus jusqu'ici à limiter grâce à l'exception culturelle" et "déploient de véritables stratégies de prédation économique pour inonder les territoires européens de contenus américains".

"Ils ébranlent les écosystèmes vertueux que nous avons mis tant d'années à construire", regrettent-ils, estimant que "si ce modèle vertueux doit être modernisé à l'ère numérique, il ne peut en aucun cas être sacrifié sur l'autel d'un ultralibéralisme déjà en partie responsable de la dégradation de nos sociétés et de la poussée des extrémismes".

Pour les cinéastes, "c'est malheureusement cette voie qu'a privilégiée l'Autorité de la concurrence dans son récent rapport relatif à la prochaine loi audiovisuelle" qui doit être présenté cet été en Conseil des ministres par le ministre de la Culture. Le HuffPost 7 avril 2019

[BFMTV de l'appareil répressif de l'Etat.](#)

- Violences policières : la colère des policiers après les propos d'un haut-gradé de la gendarmerie - AFP 08.06

Alors que la mobilisation des "gilets jaunes" dure depuis cinq mois, BFMTV a diffusé lundi soir 8 avril une enquête intitulée "Police : au cœur du chaos".

La chaîne revient notamment sur l'acte III de la mobilisation, qui s'est déroulé le 1er décembre dernier. Une journée d'action particulièrement violente, marquée par le saccage des Champs-Élysées et notamment de l'Arc de Triomphe.

Le documentaire consacre également un chapitre sur la polémique des violences policières. La chaîne revient notamment sur l'épisode des "gilets jaunes" matraqués par des CRS dans le Burger King de l'avenue de Wagram à Paris, à proximité du rond-point de la place de l'Étoile. À l'époque une vidéo postée sur Youtube par l'agence Hors-Zone Press avait fait beaucoup de bruit. Devant les caméras de BFMTV, le colonel de gendarmerie Michael Di Meo, qui commandait ce jour là les gendarmes mobiles dans la capitale, l'affirme : "Ce sont des violences policières". (La spontanéité avait valeur ici de constat ou d'aveu. - LVOG)

Une déclaration qui a fait réagir le directeur général de la Police nationale, Éric Morvan. "'Violences policières' suggère un système, sciemment organisé. C'est évidemment faux", a-t-il dénoncé sur Twitter. "S'il y a fautes ou manquements à la déontologie, justice et inspections interviennent et sanctionnent. J'appelle certains commentateurs, fussent-ils gendarmes, à respecter le temps des enquêtes", poursuit-il.

Le syndicat de policiers Synergie-Officiers est également monté au créneau. Dans un tract, le syndicat déplore "une stratégie de dénigrement de la part de la gendarmerie", qui "devient systématique en l'absence de réaction des plus hautes autorités". Il exige une condamnation de ces propos par le ministère de l'Intérieur lui-même, en plus d'un "rappel à l'ordre" de la gendarmerie, "qui n'est pas la directrice de conscience des policiers". (En effet, c'est le ministère de l'Intérieur qui est directement responsable des violences policières. - LVOG)

Patrice Ribeiro, le patron du syndicat Synergie a estimé au micro de France Inter que c'était "scandaleux" qu'un colonel de gendarmerie prononce une telle "sentence morale". "Nous n'avons pas de leçon à recevoir des gendarmes", a-t-il assuré.

Du côté de la Gendarmerie nationale, l'heure est à l'apaisement. "Face à toute plainte, seules les inspections enquêtrices et la justice saisies établiront les responsabilités. Rien ne saurait opposer nos deux forces", a assuré son directeur Richard Lizurey, dans un tweet posté par la porte-parole de la Gendarmerie nationale.

"La réponse des policiers et gendarmes est toujours proportionnée", a de son côté affirmé le secrétaire d'État à l'Intérieur

Laurent Nuñez, invité à débattre sur le plateau de BFMTV après la diffusion du documentaire. (Mais les travailleurs n'ont pas le droit de recourir à une réponse proportionnée aux violences qu'ils subissent quotidiennement de la part de l'Etat. Dès lors les travailleurs ont le choix entre aller se coucher ou opter pour une réponse au niveau supérieur qui peut aller jusqu'à appeler à l'insurrection, mais on n'en est pas là. - LVOG) AFP 08.06

Ils osent tout.

- L'Assemblée vote l'instauration de la taxe sur les géants du numérique - AFP 9 avril 2019

L'Assemblée nationale a voté (par 55 voix contre 4 et 5 abstentions - ndlr) lundi soir en première lecture l'instauration d'une taxe sur les géants mondiaux du numérique, qui doit faire de la France un des pays pionniers en la matière. AFP 9 avril 2019

LVOG - Plus de 500 députés ont estimé inutile de se déplacer pour entériner cette grotesque supercherie.

- Philippe: les 80 km/h décidés pour "sauver des vies" et non "remplir les caisses" - AFP 9 avril 2019

Le Premier ministre Édouard Philippe a regretté lundi la "défiance" manifestée au moment de l'instauration de la limitation de vitesse à 80 km/h, une mesure impopulaire décidée pour "sauver des vies" et non pour "remplir les caisses" de l'Etat. AFP 9 avril 2019

- "Parapluies" de Hong Kong: des figures de la démocratie reconnus coupables - AFP 9 avril 2019

Des figures du mouvement prodémocratie de Hong Kong risquent la prison après avoir été reconnues coupables mardi pour leur rôle dans des manifestations monstre, un procès qui sonne l'alarme pour les libertés de l'ex-colonie britannique confrontée à l'emprise de plus en plus affirmée de Pékin... AFP 9 avril 2019

LVOG - Ce mouvement est piloté par la NED/CIA. J'ai mis antérieurement en ligne des documents qui le prouvent...

- Trump accuse de "terrorisme" les Gardiens de la Révolution, l'Iran riposte - AFP 9 avril 2019

Les Etats-Unis ont placé lundi les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime iranien, sur leur liste noire des "organisations terroristes étrangères"... AFP 9 avril 2019

LVOG - L'article suivant éclaire cette décision.

- Londres a délibérément laissé un réseau criminel financer le jihad - Réseau Voltaire 8 avril 2019

Selon le Sunday Times [1], les administrations britanniques ont laissé un réseau criminel détourner 8 milliards de livres pour financer le jihad, sans intervenir.

Le journal assure que le MI5 n'a pas été informé de ces activités, mais ne dit pas qui a protégé les financiers du jihad.

Cette information confirme l'enquête de Thierry Meyssan sur le soutien apporté depuis un demi-siècle par la Couronne à la Confrérie des Frères musulmans et au terrorisme islamique [2].

L'hebdomadaire évoque des transferts de fonds observés par l'administration des douanes vers Al-Qaïda, ainsi que des liens avec les auteurs des attentats de Londres du 7 juillet 2005. Un fonctionnaire assure même avoir vu un des responsables du réseau en conversation avec le Premier ministre Tony Blair lors de la guerre contre l'Iraq. Réseau Voltaire 8 avril 2019

Notes.

[1] "Taxman kept quiet while £8bn fraud helped fund Osama bin Laden", Tom Harper, The Sunday Times, March 30, 2019.

[2] Sous nos yeux. Du 11-Septembre à Donald Trump, Thierry Meyssan, éditions Demi-Lune, 2017.

En complément. La France n'est pas en reste.

Sputnik - Dans une interview accordée le 6 avril à la chaîne italienne Sky TG24, le président du Parlement européen s'est prononcé sur l'aggravation de la situation en Libye. Il a notamment accusé l'ancien Président français, Nicolas Sarkozy, d'être derrière le meurtre de Mouammar Kadhafi.

En commentant la déclaration de Matteo Salvini sur les intérêts économiques et commerciaux qui pourraient pousser certains pays à promouvoir une intervention militaire en Libye, le président du Parlement européen, Antonio Tajani, s'en est pris à la France et, en particulier, à son ancien Président, Nicolas Sarkozy.

«Nous disons depuis toujours que la France avait des intérêts différents de ceux italiens en Libye si bien que [Nicolas] Sarkozy était l'un des protagonistes de la chasse à [Mouammar] Kadhafi et de son meurtre avec les Américains et les Britanniques», a-t-il déclaré dans une interview accordée le 6 avril à la chaîne Sky TG24. Sputnik 09.04

[Haut de page ↗](#)

Le 11 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

● [Au format pdf \(6 pages\)](#)

Nouvelles du bled (Inde)

Courriel reçu du consulat de France à Pondichéry.

Le calendrier des élections législatives nationales indiennes (pour élire au scrutin uninominal à un tour 543 des 545 députés nationaux (MPs) de la chambre basse du Parlement indien, la Lok Sabha – les 2 autres, représentant les « Anglo-Indians », étant nommés par le Président) prévoit sept phases (sept jours de scrutin) dans les 29 états indiens et les sept territoires de l'union, entre le 11 avril et le 19 mai.

La proclamation des résultats est attendue le 23 mai. Aucun décompte ni aucune annonce ne seront faits avant cette date.

LVOG - Où j'habite dans l'état du Tamil Nadu, à 7 kms du territoire de Pondichéry, 10 kms du centre ville, nous sommes à une semaine du scrutin et les affiches son rares, pratiquement aucune trace de campagne électorale, pour un peu on se demanderait s'il y a vraiment des élections, il faut dire que pour les travailleurs indiens elles ne présentent absolument aucun intérêt puisque depuis plus d'un demi-siècle les mêmes partis se relaient au pouvoir sans qu'il leur ait été concédé la moindre réforme sociale.

En dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises, les travailleurs ne disposent d'aucun droit. L'immense majorité de la classe ouvrière est très hétérogène ou atomisée. Aussi longtemps que l'économie demeurera sous-développée, on devrait peut-être plutôt dire éclatée ou anarchique, ce qui se traduit par une réglementation du commerce quasi inexistante, l'adoption d'une législation sociale demeurera hypothétique, inapplicable ou inutile. Par exemple, un gouvernement pourrait adopter la semaine de travail de 5 jours que cette mesure ne serait pas appliquée puisque l'immense majorité des travailleurs ont le statut de journalier, y compris quand ils sont mensualisés, c'est-à-dire que leur salaire mensuel dépend du nombre de jours travaillés et varie d'un mois sur l'autre, et dans bien des entreprises si leur présence quotidienne est exigé, chaque mois ils restent des jours sans travailler et ces jours ne sont pas payés, il arrive même très souvent que lorsque les patrons n'ont pas de travail à leur donner, ils les renvoient chez eux et ils les recontactent quand ils ont obtenu des commandes, en fait tous les cas de figure sont possibles, ils sont taillables et corvéables à merci. C'est l'économie ubérisée ou néolibérale avant l'heure à laquelle ils sont soumis.

Dans un secteur d'activité aussi important que le bâtiment, ce sont réellement des journaliers, et ils restent parfois des semaines sans travailler, il en va de même dans les transports. Ils partagent le lot des ouvriers agricoles dont la précarité est absolue et n'a pas changé depuis un siècle. Ici n'importe qui peut se livrer à une activité commerciale sans être soumis à la moindre réglementation. Il faut qu'un bail ait été signé ou avoir pignon sur rue pour y être soumis, et encore, à condition de commercialiser des marchandises provenant d'entreprises soumises à la TVA, ce qui n'est pas le cas de tous les marchandises produites dans le cadre de l'économie informelle où la comptabilité n'existe pas, la corruption généralisée se chargeant de faire disparaître toute trace de mesures coercitives, de telle sorte que c'est l'anarchie qui prédomine. Dans ces conditions les très petites entreprises et les commerces ou échoppent pullulent. Pour contrôler l'ensemble de l'économie il faudrait embaucher des centaines de milliers de fonctionnaires, or l'heure est plutôt à en supprimer comme partout dans le monde.

L'ensemble de l'économie indienne est à l'image de la fiscalité, où plus des trois quart des Indiens ne paient pas d'impôts sur le revenu, soit parce qu'ils ne sont pas déclarés ou ils sont trop faibles. On retrouve la même proportion chez ceux qui possèdent un deux-roues à moteurs, soit les huit ou neuf dixièmes des Indiens, qui roulent sans permis et environ la moitié sans assurance...

Une précision.

Il y a un truc très important que j'ai oublié de préciser aux lecteurs depuis peut-être le début des causeries.

Quand je m'exprime, c'est soit le simple travailleur en mettant de côté ma conscience politique, soit le militant conscient, si les deux discours se rejoignent, ils ne se déclament pas de la même manière, ils ne font pas appel à la même sensibilité, le simple travailleur peut s'épancher ou avoir des états d'âme comme chacun peut en avoir, par exemple Engels s'exclamant : A quoi bon ! Tandis que le militant fera preuve d'optimisme basé sur une lucidité rationnelle, au lieu d'une lucidité formelle que l'on retrouve à toutes les époques, qui conduit à s'adapter au capitalisme, puis à l'adopter, à l'opposé de la lucidité rationnelle qui conduit à rompre avec le capitalisme, à le rejeter. On le déclare hors la loi ou on le laisse faire sa loi.

Je ne veux être ni martyr, ni esclave : Je veux être libre. Un militant qui ne serait pas libre n'a rien à enseigner ou à dire aux travailleurs. Mais être libre, si c'est être conscient, cela ne se décrète pas, cela se mérite, cela s'acquiert à force d'études et de recherches, de persévérance et de détermination, de pratique. Ce n'est pas un idéal qu'on pourrait atteindre du jour au lendemain ou qui tomberait du ciel, et cela n'a rien à voir non plus avec un quelconque niveau intellectuel ou statut social comme chacun a eu l'occasion de le constater au cours de son existence. Etre conscient, c'est avoir adopté un mode de penser conforme à la dialectique ou aux lois générales du mouvement qui régissent la pensée des hommes et la société, et dont les faits et leur enchaînement constituent la matière première...

D'où l'importance déterminante d'avoir accès aux faits ou à l'information, qu'ils ne soient pas censurés. Je viens de brocarder un blog qui a décidé de rendre payant l'accès à certains articles. Ceux qui font aujourd'hui le commerce de l'information ne peuvent pas se réclamer de la vérité, puisqu'elle est incompatible avec toutes formes de marchandisation, je dirais même qu'elle en est la négation. Les données ou les idées dont on dispose ne nous appartiennent pas, dès lors de quel droit devrait-on nous les approprier pour en faire du commerce ? J'entends dans le domaine politique et de nos jours avec l'existence d'Internet.

Quand à notre époque des données ou des analyses sont destinées à un club restreint d'abonnés, c'est qu'on ne tient pas à ce qu'elles soient partagées par le plus grand nombre, partant de là on ne peut pas prétendre oeuvrer à leur bien-être ou à je ne sais quelle cause supérieure qui manifestement ne correspond pas avec nos réelles intentions, on est quelque part en présence d'une entreprise malhonnête ou aux objectifs invouables.

On ne devrait pas payer pour accéder à des données ou des analyses, on devrait payer pour les partager avec le plus grand nombre, la démarche ou l'engagement politique ne sont pas du tout les mêmes ou ne correspondent pas au même niveau de conscience. Dit autrement, on ne devrait pas payer pour pouvoir lire un journal ou un article, on devrait payer pour qu'ils soient accessibles à tous ou que chacun puisse les lire, l'idéal étant qu'ils soient en accès libre, gratuit ou payant selon le support où ils se présentent, laissant à chacun en fonction de ses moyens ou de son niveau de conscience politique le choix d'y participer ou non financièrement.

En famille avec Macron et LREM. La déclaration infâme à côté de laquelle nous étions passés qui cautionne Macron et le régime.

LVOG - Alors que Macron, son gouvernement et LREM sont ultra minoritaires et illégitimes, rejetés par l'immense majorité des travailleurs, nulle part cette caractérisation n'apparaîtra dans la déclaration suivante.

- Déclaration unitaire contre les mesures autoritaires du gouvernement Macron-Philippe - par Collectif vendredi 22 mars 2019

Un nouveau seuil a été franchi dans la dérive autoritaire du gouvernement. Après l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, l'adoption du projet de loi « anti-manifestant-e-s » qui accroît les mesures liberticides vis-à-vis des manifestant-e-s et des Gilets Jaunes, nous apprenons que l'exécutif souhaite mobiliser les militaires de l'opération Sentinelle pour intervenir face aux mobilisations sociales.

Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée.

L'ONU a déjà mis en garde la France, pays de la déclaration des Droits de l'Homme, pour ses manquements à ses engagements pour les libertés fondamentales. Beaucoup connaissent l'aggravation de cette situation depuis longtemps, que ce soient les migrant-e-s, les quartiers populaires, qui ont été le champ d'expérimentation d'un maintien de l'ordre souvent en dehors des principes de l'État de droit. La situation prend cependant une gravité inédite. La pénalisation du mouvement social, écologiste et syndical, le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque.

Face aux destructions de bâtiments ou autres actes de violence, le gouvernement ne doit pas jouer aux pompiers pyromanes mais faire preuve de responsabilité. Il est temps de penser les conditions de la désescalade. Pour cesser de nourrir la tension, l'État

a le devoir d'en finir avec les provocations et le recours à un arsenal sécuritaire aussi exponentiel qu'inefficace, comme il le fait depuis des semaines vis-à-vis des gilets jaunes. Il est intolérable que des armes dangereuses, dont nous réclamons l'interdiction, aient tant blessé, estropié de manifestant-e-s. Le bilan est déjà tragique et historique. Le droit fondamental de manifester se trouve maintenant clairement menacé. Nous refusons cette menace, y compris dès le samedi 23 mars.

La baisse des tensions que nous souhaitons suppose également que les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun, pour la lutte contre le mortifère réchauffement climatique.

Nous appelons toutes les forces vives progressistes du pays, attachées aux libertés publiques, à faire cause commune pour que le gouvernement change de ton et de réponse, pour que la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée, pour le retrait de la loi anti manifestants, et l'annulation des mesures liberticides annoncées ce lundi 18 mars par le Premier ministre.

Nous prenons date en ce jour pour une nouvelle réunion plus large encore jeudi 28 mars afin d'y prendre ensemble des initiatives.

ANV-COP 21 ;
ATTAC ;
Comité Justice pour Adama ;
Coopérative Ecologie Sociale ;
Le DAL ;
EELV ;
Ensemble ;
Génération.s ;
L'Humanité ;
L'UNEF ;
L'Union Nationale Lycéenne ;
La Chapelle Debout ;
La France insoumise ;
La FSU ;
Le groupe parlementaire de la Gauche démocrate et Républicaine ; Le groupe parlementaire de la France Insoumise ;
Le Mouvement National Lycéen ;
Le Parti Communiste Français ;
Le Nouveau Parti Anticapitaliste ;
Le Parti communiste des ouvriers de France ;
Le Parti de Gauche ;
Le Parti Ouvrier indépendant ;
Le Parti Ouvrier indépendant démocratique ;
Le SNES ;
Le Syndicat de la Magistrature ;
Le Syndicat des avocats de France ;
Regards ;
Solidaires ;
Sud Postes 92 ;
Union Syndicale Solidaires ;

GMI - Ces pitoyables pacifistes se gardent bien de réclamer la fin de la répression policière et judiciaire, de revendiquer la dissolution des corps de répression et encore moins d'organiser l'autodéfense. Avec une telle opposition, le gouvernement, quoiqu'affaibli, peut matraquer et reprendre son offensive contre la classe ouvrière.

LVOG - "Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée", mais elle l'est, c'est l'Etat, le régime antidémocratique, les institutions de la Ve République qui ont déclaré la guerre au peuple exploité et opprimé, et voilà qu'ils s'en portent garants en voulant faire croire le contraire. Pourquoi ? Mais parce que les signataires de cet appel n'ont jamais eu l'intention de les affronter.

Et d'appeler l'ONU à la rescousse, quelle ignominie, autant en appeler à Trump !

Et de dénoncer "le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque", quelle malheur ! La collaboration de classes bien huilée à laquelle participent tous les signataires est mise à mal par la crise du capitalisme et du régime en place, quel aveu ! Au passage ou l'air de rien, il existerait une "issue positive aux crises de notre époque", donc conforme aux besoins des travailleurs qui serait compatible avec l'existence du régime, mieux, et il reviendrait à l'oligarchie au pouvoir de la mettre en oeuvre, incroyable !

Et d'appeler le gouvernement à "faire preuve de responsabilité", mais il ne fait que cela ! Ils le légitiment une fois de plus, bravo ! Et de rappeler l'Etat à son "devoir", comme quoi ils le partagent ou ils en sont bien complices ! Extraordinaire !

Pire encore, il faudrait voyez-vous que "les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun", autrement dit, ils s'en remettent à Macron et son gouvernement, à son à Parlement fantoche qui pourraient exprimer les "aspirations" des travailleurs, se portant garant de la volonté de ce régime antidémocratique de procurer "une vie digne" à chaque travailleur, pour les désarmer et les trahir on ne pouvait imaginer une meilleure formule, autant dire qu'ils s'en foutent totalement de leur sort ou ils combattent pour une autre cause que la leurs.

Le point de chute ne pouvait être partant de là qu'un hymne en l'honneur du régime affaibli qu'ils appellent à renforcer quand ils appellent à ce que : "la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée", avec de tels opposant, Macron et les oligarques peuvent dormir tranquilles.

Voilà où en sont rendus le mouvement ouvrier et sa soi-disant avant-garde, l'arrière garde du régime en place. Nous n'avons cessé d'affirmer et de démontrer qu'ils avaient lié leur sort à celui du régime, en voici une parfaite illustration. Qu'en pensez-vous ?

Qui a dit ?

- "Heureusement qu'on a le Sénat pour sortir toutes les affaires".

Réponse : Alors que la suppression du Sénat était l'une des revendications sur les ronds-points, Éric Drouet a affirmé mardi son soutien pour la chambre haute. Le HuffPost 9 avril 2019

LVOG - La nouvelle égérie de Mélenchon ! Vive le Sénat et la Ve République ! Et l'UE !

Les avocats du diable ou du capitalisme, des institutions de la Ve République !

Marion Mazauric (Au Diable Vauvert, éditeur de Juan Branco) : "Ce livre n'est pas anticapitaliste (...) Il est républicain". Ouf, encore un procapitaliste présenté comme un opposant de gauche radical, supercherie !

Le Figaro - ...la révolution qu'il appelle de ses vœux "ne passera pas par un coup d'État", ni par "une forme autoritaire", parce qu'ils doivent être réservés à la classe des capitalistes et interdits à la classe ouvrière, au moins on sait dans quel camp se situe cet aventurier, un de plus !

(Source : Crépuscule: succès fulgurant pour le livre de l'avocat Juan Branco - Le Figaro 09.04)

Les impostures font long feu.

LVOG - Leurs contradictions les minent ou les rongent, et le développement de la situation contribue à les rendre explosives...

- La présidente du Média, Aude Lancelin, dénonce un "putsch" et démissionne - Franceinfo 9 avril 2019

La journaliste, qui avait pris la direction du Média en juillet 2018, annonce son départ, mardi 9 avril, dans un communiqué publié sur Twitter. Alors qu'une assemblée générale doit élire, mardi soir, un nouveau bureau, Aude Lancelin accuse une "coalition" d'avoir préparé une "prise de contrôle extérieure" et préfère donc se retirer. "Cette coalition a pour but avoué, exposé devant témoins, de renverser l'actuelle direction", poursuit-elle.

"Le résultat est connu d'avance. Celui-ci a été imposé par une écrasante majorité de personnages n'appartenant pas à notre équipe et dont, à une exception près, aucun n'est journaliste", écrit-elle.

Sans citer aucun nom, elle évoque "un ou deux collaborateurs partis en mauvais terme, des militants politiques et des anciens associés de Sophia Chikirou (prédécesseure de Aude Lancelin, ndlr) qui avaient déjà conspiré au départ de cette dernière" ainsi qu'un journaliste qui "contestait (...) l'orientation à ses yeux 'pro-gilets jaunes'" du site d'informations.

Tout en se félicitant du "succès" de la saison 2 et des audiences "multipliées par dix pour certains programmes", Aude Lancelin affirme ne pas pouvoir travailler "sous la tutelle d'une coalition illégitime" et qui a agi "sans avoir consulté notre équipe." Franceinfo et Le HuffPost 9 avril 2019

Un aveu

- Les Français s'intéressent peu à l'Europe, et quand ils s'y intéressent, c'est bien souvent pour jeter sur l'Union Européenne... -

Le HuffPost 10.04

LVOG - Vous aurez deviné la suite...

[Ils osent tout.](#)

- Nathalie Loiseau : «Je veux que l'Europe rime avec le mot social !» - Le Parisien 10.04

Vive la guerre !

- Très forte baisse des exécutions dans le monde en 2018 - LeFigaro.fr 9 avril 2019

Dans son rapport annuel publié ce mercredi, Amnesty International relève une diminution de 31% des exécutions à travers le monde. Il s'agit du chiffre le plus faible enregistré au cours des dix dernières années. LeFigaro.fr 9 avril 2019

LVOG - Alors, il n'est pas beau le monde que vous a réservé le capitalisme et l'oligarchie, hein, souriez !

- Entretien Trump-Mohammed ben Salman sur l'Iran, les droits de l'homme - Reuters 10 avril 2019

Le président américain Donald Trump s'est entretenu mardi par téléphone avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman, pour évoquer l'Iran et "l'importance de la question des droits de l'homme", a déclaré la Maison blanche. Reuters 10 avril 2019

- Cisjordanie: Pompeo refuse de s'opposer à une éventuelle annexion israélienne des colonies - AFP 10 avril 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a refusé mardi de dire si les Etats-Unis s'opposeraient à une éventuelle annexion des colonies de Cisjordanie par Israël, promise par le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

- Israël: Netanyahu en route vers un cinquième mandat - AFP 10 avril 2019

Benjamin Netanyahu est sur la voie d'un cinquième mandat de Premier ministre israélien après le dépouillement de la presque totalité des votes aux législatives de mardi qui le montre nettement mieux placé pour former le prochain gouvernement.

Les projections établies par les médias à partir du comptage de 97% des bulletins créditent le parti de M. Netanyahu d'autant de sièges (35) que la liste Bleu-blanc (centre droit) de Benny Gantz. Mais elles anticipent autour de M. Netanyahu une majorité potentielle de droite de 65 mandats sur les 120 de la prochaine Knesset.

Dans une telle configuration, il semble hautement improbable que le président Reuven Rivlin confie dans les prochains jours à un autre que M. Netanyahu la tâche de former une coalition de gouvernement.

Quelque 6,3 millions d'électeurs étaient appelés à élire leurs 120 députés...

Au total, 67,9% des électeurs ont pris part au vote, contre 71,8% lors des précédentes élections législatives en 2015.

La gauche sort laminée. L'historique Parti travailliste est crédité de 6 sièges et l'une de ses dirigeantes, Shelly Yachimovich, s'est dite "sous le choc". AFP 10 avril 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 16 avril 2019

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Avant-hier c'était le Nouvel An tamoul tombé en désuétude. Après-demain ce sera férié pour cause d'élections à Pondichéry et au Tamil Nadu, sans intérêt.

Rien à ajouter.

● Au format pdf (pages)

Défense du marxisme.

LVOG - A l'heure où la question politique de l'Etat est posée, une mise au point s'impose pour éviter toute aventurisme.

Lenine - L'Etat et la révolution, 1917

- La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'"Etat". (...)

L'Etat est l'organisation spéciale d'un pouvoir; c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe. Quelle est donc la classe que le prolétariat doit mater ? Evidemment la seule classe des exploités, c'est-à-dire la bourgeoisie. Les travailleurs n'ont besoin de l'Etat que pour réprimer la résistance des exploités : or, diriger cette répression, la réaliser pratiquement, il n'y a que le prolétariat qui puisse le faire, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, seule classe capable d'unir tous les travailleurs et tous les exploités dans la lutte contre la bourgeoisie, en vue de la chasser totalement du pouvoir.

Les classes exploiteuses ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts égoïstes d'une infime minorité, contre l'immense majorité du peuple. Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme, non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation "socialiste" aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIXe siècle et au début du XXe.

Toute sa vie, Marx a lutté contre ce socialisme petit-bourgeois, ressuscité de nos jours en Russie par les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Marx a développé d'une façon conséquente la doctrine de la lutte des classes pour aboutir à la doctrine du pouvoir politique, à la doctrine de l'Etat.

La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte indépendante pour leur affranchissement.

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées. Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour diriger la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la "mise en place" de l'économie socialiste.

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse : ils "s'accommodent" assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aïnesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie.

"L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante", — cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat.

Second extrait.

- On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce dernier exactement, dans le sens de la suppression des classes. Mais démocratie signifie seulement égalité formelle. Et, dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société par rapport à la possession des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail, l'égalité du salaire, on verra se dresser inévitablement devant l'humanité la question d'un nouveau progrès à accomplir pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle, c'est-à-dire à la réalisation du principe : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins."

Par quelles étapes, par quelles mesures pratiques l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, nous ne le savons ni ne pouvons le savoir. Mais ce qui importe, c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité c'est seulement avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse et auquel participera d'abord la majorité, puis la totalité de la population.

La démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout Etat, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci, d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer. Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'Etat bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'Etat plus démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'Etat, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, "la quantité se change en qualité" : parvenu à ce degré, le démocratisme sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si tous participent réellement à la gestion de l'Etat, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les prémisses nécessaires pour que "tous" puissent réellement participer à la gestion de l'Etat.

LVOG - Quelle leçon de dialectique appliquée à la lutte des classes !

En complément. Il faut dissoudre les peuples par la force !

- Les manifestants soudanais ne veulent pas du conseil militaire - Reuters

- Face aux militaires, les Algériens refusent de rendre les armes - LeFigaro.fr

[Faites tomber les masques. Négationnisme ou le naufrage de l'extrême gauche.](#)

Cet article a été publié dans le blog de la tendance Claire du NP le 14 avril 2019

- Comment les intox sur Rothschild alimentent l'antisémitisme - Agitations le 10 avril 2019

<https://agitationautonome.com/2019/04/10/comment-les-intox-sur-rothschild-alimentent-lantisemitisme>

LVOG - En consultant ce blog, je me suis aperçu qu'on était encore en présence d'une officine anonyme, et aucun des trois articles que j'ai téléchargés n'est signé.

Dans l'article consacré aux Rothschild, ils vont s'employer à réécrire les passages les plus déterminants et les moins flatteurs de leur biographie qui sont de notoriété publique. Gageons que la famille Rothschild leur témoignera sa gratitude empressée.

Que les banquiers fassent l'objet de fantasmes de la part d'illuminés, c'est un fait, et non seulement nous n'y accordons aucun intérêt, nous ne nous livrons à aucune manipulation pour occulter les aspects criminels ou monstrueux de leurs activités, car si nous procédions autrement nous nous décrédibiliserions auprès de nos lecteurs qui peuvent librement accéder à ces données sur le Net ou ailleurs.

On est en présence d'idiots utiles. Utile à qui ? A Macron, au Crif, au sionisme, à l'impérialisme américain.

En réalité, l'extrême droite est davantage colonialiste que raciste, comme le sont le Crif, le sionisme, Israël et les Etats-Unis. Et comme chacun a pu le constater, l'antisémitisme et le traitement hystérique dont il fait l'objet de la part des médias-oligarques, leur focalisation sur un phénomène somme toute marginal sert de prétexte à leur discours anti-Arabe qui coïncide avec celui

de Washington et sa politique. Ceux qui s'en saisissent sans en montrer la signification politique sont finalement leurs meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier.

Les plus puissants banquiers occidentaux y compris juifs auraient financé le régime nazi, ce qui est exact... sauf les Rothschild !

Fake news n°1 : « Rothschild a financé Hitler »

Fake news n°2 : « Les Rothschild possèdent des banques centrales » :

Fake news n°3 : La « loi Pompidou-Rothschild » ?

LVOG - Et quelques perles ou fausses informations :

- *"L'antisémitisme a en effet joué un rôle prépondérant dans la concentration d'une partie du capital financier et industriel occidental."*

LVOG - En réalité, il se trouve qu'au sommet du capital financier se tenaient de puissants banquiers juifs qui participèrent logiquement au développement "*industriel occidental*", voilà tout.

La formulation employée ici est d'autant plus grotesque qu'elle relève de la théorie du complot qu'elle est censée dénoncer, car elle tend à accorder à l'antisémisme une importance démesurée ou supérieure aux lois de fonctionnement du capitalisme, rien que cela.

- *"Si, depuis les années 1960, le racisme dans les institutions financières semble se résorber"*

LVOG - Ce qui signifie que l'oligarchie financière qui contrôle le pouvoir économique et politique n'aurait rien à voir avec la propagande raciste ou communautariste déguisée orchestrée par les puissances occidentales et relayée par leurs médias ou réseaux sociaux, vous y croyez vous ? Le dogmatisme et la crédulité, l'ignorance du gauchiste rend aveugle et idiot.

- *"Les banques centrales sont des institutions publiques".*

LVOG - Il est bien connu que la Fed et la BCE notamment sont des "institutions publiques", donc indépendantes des banquiers ou de l'oligarchie financière auxquels elles dicteraient leur politique, voilà à quoi en arrivent nos faussaires. Dans la rubrique économie du portail figurent des documents relatifs à la création des banques centrales depuis le début du XVIIe siècle.

Vous pouvez aussi consulter ou télécharger le document suivant :

Le cartel de la réserve fédérale: les huit familles - Mondialisation.ca, 03 juin 2011

<https://www.mondialisation.ca/le-cartel-de-la-r-serve-f-d-rale-les-huit-familles/25107>

- Le *"traité de Maastricht (...) abroge cette fameuse loi de 1973"*.

LVOG - En réalité, le traité de Maastricht l'a étendue ou généralisée à tous les pays de la zone euro par l'intermédiaire de la BCE dépouillant tous les Etats de leur pouvoir monétaire, et donc budgétaire...

- *"Il ne s'agit pas de défendre la place d'une famille bourgeoise qui a longtemps tenu des positions réactionnaires"*.

LVOG - Mais c'est tout à fait à votre honneur, ne vous reniez pas puisqu'elle aurait donc cessé d'être réactionnaire, ouf, la voici réhabilitée, bravo ! Depuis elle doit oeuvrer au bien-être des travailleurs, et nous idiots que nous sommes nous l'ignorons. C'est beau la famille, n'est-ce pas ?

Les Rothschild font de la politique dans tous les pays où ils sont présents... sauf en France !

- *"La famille française ne s'implique que peu dans les affaires politiques, elle est très rapidement remarquée du fait de son ascension sociale fulgurante et d'une politique paternaliste qui l'amène à faire du mécénat et à investir dans des œuvres caritatives."*

LVOG - Il fallait oser l'écrire après avoir propulsé Macron chef de l'Etat, encore un philanthrope !

Extrait d'un autre texte.

- Marx et la critique de l'économie politique (épisode 1) - Agitations 15 janvier 2019

- "Que la monnaie soit une marchandise ou non, elle opère toujours de la même manière."

LVOG - Argument à l'emporte-pièce d'autant plus ridicule qu'une monnaie est forcément une marchandise, qui plus est parce qu'elle permet d'en acquérir. C'est comme si on disait qu'il existerait des marchandises qui renfermeraient de la plus-value et d'autres qui n'en renfermeraient pas. De deux choses l'une, soit elles en contiennent et ce sont des marchandises, soit elles n'en contiennent pas et ce ne sont pas des marchandises, quel sophisme ! Pour qu'une monnaie ne soit pas une marchandise, il faudrait qu'elle n'ait aucune valeur d'échange. Qu'est-ce qui n'aurait pas de valeur d'échange? Quelque chose qui n'aurait pas de valeur d'usage. Est-ce que cela existe sous le régime capitaliste mondialisé ? Vous connaissez la réponse, hormis l'air que nous respirons qu'ils ne sont pas encore parvenus à marchandiser.

Chassons les casseurs du pouvoir !

- Loi anticasseurs : 51 associations demandent l'abrogation d'un texte "dangereux" - Lexpress.fr 11.04

- Droit de manifester et loi anti-casseur : la carte des mobilisations du 13 avril par Collectif 11 avril 2019

Si la loi est votée par le Parlement au nom du peuple français, elle ne peut et elle ne doit pas porter atteinte à la libre expression du peuple. La loi adoptée par l'Assemblée nationale qui prétend encadrer le droit de manifester reste, malgré la censure partielle du Conseil constitutionnel, une atteinte grave aux libertés publiques et à l'équilibre des pouvoirs.

Les violences contre les personnes, les biens, les institutions qui ont eu lieu ne peuvent justifier qu'un exécutif s'arroge des pouvoirs exorbitants. Participer à une manifestation ne saurait signifier le risque pour chacun et chacune d'entre nous d'être poursuivi, fiché et condamné pénalement comme financièrement.

Soumettre les participants et les participantes à une manifestation à une fouille systématique, faire d'un visage en partie couvert un délit, persister dans l'usage d'armes qui mutilent, voici l'esprit et la lettre de mesures qui sont autant d'empêchements à l'exercice d'un droit essentiel en démocratie : celui de manifester publiquement, collectivement et pacifiquement son opinion.

Cette loi de circonstance porte un lourd risque d'arbitraire des gouvernements d'aujourd'hui comme de demain, nous en demandons l'abrogation. C'est pourquoi nous appelons à manifester partout en France le samedi 13 avril 2019.

Paris, le 8 avril 2019

Signataires : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat) ; Amnesty international France ; Association des Tunisiens en France (ATF) ; Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) ; Agir ensemble pour les droits de l'Homme ; Association France Palestine solidarité (AFPS) ; Attac ; Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid) ; Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) ; Confédération générale du travail (CGT) ; Confédération paysanne ; Confédération nationale du logement (CNL) ; Droit solidarité ; Emmaüs France ; EuroMed Droits ; Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) ; Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR) ; Fédération française des motards en colère (FFMC) ; Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) ; Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ; Fédération nationale de la Libre pensée ; Fédération nationale des Francas ; Fédération syndicale unitaire (FSU) ; Femmes Egalité ; France Nature Environnement (FNE) ; Gilets jaunes de Commercy ; Gilets jaunes signataires ; Greenpeace ; La Cimade ; La Quadrature du Net (LQDN) ; Le Planning familial ; Les Amis de la Terre France ; Les Effronté-e-s ; Ligue de l'enseignement ; Ligue des droits de l'Homme (LDH) ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) ; Mouvement national lycéen (MNL) ; Mouvement pour une alternative non-violente Ile-de-France (MAN) ; Oxfam France ; Pas sans nous ! ; Réseau Euro-Maghrébin citoyenneté et culture (REMCC) ; SOS Racisme ; Syndicat de la magistrature (SM) ; Syndicat des avocats de France (SAF) ; Syndicat national des journalistes (SNJ) ; Syndicat national des personnels de l'éducation et du social (SNPES PJJ/FSU) ; Union juive française pour la paix (UJFP) ; Union nationale des étudiants de France (Unef) ; Union nationale lycéenne (UNL) ; Union des Tunisiens pour l'action citoyenne (UTAC).

LVOG - Ce texte ne nous pose aucun problème, contrairement à la "*déclaration unitaire contre les mesures autoritaires du gouvernement Macron-Philippe*" signée par une trentaine de partis et organisations le 18 mars (?) (causerie du 11 avril 2019) qui légitimait Macron ou n'était qu'un hymne en l'honneur du régime.

Question : Pourquoi les signataires de la déclaration précédente ne s'y sont-ils pas associés, alors que les revendications étaient identiques ? Je suis sûr que les chantres de l'unité ont une explication à nous fournir.

Totalitarisme. La fabrique du consentement

LVOG - Comment associer encore plus étroitement les travailleurs à la politique antisociale de Macron, à l'Etat, aux

institutions antidémocratiques de la Ve République. Mode d'emploi.

- Patrick Bernasconi : «Créons une Chambre de la société civile» - Le Parisien 14.04

Dans une tribune au Parisien – Aujourd'hui en France, Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) appelle à la création d'une nouvelle organisation, afin que l'avis des Français soit pris en compte avant de présenter une loi.

LVOG - Voici en quoi doit constituer cette association capital-travail.

- Rassembler en un même lieu les représentants de la société civile afin qu'ils se parlent, arrivent à des propositions communes

- Le projet de réforme constitutionnelle donne la possibilité à la société civile organisée, donc aux associations, ONG, syndicats, chefs d'entreprise, agriculteurs et artisans, défenseurs de l'environnement et aux jeunes, c'est-à-dire aux représentants de ces milliers de structures qui sont le quotidien de l'engagement des Françaises et des Français, de donner leur avis préalablement à la présentation de la loi.

- ...cela permettrait au pouvoir législatif de jouer encore plus et mieux son rôle

- ...tirons au sort des citoyens qui, participant à ce travail, confronteront leur vécu, leur avis de terrain à celui des représentants des organisations : créons une assemblée qui associe les citoyens en permanence, permettant ainsi à la société civile dans son ensemble de donner son avis et aux pouvoirs exécutif et législatif de disposer d'une photographie afin de mieux cibler leur action.

- Bref, créons ensemble cette Chambre de la société civile efficace qui associe les citoyens au service d'une démocratie représentative à la confiance retrouvée. » Le Parisien 14.04

LVOG - La "société civile", c'est le corporatisme.

[Acte XXII et Gilets Jaunes.](#)

"Gilets jaunes" : le point sur la mobilisation à Paris et en région - franceinfo 13.04

Les gilets jaunes étaient une nouvelle fois dans la rue partout en France pour manifester, et également pour dénoncer la loi anti-casseurs entrée en vigueur jeudi. Au total, 31 000 personnes rassemblées dans le pays en fin de journée, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Globalement la situation était plutôt calme avec quelques tensions dans plusieurs villes de France.

Auvergne-Rhône-Alpes

À Lyon, un arrêté préfectoral avait interdit les manifestations dans une partie de l'hyper-centre de la ville. Quelques échauffourées ont éclaté. Sur place, les forces de l'ordre ont eu recours à l'utilisation de gaz lacrymogènes.

À Roanne (Loire), selon France Bleu Saint-Etienne Loire, c'était agité : au moins 650 personnes ont manifesté avec des tensions notamment au niveau de Palais de Justice. Là, les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogène. Plus tôt dans l'après-midi, un adolescent de 15 ans a été blessé. Le jeune homme a été touché au visage par des débris de verre après le jet d'une pierre qui a fait exploser un abribus. À noter qu'un hélicoptère a survolé la zone de rassemblement des manifestants.

Bourgogne-Franche-Comté

Environ 600 personnes ont manifesté à Besançon (Doubs) au rythme des "Révolution", "Anticapitalisme" et autre "Arrêtez de regarder, rejoignez-nous", scandés par les manifestants, selon France Bleu Besançon.

Centre-Val de Loire

À Châteauroux, une centaine de personnes ont manifesté ce samedi matin devant la préfecture de l'Indre pour marquer leur opposition à la loi anti-casseurs.

À Tours, 400 "gilets jaunes" et syndicats ont défilé "main dans la main" notamment contre la loi anticasseurs. Des associations étaient également présentes et quelques partis politiques, selon France Bleu Touraine.

Grand-Est

À Nancy (Meurthe-et-Moselle), quatre personnes ont été interpellées pour avoir été en possession d'une arme (une fronde), les autres pour "outrages, rébellion et menaces de morts sur personne dépositaire de l'autorité publique". Par ailleurs, 42 autres personnes ont été verbalisées pour avoir participé à un rassemblement interdit, rapporte France Bleu Sud Lorraine. Environ 300 personnes étaient présentes autour puis dans le centre-ville de Nancy. Aucun blessé, ni dégradations ne sont à déplorer. C'est également à Nancy que des "gilets jaunes" ont dû être repoussés deux fois du centre-ville par les forces de l'ordre, où ils n'avaient pas le droit de se rassembler.

À Reims, environ 100 "gilets jaunes" se sont mobilisés pour cette nouvelle journée de manifestation.

A Besançon, les manifestants se sont élancés vers 15 heures. Certains scandaient "une seule solution : la révolution."

Hauts-de-France

Dans le Nord-Pas-de-Calais, on a fait cause et route commune pour cette 22e journée de mobilisation. Une marche s'est élancée à 5 heures du matin, depuis le cinéma Pathé de Liévin, à côté de Lens. Les manifestants se sont rendus à pied à Lille, pour rejoindre le cortège qui partira de la Place de la République à 14 heures. Les gilets jaunes se dirigeront directement vers la rue Nationale, les boulevards Montebello et Victor Hugo avant de revenir par la rue Solférino. La préfecture a interdit les manifestations dans l'hyper-centre, vers le quartier des gares et de la Grand place. C'est une première à Lille.

Île-de-France

À Paris, aucun problème n'est à signaler. 5 000 personnes ont manifesté selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Les rassemblements étaient interdits sur les Champs-Élysées et les rues perpendiculaires. Des cortèges ont défilé pour "la défense du droit de manifester" et l'abrogation de la loi anticasseurs. En tout, 27 interpellations ont eu lieu dans la capitale et 9 473 contrôles préventifs, d'après la préfecture de police contactée par franceinfo.

Normandie

À Rouen, peu avant midi, ils étaient environ 70 "à manifester dans les rues, dans une ambiance calme et détendue." Une autre manifestation était prévue à Rouen aux environs de 14h dans les jardins de l'Hôtel de Ville.

Au Havre (Seine-Maritime), plus de 300 personnes ont manifesté dans la matinée. "Des 'gilets jaunes' pour la plupart mais aussi quelques 'gilets rouges' de la CGT", précise France Bleu Normandie. Toujours selon France Bleu, le parcours qui a duré "deux heures" a été "effectué dans une ambiance festive et sans accrochage avec les forces de l'ordre."

À Caen (Calvados), d'après France Bleu Normandie, la nouvelle journée de mobilisation s'est déroulée dans le calme. La préfecture du Calvados avait de nouveau pris un arrêté pour interdire les manifestations dans l'hyper-centre-ville. Environ 500 "gilets jaunes" ont défilé le long du périmètre, sans accrochage avec les forces de l'ordre.

Nouvelle-Aquitaine

À Bordeaux, ils étaient environ 2 000 dans les rues, une "faible" mobilisation selon France Bleu Gironde. Aucune dégradation matérielle ce samedi mais six personnes ont été interpellées. Une autre mobilisation avait lieu pour manifester contre la loi anticasseurs, promulguée ce jeudi. Entre 200 et 300 y ont participé.

À Pau, France Bleu Béarn indiquait quelque 150 "gilets jaunes" à 10h45.

À Limoges, une centaine de "gilets jaunes" - 60 selon la police - se sont rassemblés sur le rond-point de la Valoine pour une opération escargot sans heurts.

Occitanie

À Montauban dans le Tarn-et-Garonne, le préfet du département avait interdit le centre-ville aux "gilets jaunes" dimanche 14 avril.

À Dions dans le Gard, les gilets jaunes étaient de retour sur la nationale 106 depuis le début de la matinée. Environ 80 manifestants ont mis en place un barrage filtrant pour les voitures et bloquant pour les camions, selon la préfecture du Gard. Une déviation avait été mise en place par les services de l'état pour permettre le passage des camions et des transports en commun.

À Toulouse, où plusieurs milliers de personnes ont défilé, la situation était plus tendue. La ville avait été désignée "capitale" de la mobilisation. Alors que la manifestation avait débuté dans le calme, en début d'après-midi la tension est montée entre "gilets jaunes" et forces de l'ordre, qui se sont affrontés tout l'après-midi, selon les informations de France Bleu Occitanie. D'après la préfecture de la Haute-Garonne, 14 blessés sont en urgence relative ce samedi soir : un blessé parmi les forces de l'ordre, 12 parmi les manifestants et deux "personnes tierces" (passants). La préfecture ajoute que 37 personnes ont été interpellées en centre-ville notamment pour "jets de projectiles", "dégradation" ou "port d'armes". A noter également, entre autres, qu'un engin de chantier a été incendié et qu'une agence d'intérim a été saccagée par des manifestants cagoulés. Le maire de la ville a par ailleurs confirmé sur franceinfo la présence de blacks blocs dans le cortège.

À Montpellier, près de 2 000 personnes ont manifesté dans le calme. Une vingtaine d'organisations, associations, syndicats, partis politiques faisaient partie du cortège, pour protester notamment contre la loi anticasseurs. France Bleu Hérault précise qu'aucun gaz lacrymogène n'a été utilisé par les forces de l'ordre.

Pays de la Loire

À Laval (Mayenne), ils étaient plus de 250 à défilé, d'après les estimations de France Bleu Mayenne. Le cortège s'est divisé devant la gare où certains manifestants sont descendus sur les voies. Finalement, tout le monde a rejoint le point de départ de la manifestation sans accroc.

Au Mans, plus de 250 personnes étaient rassemblées pour dire "stop aux atteintes au droit de manifester", après les nombreux arrêtés pris dans plusieurs villes de France par les préfetures.

À Nantes, A Nantes aussi, une personne a été blessée : bousculé par un policier, le manifestant est tombé et s'est violemment cogné la tête. Inconscient un temps, il a finalement repris connaissance avant d'être pris en charge par les pompiers. Il est finalement reparti tout seul, précise France Bleu Loire Océan. franceinfo 13.04

Précisions.

- Comparativement à l'acte précédent, le ministère de l'Intérieur a annoncé une mobilisation en hausse lors de l'acte 22 des Gilets jaunes avec 31.000 participants à travers le pays, dont 5.000 à Paris. Les chiffres officiels sont nettement surpassés par ceux du syndicat Policiers en colère (lequel comptabilise 90.000 Gilets jaunes) et par Le nombre Jaune qui a recensé 80.504 manifestants dans toute la France. sputniknews.com 14.04

- Acte 22 à Toulouse: la BAC a chargé et frappé des journalistes étrangers présumés sputniknews.com 14.04

Des agents de la BAC ont mis à terre, puis frappé avec des matraques et donné des coups de pied à deux journalistes présumés d'un média étranger portant des casques de presse alors qu'ils couvraient l'acte 22 des Gilets jaunes à Toulouse, samedi 13 avril. Un manifestant a filmé la scène et l'a partagée sur les réseaux sociaux.

La scène a eu lieu samedi 13 avril au cours de l'acte 22 des Gilets jaunes à Toulouse. Une vidéo filmée par l'utilisateur de Facebook Lelly Gijabet LIVE montre les violences des forces de l'ordre envers deux individus identifiés comme journalistes.

Ainsi, on voit dans la séquence des manifestants en train de tenir une banderole pour se protéger contre les agents de la brigade anti-criminalité (BAC) qui avançaient vers eux.

Quelques secondes plus tard, on aperçoit un journaliste portant un casque avec l'inscription «presse» (en veste beige et avec un sac à dos) courir avec une caméra vers sa collègue (avec une capuche claire) mise à terre à côté d'un agent de la BAC.

Le premier journaliste fait alors un signe de la main à l'agent de la BAC pour demander de relâcher sa collègue (à la fin de la vidéo, on apprend qu'il s'agit d'une femme).

L'agent de la BAC prend ensuite les affaires de la journaliste qui essaie de les récupérer.

Soudainement, deux agents de la BAC la poussent, elle tombe au sol et subit des coups de matraque et de pied des forces de l'ordre qui ont en outre retiré et jeté son casque.

Son collègue tente de nouveau de lui venir en aide mais il se retrouve aussi dos au sol et frappé par la BAC.

À cet instant, une voix féminine répète derrière la caméra:

«C'est la presse. Ils sont en train de frapper la presse. S'il vous plaît...»

Contacté par Sputnik, l'auteur de la vidéo a confirmé que la séquence a été filmée durant la manifestation des Gilets jaunes à Toulouse, le 13 avril, en ajoutant que les journalistes agressés travaillaient pour un média étranger. sputniknews.com 14.04

- «Une ambiance de guerre» à Toulouse lors de l'acte 22 des Gilets jaunes sputniknews.com 14.04

Toulouse, «capitale» des Gilets jaunes en ce samedi 13 avril, a vécu une journée de mobilisation très tendue, marquée par des heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants. Des bombes de gaz lacrymogène et des canons à eau ont été utilisés à plusieurs reprises pour éparpiller les manifestants.

Plusieurs milliers des manifestants du mouvement des Gilets jaunes se sont rassemblés samedi 13 avril à Toulouse, capitale de la révolte lors de cet acte 22, a annoncé France 3.

Le départ du cortège était prévu à 12h depuis la place Jean Jaurès. 800 policiers et gendarmes, ainsi que quatre compagnies de CRS, ont été mobilisés, a affirmé la chaîne de télévision.

Le rassemblement a été émaillé par des tensions violentes entre manifestants et forces de l'ordre qui ont commencé à faire usage de gaz lacrymogène vers 14h. Afin de disperser les manifestants, des grenades lacrymogènes et assourdissantes ont été lancées à plusieurs reprises dans la journée comme l'attestent plusieurs images et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Vers la fin de l'après-midi, le quartier du monument aux morts était couvert de gaz lacrymogène et des manifestants ont largement utilisé des masques à gaz pour se protéger.

Maxime Nicolle, une des figures du mouvement venu pour soutenir les Gilets jaunes à Toulouse, a commenté les affrontements auprès de l'AFP: «Vous avez vu: tout se passait bien et ils nous gazent».

Selon le témoignage d'un manifestant sur Twitter, il était impossible de rejoindre le cortège des Gilets jaunes pour certains participants à cause des actions des forces de l'ordre censées repousser les manifestants. «C'est une ambiance de guerre», a-t-il conclu.

La police a également utilisé des canons à eau pour disperser les manifestants et réduire le périmètre de la manifestation, interdite dans le centre et sur la place de la Capitole.

À l'issue de la manifestation, des dégâts ont été constatés dans la ville. Une agence d'intérim, une agence immobilière et une banque ont été saccagées, selon France 3.

Vers 18h, 23 personnes ont été interpellées dans le centre de Toulouse pour cause de jets de projectiles, port d'arme et dégradation, a déclaré la préfecture de Haute-Garonne. sputniknews.com 14.04

À Toulouse sous les gaz, un homme inconscient et «tout le monde en train de vomir» sputniknews.com 14.04

À Toulouse, dans les rues brumeuses de gaz, un homme visiblement touché par le gazage et possiblement blessé a été filmé gisant inconscient à terre. Une manifestante en larmes s'adresse aux forces de l'ordre, leur reprochant le recours actif au gaz, alors que tous les manifestants se sentent déjà mal.

Ce 22e samedi de mobilisation des Gilets jaunes à Toulouse a été émaillé de tensions. Des nuages de gaz lacrymogène ont été partagés en images par des témoins, ceux qui se sentaient mieux que les autres. Après l'utilisation massive de ce procédé, un homme a été filmé inconscient par terre dans l'une des rues de la ville, vraisemblablement blessé et intoxiqué.

«Ouvre les yeux!», lui dit-on, tentant de lui faire reprendre conscience. Vaguement, l'homme remue les mains, mais est apparemment très faible.

Dans le même temps, un cordon de forces de l'ordre ne laisse pas passer les manifestants qui tentent de quitter le lieu du gazage.

«Vous nous gazez, vous voulez qu'on fasse comment? Regardez, tout le monde est en train de vomir», s'écrie, en désespoir de cause, une femme en larmes.

«On n'a plus le droit de manifester», constate un homme.

Sur les réseaux sociaux, nombreux ont été les utilisateurs qui ont évoqué une «répression violente» sans précédent et des «scènes de guerre», et ce, quelques jours après l'entrée en vigueur de la loi anticasseurs.

La mobilisation de quelque 4.500 Gilets jaunes rassemblés à Toulouse, selon la police, a été marquée par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, alors que la Ville rose était proclamée «capitale» du mouvement pour son 22e acte.

Toulouse Acte 22 — Les ordres ont été donnés: Répression! Matraquages, lacrymo, intimidations et une volonté de n'en finir avec la manifestation.

Les manifestants s'y sont heurtés à des barrages des forces de l'ordre qui ont fait mouvement pour les encercler, tirant gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes.

Des «individus habillés en noir, masqués ou cagoulés, équipés, ont pris à partie les forces de l'ordre avec de multiples jets de projectiles et feux d'artifices», a affirmé la préfecture, chiffrant à «plusieurs centaines de personnes les profils violents».

Ceux qui dégradent et cassent, insultent les journalistes et les policiers, pénalisent les commerçants et les toulousains se couvrent de honte. Ils desservent la cause des manifestants sincères, qui ont le droit de s'exprimer dans le calme et le respect, sans répression. sputniknews.com 14.04

On ne mélange pas les torchons et les serviettes.

Dans le texte final adopté par l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes qui s'est tenue à Saint-Nazaire du 5 au 7 avril 2019, était formulé l'objectif suivant : "*nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme*". (Source Reporterre 8 avril 2019)

LVOG - On ne peut que saluer cette prise de position.

Vous avez pu constater que les acteurs du mouvement ouvrier qui se réclament, soit du combat pour l'abolition de la Ve République, soit du combat pour en finir avec le capitalisme, étrangement ils ne trouvent pas utile de lier les deux objectifs, or c'est indispensable.

Le plus déterminant des deux ou la tâche historique à accomplir est évidemment la rupture avec le capitalisme, prélude à la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, car on peut très bien imaginer se passer de la Ve République (et de l'UE) sans que cela ne change quoi que soit, tout comme on peut se passer des présidents saoudien, algérien, tunisien, égyptien, etc. sans que rien ne change ou sans qu'aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ne voie le jour. Mais cela ne doit pas escamoter le fait, qu'on ne pourra pas s'attaquer au capitalisme sans s'emparer au préalable du pouvoir politique, donc sans se doter des instruments d'organisation ou des organismes politiques indépendants pour atteindre cet objectif.

La question est de savoir dans quelle orientation sociale on situe la rupture avec les institutions de la Ve République, car c'est uniquement son contenu social qui déterminera son contenu politique, et qui par conséquent doit constituer l'axe de combat contre le régime pour le renverser. Autrement dit, si on envisage sérieusement d'en finir avec les institutions de la Ve République cela doit être conçu uniquement pour nous permettre de s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout autre objectif consistant à le ménager ou à le préserver, à ne rien changer en somme.

Voyez la situation au Venezuela où l'oligarchie n'a pas été expropriée. En réalité, c'est elle qui continue de détenir le pouvoir et qui s'en sert pour harceler sans cesse Maduro qui incarne le pouvoir politique, qui se retrouve ainsi amputé du pouvoir de changer la société et doit en permanence composer avec la réaction et l'armée.

Ce ne sont pas les institutions nationales ou supranationales qui exploitent les travailleurs ou leur imposent une politique antisociale, leur pourrisse la vie, c'est le capitalisme en crise et ses besoins qui leur imposent, ces institutions lui fournissent un cadre légal et juridique pour assurer son fonctionnement et sa pérennité. Si l'exploitation de l'homme par l'homme coïncida avec l'apparition des classes sociales et plus tard de l'Etat avec ses institutions, leur extinction débutera quand on portera un coup décisif au capitalisme.

Faites tomber le masque du corporatisme.

- Grand débat: Jacline Mouraud suggère la création d'un "porte-parolat du citoyen" AFP 13 avril 2019

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a suggéré samedi la création d'un "porte-parolat du citoyen" pour "faire remonter la température des régions" et favoriser davantage de démocratie participative, dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron transmise à l'AFP.

"Je vous ai proposé de favoriser la création de comités citoyens au niveau des communes, des départements et des régions, animés par un comité citoyen national, afin de favoriser l'émergence d'une société politique juste, solidaire et participative. Le temps est venu de créer un porte-parolat du citoyen, au même titre que celui du gouvernement ou de l'Élysée", écrit la fondatrice du parti "Les Emergents".

Comment fonctionnerait ce porte-parolat? Il serait composé de quatre ou cinq personnes "impliquées dans des associations ou des ONG" et recrutées selon un "tirage au sort" par zone géographique, "pourquoi pas celles de l'indicatif téléphonique", a-t-elle expliqué à l'AFP. AFP 13 avril 2019

Quand la parodie de démocratie se confronte à la dure réalité, ses heures sont comptées.

- Restitution biaisée du grand débat : "Une polémique inutile qui n'est pas fondée" pour Emmanuelle Wargon - Franceinfo

- Grand débat: une garante admet qu'il faudra un "toiletage" des chiffres de restitution - AFP

Une des garantes du grand débat, Isabelle Falque-Pierrotin, a admis vendredi qu'il faudra un "toiletage" des chiffres de sa restitution, par endroits sous-estimés et par d'autres surestimés. AFP

- Nombre de participants gonflé, approximations, analyse partielle... les petits arrangements du grand débat - Franceinfo

Après la restitution de la consultation lancée pour répondre aux "gilets jaunes", les documents de synthèse montrent que le nombre de contributeurs a été surestimé, et que plus de la moitié des contributions n'ont pas pu être prises en compte. Franceinfo

En macronnie.

Sauver le soldat Macron et son "quinquennat".

- Social et écologie: Hulot et Berger appellent à un "sursaut politique" - AFP 14 avril 2019

L'ancien ministre Nicolas Hulot, Laurent Berger (CFDT) et une quinzaine de responsables associatifs appellent à "un profond sursaut politique pour que ce quinquennat" ne soit pas "perdu pour la transition écologique et la justice sociale", dans une tribune publiée par le Journal du dimanche. AFP 14 avril 2019

Macron corrupteur et corrompu.

- Vente de Rafale à l'Inde: Paris a effacé la dette fiscale d'un proche de Modi - AFP 14.04

La France a annulé en 2015 un redressement fiscal visant une entreprise appartenant à un homme d'affaires proche du Premier ministre indien, Narendra Modi au moment où se négociait la vente de 36 avions de combat Rafale à l'Inde, affirme samedi Le Monde. AFP 14.04

UE à hue et à dia.

Ils sont à la peine.

- Les élections européennes 2019 peinent à mobiliser les foules - Le HuffPost 14.04

Même pas deux millions de téléspectateurs pour un débat en prime time sur France2, des salles qui peinent à se remplir, la concurrence d'un grand débat qui n'en finit pas... A six semaines du scrutin et alors que la campagne bat son plein, les élections européennes peinent toujours à passionner les foules, laissant craindre un nouveau pic d'abstention dans les urnes le 26 mai. Le HuffPost 14.04

Un "fan club" déjà fané.

- Européennes : Place publique en pleine hémorragie ? - Le Parisien 14.04

Sévère hémorragie à Place publique, le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann en novembre dernier et en vue du scrutin européen. Déçus par un fonctionnement « pyramidal » et l'alliance avec le PS, près de la moitié des 22 signataires de « l'acte de naissance » auraient déserté au cours du mois écoulé, comme le confirment plusieurs d'entre eux.

Farid Benlagha, l'un des fondateurs, qui avait fait suivre son départ en mars d'une tribune au vitriol, pointe une « organisation dont le seul objectif était de mettre en valeur un homme », Raphaël Glucksmann.

En écho aux critiques de Thomas Porcher qui avait regretté mi-mars dans le JDD un pacte avec le PS « pris en deux semaines par un petit cercle », Farid Benlagha accuse un « groupuscule » formé autour de Raphaël Glucksmann et ses proches d'avoir pris seul toutes les décisions. « Une forme de putsch », assène-t-il.

« D'un mouvement polyphonique, on est passés à un fan-club de Raphaël Glucksmann », ajoute une source anonyme au sein du parti, pour qui « les pouvoirs ont été concentrés entre les mains » de l'essayiste lors du congrès de Metz, les 22 et 23 février. Un déficit démocratique ayant mené à une alliance avec le seul PS que beaucoup de fondateurs n'auraient pas validée s'ils avaient été consultés. Le Parisien 14.04

L'UE valait bien La Pen.

- Européennes: Marine Le Pen veut "tout remettre sur la table" sans quitter l'euro - AFP 14.04

Marine Le Pen présente lundi son manifeste et ses propositions en vue des élections européennes pour "tout remettre sur la table" sans sortir de l'euro, entérinant un virage pris après la présidentielle. AFP 14.04

En complément. Dis, t'as pas 100 balles, c'est pour sauver le régime. Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

- Finlande: Antti Rinne, d'ancien syndicaliste à probable Premier ministre - AFP 15 avril 2019

Il a promis aux Finlandais de mettre fin à l'austérité et améliorer l'Etat-providence: Antti Rinne, dont le Parti social-démocrate est arrivé de justesse en tête des législatives dimanche, est un ancien syndicaliste surtout connu pour son intransigeance.

A 56 ans, ses cheveux gris et son gabarit imposant ne sont pas étrangers aux Finlandais puisque le probable futur chef de gouvernement est aussi l'ancien ministre des Finances (2014-2015) sous deux coalitions droite-gauche.

"Nous devons trouver des moyens équitables de rendre la société finlandaise durable", assurait-il au journal Helsingin Sanomat.

Avocat de formation, Antti Rinne a oeuvré comme président de plusieurs syndicats dans les années 2000, jusqu'en 2014.

Il entend améliorer les conditions de vie des personnes âgées, en promettant d'augmenter de 100 euros par mois les retraites les plus basses. AFP 15 avril 2019

[Quand l'oligarchie anglo-saxonne dicte sa loi au monde entier.](#)

- Un ex-général vénézuélien arrêté à Madrid à la demande des Etats-Unis - AFP

L'ex-général vénézuélien Hugo Carvajal, ancien directeur des services secrets militaires sous la présidence de Hugo Chavez, a été arrêté vendredi à Madrid à la demande des Etats-Unis, qui le réclament pour trafic de drogue, ont déclaré à l'AFP des sources policières. AFP

- Julian Assange compte contester et combattre la demande d'extradition des Etats-Unis - euronews

C'est le début d'un long "combat" judiciaire pour le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui vient de passer sa première nuit en détention et risque d'être extradé vers les Etats-Unis qui le considèrent comme une menace pour leur sécurité et veulent le juger. euronews

- Les juges de la CPI refusent d'ouvrir une enquête sur l'Afghanistan - Reuters

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont rejeté vendredi à l'unanimité la demande du procureur d'ouvrir une enquête pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Afghanistan, ce dont Donald Trump s'est félicité... Reuters

[L'Organisation militaire internationale de l'oligarchie financière où l'état de guerre permanent.](#)

Contre-célébration à Florence du 70ème anniversaire de l'Otan par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 10 avril 2019

Les dirigeants politiques de l'Otan se sont réunis pour en célébrer l'anniversaire, en l'absence du président Trump. Au même moment, celui-ci, contre l'avis de l'Alliance, proposait à la Chine et à la Russie un désarmement nucléaire partiel. De leur côté quelques militants de la paix appelaient à la sortie de l'Otan ; une position paradoxalement proche de celle de Donald Trump.

Manlio Dinucci - Le 70ème anniversaire de l'Otan a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères réunis non pas au quartier-général de l'Otan à Bruxelles, mais dans celui du Département d'État à Washington. Maître de cérémonie : le Secrétaire général de l'Otan Jens Stolten-berg, qui s'est limité à annoncer le discours d'ouverture prononcé par le secrétaire d'État Michael Pompeo.

L'Otan —explique le Département d'État— est importante parce que, grâce à elle, « les États-Unis peuvent mieux faire face, militairement et politiquement, aux menaces globales contre leurs intérêts : l'Otan reste fondamentale pour les opérations militaires des USA dans la région transatlantique (c'est-à-dire en Europe) et dans d'autres régions stratégiquement critiques, comme le Moyen-Orient et l'Asie Méridionale ». C'est donc le Département d'État même qui nous dit clairement que l'Otan est un instrument des États-Unis. Aucune réaction politique en Italie.

La seule réponse est venue du Colloque qui, organisé par le Comitato No Guerra No Nato et par Global Research, centre de recherche dirigé par Michel Chossudovsky (Montréal), a réuni au cinéma-théâtre Odeon de Florence le 7 avril environ 600 participants.

Les conclusions sont exposées dans la Déclaration de Florence, pour un front international pour la sortie de l'Otan.

Le risque d'une vaste guerre qui, avec l'emploi des armes nucléaires, pourrait signer la fin de l'Humanité, est réel et croissant, même s'il n'est pas perçu par l'opinion publique tenue dans l'ignorance du danger imminent.

S'engager fortement à sortir du système de guerre est d'une importance vitale. Cela pose la question de l'appartenance de l'Italie et d'autres pays européens à l'Otan.

L'Otan n'est pas une Alliance. C'est une organisation sous commandement du Pentagone, dont l'objectif est le contrôle militaire de l'Europe Occidentale et Orientale.

Les bases USA dans les pays membres de l'Otan servent à occuper ces pays, en y conservant une présence militaire permanente qui permet à Washington d'influencer et de contrôler leur politique et d'empêcher de réels choix démocratiques.

L'Otan est une machine de guerre qui opère pour les intérêts des États-Unis, avec la complicité des plus grands groupes européens de pouvoir, en se rendant coupable de crimes contre l'humanité.

La guerre d'agression conduite par l'Otan en 1999 contre la Yougoslavie a ouvert la voie à la mondialisation des interventions militaires, avec les guerres contre l'Afghanistan, la Libye, la Syrie et d'autres pays, en violation complète du droit international.

Ces guerres sont financées par les pays membres, dont les budgets militaires sont en augmentation continue au détriment des dépenses sociales, pour soutenir des programmes militaires colossaux comme celui du nucléaire étasunien de 1.200 milliards de dollars.

Les USA, violant le Traité de non-prolifération, déploient des armes nucléaires dans 5 États non-nucléaires de l'Otan, sous le faux prétexte de la "menace russe". Ils mettent ainsi en jeu la sécurité de l'Europe.

Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres.

Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale.

Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir. Réseau Voltaire 10 avril 2019

LVOG - "*La mondialisation des interventions militaires*", le "*système de guerre*", c'est ce qui caractérise l'impérialisme stade suprême du capitalisme, donc il est utopique ou opportuniste de vouloir "*sortir de l'Otan*" ou de prôner le "*démantèlement de l'Otan*" sans envisager de se débarrasser du capitalisme et des institutions supranationales du capital telles que l'Union

européenne ou "*l'Otan économique*", l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, etc.

Nous appelons les initiateurs et les signataires de cette déclaration à être cohérents et sérieux à appeler à rompre avec le capitalisme, condition sans laquelle "*les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale*" demeureront un vœux pieux indéfiniment. Cessez d'agiter le hochet du droit international qui a été conçu par l'impérialisme américain pour pérenniser son hégémonie économique, politique et militaire sur le reste du monde.

- Les 70 ans de l'Otan: de guerre en guerre - mondialisation.ca 11.04

Le 70^{ème} anniversaire de l'Otan a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères réunis non pas au quartier-général de l'Otan à Bruxelles, mais dans celui du Département d'État à Washington. Maître de cérémonie : le Secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, qui s'est limité à annoncer le discours d'ouverture prononcé par le secrétaire d'État Michael Pompeo.

L'Otan -explique le Département d'État- est importante parce que, grâce à elle, "les États-Unis peuvent mieux faire face, militairement et politiquement, aux menaces globales contre leurs intérêts : l'Otan reste fondamentale pour les opérations militaires USA dans la région transatlantique (c'est-à-dire en Europe) et dans d'autres régions stratégiquement critiques, comme le Moyen-Orient et l'Asie Méridionale". C'est donc le Département d'État même qui nous dit clairement que l'Otan est un instrument des États-Unis. Aucune réaction politique en Italie.

La seule réponse est venue du Colloque qui, organisé par le Comitato No Guerra No Nato et par Global Research, centre de recherche dirigé par Michel Chossudovsky (Montréal), a réuni au cinéma-théâtre Odeon de Florence le 7 avril environ 600 participants.

Les conclusions sont exposées dans la Déclaration de Florence, pour un front international Nato Exit

Le risque d'une vaste guerre qui, avec l'emploi des armes nucléaires, pourrait signer la fin de l'Humanité, est réel et croissant, même s'il n'est pas perçu par l'opinion publique tenue dans l'ignorance du danger imminent.

S'engager fortement à sortir du système de guerre est d'une importance vitale. Cela pose la question de l'appartenance de l'Italie et d'autres pays européens à l'Otan.

L'Otan n'est pas une Alliance. C'est une organisation sous commandement du Pentagone, dont l'objectif est le contrôle militaire de l'Europe Occidentale et Orientale.

Les bases USA dans les pays membres de l'Otan servent à occuper ces pays, en y conservant une présence militaire permanente qui permet à Washington d'influencer et de contrôler leur politique et d'empêcher de réels choix démocratiques.

L'Otan est une machine de guerre qui opère pour les intérêts des États-Unis, avec la complicité des plus grands groupes européens de pouvoir, en se rendant coupable de crimes contre l'humanité.

La guerre d'agression conduite par l'Otan en 1999 contre la Yougoslavie a ouvert la voie à la mondialisation des interventions militaires, avec les guerres contre l'Afghanistan, la Libye, la Syrie et d'autres pays, en violation complète du droit international.

Ces guerres sont financées par les pays membres, dont les budgets militaires sont en augmentation continue au détriment des dépenses sociales, pour soutenir des programmes militaires colossaux comme celui du nucléaire étasunien de 1.200 milliards de dollars.

Les USA, violant le Traité de non-prolifération, déploient des armes nucléaires dans 5 États non-nucléaires de l'Otan, sous le faux prétexte de la "menace russe". Ils mettent ainsi en jeu la sécurité de l'Europe.

Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres.

Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale.

Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir. mondialisation.ca 11.04

LVOG - Il ne peut pas exister "*des États souverains et neutres*", des "Etats libres" disent d'autres, sans avoir anéanti la capacité de nuisance de l'oligarchie financière, sans rupture avec le capitalisme, donc sans avoir réduit son pouvoir politique à néant par une révolution sociale et démocratique détruisant les institutions nationales dans chaque pays, tâche que seule la classe ouvrière associée aux couches inférieures des classes moyennes peut accomplir.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 avril 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai eu quelques problèmes informatiques et personnels, de plus il fait une chaleur à crever, ce qui explique pourquoi je n'ai pas actualisé le portail plus tôt. Rien ne pressait ! Et puis il faut s'occuper des gosses pendant les vacances scolaires, les parents travaillent, et ici la seule solution c'est de les caser chez les grands-parents, donc je joue mon rôle de grand-père avec l'une des petites-filles de ma compagne Selvi. Le jardin donne plus de boulot aussi, le nettoyage quotidien est plus long et il faut arroser tous les jours.

On ignore toujours quand et à quelle occasion les masses vont déferler par millions pour abattre le régime. Le développement de la situation va-t-il y contribuer ? Le mouvement ouvrier va-t-il encore longtemps constituer un obstacle à leur mobilisation ? Quels enseignements politiques en tirent les travailleurs ?

Apparemment tout le monde se complait dans le mode de vie qui nous a été imposé, aucun parti ne le remet réellement en cause, tout au plus s'emploient-ils à l'embellir à la marge, aucun ne propose un autre modèle de société, franchement, obtenir 100 balles de plus ou partir à la retraite un ou deux ans plus tôt, et tout le reste est à l'avenant, qu'est-ce que cela change, est-ce que cela vaut vraiment la peine de se mobiliser pour si peu ?

On a l'impression qu'il n'existe plus de véritables opposants au capitalisme.

Plus personne ne défend le socialisme car personne ne propose la retraite à 50 ans, voire 45 ans, la réduction de la semaine de travail à 24 ou 28 heures, l'éradication immédiate du chômage, la gratuité des transports en commun (Bus, train et métro), des autoroutes, de la santé, de l'école et de l'université, le smic, la retraite minimum, l'allocation chômage, vieillesse ou handicapée à 2.000 euros, la réduction des loyers par 2 ou 3, du prix du gaz et de l'électricité, de l'eau, de l'essence, des assurances, la suppression de la TVA, de la CSG et de la taxe audiovisuelle, l'expropriation sans indemnité de tous les oligarques, des capitalistes ou actionnaires du CAC 40, des 2.000 grandes entreprises, la confiscation de tous leurs biens ou avoirs, la dissolution de l'appareil répressif (policiers et judiciaires) de l'Etat, de l'armée, de la Bourse, des médias de la réaction, des instituts de sondages, etc.

● [Au format pdf \(25 pages\)](#)

PREMIERE PARTIE

Coïncidence ?

LVOG - Je viens juste de m'équiper en achetant un récepteur Wifi multi carte Sim Huawei, et cela fonctionne à merveille, je vais gagner environ une heure par jour, 7 heures par semaine, 28 heures par mois, plus de 300 heures par an ! Cela m'a coûté 2600 roupies, 32 euros environ.

Et puis dorénavant je peux visualiser toutes les vidéos, donc je vais pouvoir être au plus près de la situation. J'en ai regardé une hier sur l'Acte XXIII à Paris, impressionnante la violence policière, harnachés comme ils sont, on voit immédiatement que Macron a mobilisé les forces de l'ordre pour aller à l'affrontement, rien que leur présence est une provocation.

- Huawei : forte croissance au premier trimestre 2019 - euronews 22 avril 2019

Carton plein pour Huawei. Dans un communiqué, le géant chinois des télécoms dévoile des chiffres de vente excellents.

Entre janvier et mars, il a vendu 59 millions de smartphones dans le monde. La firme a enregistré une hausse de 8% de ses bénéfices net. Autre chiffre important : Huawei a généré un chiffre d'affaires global de près de 27 milliards de dollars, en hausse de 39% par rapport à l'année précédente.

Huawei s'impose comme le numéro 2 mondial du smartphone devant Apple pour le troisième trimestre consécutif. Le Chinois ne compte pas s'arrêter là. Il espère voler la première place au coréen Samsung l'année prochaine.

Pour y arriver, Huawei veut surfer sur le développement du réseau 5G. Le groupe investit pour prendre le maximum de parts de marché. Selon la direction, des smartphones Huawei compatibles 5G seront disponibles l'année prochaine à des prix concurrentiels, 300 dollars l'appareil. euronews 22 avril 2019

[Mais c'est pire que chez moi en Inde !](#)

- Paris envahi par les rats, des bénévoles à la rescousse de la mairie du 17e - Franceinfo 15 avril 2019

Le rat est un important vecteur de maladies, notamment la dangereuse leptospirose. Il se reproduit très rapidement. Dans des conditions optimales une femelle qui est arrivée à maturité sexuelle à l'âge de quelques semaines peut susciter une descendance de 1000 individus par an. Chacun vivra environ 18 mois.

Se nourrissant de tout ce qu'il trouve, il prolifère dans les espaces riches en déchets alimentaires comme les décharges sauvages, les égouts, les locaux à poubelles mal entretenus, les sous sols de restaurants. On estime la population de rats dans la capitale à quatre millions d'individus, soit presque deux par habitant.

Pourtant tout le monde n'est pas d'accord pour lutter contre cette infestation. Lorsqu'en 2016 la mairie de Paris a lancé une grande campagne de dératisation, une pétition lancée par une défenseuse des animaux a recueilli plus de 26 000 signatures au cri de "Stoppez le génocide des rats". Elle réagit notamment à l'interdiction de nourrissage des pigeons qui profite indirectement aux rats. Franceinfo 15 avril 2019

LVOG - On ne s'était pas trompé en constatant que le niveau de conscience de la population évoluait plus lentement que le développement économique, mais on ignorait que l'écart entre les deux pouvait être de plusieurs siècles ! Voilà ce qui arrive quand les pigeons sont gavés, ils subissent une atrophie du cerveau ! Cela dit, en vivant en Inde depuis le début des années 90, cela fait près de 30 ans, date (1991) de l'accélération brutale et à marche forcée du développement économique, j'ai pu observer, en fait je constate quotidiennement à quel point les mentalités évoluent très lentement ou n'évoluent pas du tout. Je n'ai pas le temps de m'étendre sur ce sujet, et pas tellement envie pour être honnête parce qu'en subir les conséquences n'est pas une partie de plaisir mais plutôt un cauchemar !

[Suite de l'article du 16 avril consacré aux gauchistes faussaires qui se sont entichés des Rothschild.](#)

(Source : <https://reseauinternational.net> ; <https://en.wikipedia.org> ; <https://www.investopedia.com>)

Investopedia estime la richesse totale de la famille Rothschild à plus de 2 trillions (1000 milliards) de dollars en actifs et en avoirs, y compris certaines des plus anciennes sociétés vivantes du monde (Fawkes: si l'on s'en tient juste aux fortunes personnelles, on arrive déjà à 350 milliards) :

À plus de 2 trillions de dollars, la richesse déclarée de la famille est 5 fois plus élevée que la richesse combinée des 8 premiers milliardaires individuels au monde, ce qui signifie que la famille Rothschild à elle seule contrôle plus de richesses que peut-être trois quarts ou plus de la population totale du monde.

Et nous sommes encore très loin du compte car si l'on se réfère à Hongbing Song, chercheur en économie et ancien consultant pour les fonds de pension américains Freddie Mac et Fanny Mae :

« Les dynasties familiales les plus fortunées ne sont pas référencées dans le classement Forbes (The World's Billionaires List). Et pour cause... La fortune d'un Bill Gates (76 Milliards de Dollars US) ferait pâle figure comparée ne serait qu'aux actifs et avoir de la famille Rothschild (Amschel) qui fut estimée à 50 000 Milliards de Dollars US en 2012 (en comparaison, la même année, le PIB mondial fut évalué à 71 830 Dollars US).

LVOG - Cela me semble exagéré ou mérite de plus amples détails pour retenir cette estimation.

- En 2016, la famille Rothschild est une dynastie d'une richesse inimaginable qui parvient à la dissimuler en grande partie, sans jamais être publiquement reconnue comme la famille la plus riche et la plus influente au monde. En divisant leur capital et leurs avoirs parmi les nombreux membres de la famille, y compris de nombreux descendants et héritiers, il arrive que seulement un

membre de la famille apparaisse sur la liste des individus les plus riches du monde, mais la famille représente la plus grande fortune depuis toujours.

Commentaire d'un internaute

- "Il n'y a jamais de Rothschild ni de Rockefeller dans le classement, c'est un peu bizarre."

- "Forbes est propriété des Rockefeller."

LVOG - Fortune (AT&T - Time Warner - WarnerMedia) est également un magazine américain consacré à l'économie établissant un classement des grandes fortunes, racheté par Verizon à AOL en 2015 (Huffington Post, Neuf Cegetel, SFR). Parmi les principaux actionnaires on retrouve JPMorgan Chase et BlackRock Institutional Trust Company.

Investopedia coté en bourse est une référence en terme de données économiques.

- On Feb 26, 2019, Investopedia released it's 2019 Best Online Brokers Awards.[11] The awards featured 12 categories including Best Overall Online Brokers, Best Stock Trading Apps, Best for Options Trading, Best Brokers for Low Costs, and more.[12] (Source : Wikipédia en anglais)

Investopedia créé en 1999 (28 millions de visiteurs sur le Net) est propriété de IAC/InterActive Corp (NASDAQ-100) depuis 2013, 7000 salariés (2016), chiffre d'affaires de 4,65 milliards dollars (2016), possède une quarantaine d'entreprises. (en.wikipedia.org)

[Vaut mieux avoir de la suite dans les idées.](#)

Il y a déjà 10 ans ou plus, j'ai oublié, j'avais affirmé qu'un soulèvement révolutionnaire ou le déclenchement d'une révolution ne suivrait pas le schéma classique des deux derniers siècles compte tenu de l'évolution du capitalisme, des conditions des classes exploitées et opprimées, des rapports entre les classes, et qu'elle serait d'emblée politique en posant directement ou pratiquement immédiatement la question du pouvoir et de l'Etat, et c'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui en France et partout ailleurs dans le monde, qu'il s'agisse du RIC ou de "dégager le système" comme en Algérie par exemple.

Evidemment, puisque aucun parti ne partageait cette analyse de la situation, aucun ne pouvait y être préparé et y avoir préparé les travailleurs, c'est ce que chacun a pu constater depuis le 17 novembre 2018. Autant dire que leurs tactiques et stratégies ne pouvaient être qu'erronées, ce qui les conduisit à se marginaliser ou à se couper un peu plus des masses, alors qu'ils les justifiaient en expliquant qu'ils les avaient adoptées pour justement éviter de tomber dans ce travers.

Ils ont juste oublié que la concentration des richesses et du pouvoir politique par l'oligarchie financière devait se traduire non seulement par l'accroissement des inégalités sociales, mais par la radicalisation politique de la classe dominante la conduisant au refus catégorique de tout compromis social qui jusque là avait servi de vernis ou de caution démocratique au régime, de sorte qu'il allait apparaître ouvertement antidémocratique, despotique pour ne plus laisser place qu'à deux comportements possibles pour les exploités et les opprimés, subir et se soumettre en silence au sort qui leur avait été réservé ou s'y refuser et se dresser contre le régime, partant de là il était parfaitement prévisible que les deux attitudes se manifesteraient un jour ou l'autre, encore fallait-il se demander comment ou de quelle manière.

Nos dirigeants ont sous-estimé ou ignoré le tournant adopté par l'oligarchie financière sur le plan économique à l'échelle mondiale au début des années 70, qui allait rapidement se concrétiser sur le plan politique pour pouvoir poursuivre leur offensive généralisée contre le prolétariat, continuant d'entonner les mêmes discours jusqu'à nos jours, appelant la confrérie des opportunistes et traîtres à se mobiliser pour faire reculer le gouvernement et obtenir des concessions ou des réformes sociales, ne comprenant manifestement pas que cette période était révolue, ou que cette étape de la lutte des classes correspondait à un stade du développement du capitalisme mondial qui dorénavant appartenait définitivement au passé, et que c'était l'heure de l'affrontement direct ou violent entre les classes qui avait sonné et à laquelle il fallait préparer les travailleurs...

Déjà 25 ans plus tôt, ils n'avaient guère davantage compris que le stalinisme au faite de sa gloire augurait des jours sombres pour la classe ouvrière, cela se traduisait rapidement par la dislocation de l'embryon de IVe Internationale ou ce qu'il en restait. Depuis l'avant-garde du mouvement ouvrier ne s'en est jamais remise. Peu leur importera, l'heure était à la reconstruction du capitalisme, pas seulement pour les capitalistes, mais aussi pour la social-démocratie et le stalinisme qui livrèrent le mouvement ouvrier à la réaction.

La capitulation de la social-démocratie ouvrit la voie à la Première Guerre mondiale du XXe siècle, le stalinisme ouvrit celle de la Seconde Guerre mondiale, et leur alliance contre-révolutionnaire préfigurait la suivante contre le prolétariat mondial à laquelle nous assistons en ce moment, signification politique à côté de laquelle nos dirigeants passèrent en cherchant sans cesse à leur faire jouer un rôle politique au côté des travailleurs, alors qu'ils étaient engagés au côté de la réaction. Bien que les masses aient rompu ou se soient détournés de la social-démocratie et des staliniens, ils continuent de tenir le même discours en voulant

les associer à une issue politique, c'est là qu'on s'aperçoit qu'on est en présence de partis ouvriers bureaucratiques privilégiant les rapports entre appareils, au lieu de s'en tenir aux rapports que le parti devait tisser avec les travailleurs.

Et il en est de même avec les syndicats contrôlés par les staliniens et la social-démocratie ou des dirigeants qui partagent leur idéologie depuis 1945, à ceci près qu'au cours de la période politique ouverte depuis le 17 novembre 2018 les syndicats vont être amenés à jouer un rôle déterminant dans l'offensive de la classe ouvrière pour abattre le régime, parce qu'ils sont le seul cadre organisé dans lequel les travailleurs peuvent se rassembler sur une ligne politique de rupture avec les institutions de la Ve République et au-delà avec le capitalisme, ce n'est pas le moindre des paradoxes de la situation actuelle mais s'explique très bien par le fait que les syndicats n'organisent que des travailleurs contrairement aux Gilets Jaunes, autrement dit les travailleurs pourraient réinvestir les syndicats ou les soutenir sur la base des principes qui ont été à l'origine de leur création, le combat pour l'émancipation du capital, donc de ses institutions politiques, submergeant ou balayant sociaux-démocrates et staliniens. Quant au mouvement initié par les Gilets Jaunes il pourrait emprunter la même voie une fois purgée de ses éléments de droite ou d'extrême droite. Et c'est seulement une fois les deux processus parvenus à maturité que l'affrontement direct entre les masses et le régime pourrait intervenir. Son issue dépendra de la capacité de l'avant-garde du mouvement ouvrier à exprimer consciemment ce processus et à y participer, période particulièrement favorable à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. A suivre.

Opportunisme et gauchisme.

Lu dans un article.

- *"Qu'est-ce que ça veut dire être autonome dans sa vie ? Il y a tout de suite un sens économique à l'autonomie, essayer d'être le plus indépendant possible économiquement, de sorte que l'on puisse construire sa vie, organiser sa vie librement, après j'explore aussi l'autonomie spirituelle, intellectuelle, moral."*

LVOG - Il y en a qui naïvement rêvent de gravir les échelons de l'échelle sociale pour obtenir un statut supérieur, devenir chef d'entreprise, riche et considéré, respecté ou puissant, appartenir aux classes supérieures ou partager leur mode de vie est leur seul idéal. Pour ceux qui sont de droite et l'assument, cela ne posera aucun problème de conscience puisqu'ils sont prêts à tout sacrifier pour y parvenir, y compris leur dignité. Quant à ceux qui se prétendent de gauche, leur bonne conscience servira à justifier tous leurs reniements idéologiques

L'autonomie n'est pas donnée à tout le monde, c'est une quête ou un idéal de petits-bourgeois individualistes de gauche ou d'extrême gauche sans conscience de classe, qui rêvent parce qu'ils en auraient les moyens de s'affranchir de certaines contraintes ou conséquences néfastes liées à la survie du capitalisme, pendant que l'immense majorité continuerait de les subir. Voilà pour la véritable nature de leur engagement politique qui est étrangère au socialisme quelle que soit l'étiquette qu'ils arborent.

- Faut-il avoir peur des black blocs ? comptoir.org 9 avril 2019

Extraits.

Le hasard a voulu que « Les black blocs », ouvrage de référence sur le sujet écrit par Francis Dupuis-Déri, soit réédité en France au moment même où le mouvement des Gilets jaunes, auxquels des militants « d'ultra-gauche » vêtus de noir et cagoulés participent désormais régulièrement, bat son plein. (Quel heureux "hasard" pour Macron ! - LVOG) Ces militants n'ont pas bonne presse : des sommets de l'État jusqu'aux organisations de la gauche institutionnelle en passant par les manifestants non-violents, ils font l'objet d'une réprobation quasi-unanime. « Violents », « vandales », « sauvages », « terroristes », ils discréditeraient les mouvements auxquels ils participent aux yeux de l'opinion publique et contribueraient à légitimer leur répression. Vraiment ? (Ils ont oublié provocateurs, rôle habituellement dévolu à des agents du régime, policiers ou barbouzes, ainsi que d'autres acteurs issus d'officines où sont présents des éléments infiltrés des services de renseignement, qui servent à instrumentaliser leurs membres ou les incitent à passer à l'action à un moment déterminé. - LVOG)

- "Des hommes en noir des cortèges de tête."

LVOG - Hors cortèges, venus uniquement pour provoquer les forces de police qui répliqueront en gazant et matraquant les manifestants sans distinction.

L'argumentation de ses supporters des black blocs repose sur un déni. Ils refusent d'admettre que le recours à des provocations et des violences, des destructions lors de manifestations est contre-productif dès lors que la majorité ne les soutient pas ou n'y participe pas, et servent les intérêts du gouvernement.

Ils expliquent que, parce que l'Etat fait preuve de violence envers les travailleurs en leur imposant des conditions de vie indignes, il serait légitime qu'ils recourent à la violence contre l'Etat en n'importe quelle circonstance, donc sans tenir compte de l'attitude

des travailleurs, qui eux ne se livrent pas à des violences contre l'Etat ou les condamnent. Selon eux, il ne faudrait pas tenir compte de l'état d'esprit de la majorité des travailleurs, autrement dit, ils tentent de se substituer à eux ou agissent en dehors du cadre du mouvement ouvrier organisé et ils s'en excluent eux-mêmes. C'est le créneau classique des anarchistes et des gauchistes, les idiots utiles du régime.

Leur méthode consistent à adopter "*des formes de militantisme plus discrètes, visant justement à transformer en profondeur les rapports sociaux (ZAD, habitats partagés, remise en cause des relations hiérarchiques sous toutes leurs formes, etc.)*", actions qui ne modifieront en rien les rapports sociaux établis entre les classes comme chacun peut le constater et n'y contribueront pas non plus.

On retrouve ici la même méthode employée par ceux qui s'attaquent aux préjugés archaïques des masses et voudraient leur imposer d'autres rapports sociaux au sein de la société, sans que ne soient modifiés les rapports existant entre les classes qui en sont à l'origine, et qui se déclinent sous la forme de dominants à dominés, rapports qui ne pourront être inversés que par un soulèvement révolutionnaire des masses menant au renversement de l'ordre établi...

On peut observer que cette méthode conduit à un affrontement entre une minorité et la majorité des exploités qui devraient s'y soumettre, rapport, qui vous l'aurez remarqué, reproduit fidèlement celui existant entre les classes, et s'il leur sert de modèle, c'est parce qu'ils n'entendent pas le changer, comment pourrait-il en être autrement à partir d'une infime minorité.

Ce qu'ils appellent une "tactique" est obsolète depuis les révolutions de 1848 et 1871 en France, et qui plus est de 1905 et 1917 en Russie. Voilà des gens qui n'ont tiré aucun enseignement de la lutte des classes depuis un siècle et demi. Finalement ce sont des individualistes hystériques, là encore c'est à la mode, qui entendent se faire justice eux-mêmes en ignorant le reste de la société, à commencer par la classe ouvrière.

[Une analyse toujours valable un siècle plus tard.](#)

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916

- ...le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons". (Les principales puissances occidentales, plus la Russie et la Chine de nos jours. - LVOG) (...)

On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. (De nos jours, et cela depuis très longtemps, il ne s'agit plus seulement d'une "couche d'ouvriers" mais de la majorité des travailleurs, ce qui évidemment complique notre combat. Certes, s'ils se sont embourgeoisés, il n'en demeure pas moins que leur sort relève de plus en plus souvent de la roulette russe, et que ce cauchemar associé à la décomposition accélérée de la société qu'ils supportent de moins en moins, constituent de puissants facteurs de rejet du capitalisme et ses institutions. Il faudra encore faire preuve d'un peu de patience avant qu'ils passent à l'action. - LVOG) Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards". (Les différents lignes de fractures au sein des Gilets Jaunes témoignent si nécessaire que la guerre civile est inévitable, sans parler de l'attitude purement répressive du pouvoir qui en est déjà l'expression. - LVOG)

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. (C'est ce que je me suis employé à expliquer plus haut. L'origine de la dégénérescence de la social-démocratie ainsi que le stalinisme, leur idéologie était avant tout économique et liée au capitalisme mondial dont ils sont devenus les agents ou porte-parole... - LVOG)

[Une analyse de la situation mondiale.](#)

- La stratégie du chaos dirigé par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 16 avril 2019

Extrait. Comme un rouleau compresseur, les États-Unis et l'Otan étendent au monde la stratégie Rumsfeld/Cebrowski de

destruction des structures étatiques des pays non-intégrés à la globalisation économique. Pour ce faire, ils utilisent les Européens auxquels ils font croire à une prétendue « menace russe ». Ce faisant, ils encourent le risque de provoquer une guerre générale.

Manlio Dinucci - Le président roumain, Klaus Iohannis, déclare ouvertes les manœuvres de l'Otan « Bouclier de la mer 2019 ».

Tous contre tous : c'est l'image médiatique du chaos qui fait tâche d'huile sur la rive sud de la Méditerranée, de la Libye à la Syrie. Situation devant laquelle même Washington semble impuissant. En réalité Washington n'est pas l'apprenti sorcier incapable de contrôler les forces mises en mouvement. C'est le centre moteur d'une stratégie —celle du chaos— qui, en démolissant des États entiers, provoque une réaction en chaîne de conflits à utiliser selon l'antique méthode du « diviser pour régner ».

Sortis vainqueurs de la Guerre froide en 1991, les USA se sont auto-proclamés « le seul État avec une force, une portée et une influence en toute dimension —politique, économique et militaire— réellement mondiales », se proposant d' « empêcher qu'une quelconque puissance hostile ne domine une région —l'Europe Occidentale, l'Asie Orientale, le territoire de l'ex-Union Soviétique et l'Asie Sud-Occidentale (le Moyen-Orient)— dont les ressources suffiraient à générer une puissance mondiale ».

Depuis lors les États-Unis et l'Otan sous leur commandement ont fragmenté ou démolis par la guerre, un à un, les États considérés comme un obstacle au plan de domination mondiale —Irak, Yougoslavie, Afghanistan, Libye, Syrie et autres— tandis que d'autres encore (parmi lesquels l'Iran et le Venezuela) sont dans le viseur.

Entre dans la même stratégie le coup d'État en Ukraine sous conduite des USA et de l'Otan, afin de provoquer en Europe une nouvelle Guerre froide pour isoler la Russie et renforcer l'influence des États-Unis en Europe.

Pendant qu'on concentre l'attention politico-médiatique sur le conflit en Libye, on laisse dans l'ombre le scénario de plus en plus menaçant de l'escalade de l'Otan contre la Russie. Réseau Voltaire 16 avril 2019

Sur l'Union européenne.

L'Union européenne, c'est le régime supranational-socialiste.

- Un citoyen de l'Union européenne sur six était en situation de pauvreté en 2017, selon l'Insee - franceinfo 16.04

Premier enseignement de cette étude : elle précise les fortes disparités à l'intérieur de l'Union européenne. En effet, le niveau de vie moyen annuel est de 3 060 euros en Roumanie, contre 41 560 au Luxembourg. La France se situe un peu au-dessus de la moyenne européenne (située à près de 20 000 euros), avec 25 610 euros annuel par habitant.

Ces disparités se constatent également si on observe la pauvreté monétaire, qui correspond aux habitants dont les revenus sont inférieurs à 60% du revenu médian de leur pays. Cela concerne 17,3% de la population européenne (soit 87 millions de personnes) mais les chiffres font le grand écart : de 9,7% de Tchèques touchés, on passe à 25,3% en Roumanie. La France se classe en 6e position des taux les plus bas. En revanche, il est possible de retrouver une pauvreté monétaire conséquente dans des pays au niveau de vie élevé, comme au Luxembourg par exemple.

Si la mesure de la pauvreté monétaire permet de constater de fortes différences entre pays de l'UE, "l'amplitude des écarts entre les taux de pauvreté monétaire est bien inférieure à celle observée pour les taux de privation matérielle et sociale", précise cependant l'Insee. La privation matérielle et sociale est évaluée via un questionnaire et mesure la part de la population qui ne parvient pas à couvrir certaines dépenses (loyer, factures, chauffage, vacances...).

L'écart est frappant : seuls 3% de la population suédoise sont touchés contre 50% en Roumanie. Plus généralement, cette privation est plus fréquente dans les pays les moins aisés. Ainsi, on peut distinguer une fracture géographique au sein de l'UE : "Le taux de privation matérielle et sociale de l'Europe du Nord et de l'Ouest est inférieur de moitié à celui de l'Europe du Sud et de l'Est", écrivent Julien Blasco et François Gleizes dans leur étude. Par exemple, 37,5% des citoyens européens affirment ne pas pouvoir faire face à une dépense inattendue, contre 31,9% dans l'Europe de l'Ouest et du Nord et 44,2% dans l'Europe du Sud et de l'Est.

En effet, beaucoup de pays ont vu leurs taux de pauvreté augmenter entre 2007 et 2012, du fait de la crise économique. De la même manière, alors que le taux de privation matérielle est reparti à la baisse en 2013 dans un grand nombre de pays, ils ont été nombreux à voir leur pauvreté monétaire augmenter jusqu'en 2016.

Dans la majorité des pays de l'UE, on constate que "les populations exposées à l'un ou l'autre type de pauvreté sont relativement similaires du point de vue du statut d'activité, de la profession et de la configuration familiale". Ainsi, les familles monoparentales ont trois fois plus de chances d'être touchées par la pauvreté et les chômeurs quatre fois plus. De la même manière, les indépendants et les agriculteurs sont plus sujets à la pauvreté monétaire qu'à la privation matérielle et sociale.

Les 16-24 ans sont eux plus exposés à la pauvreté monétaire. De la même manière, les personnes touchées par la privation matérielle et sociale ont "un niveau de vie bien inférieur à celui du reste de la population".

L'étude réalisée par Julien Blasco et François Gleizes permet aussi d'avoir une idée plus fine de la notion de pauvreté dans chaque pays. En effet, elle révèle que, selon la définition de pauvreté retenue, les résultats peuvent différer. Concrètement, cela signifie qu'une partie de la population européenne peut gagner plus de 60% du revenu médian et ne pas pouvoir se payer une semaine de vacances par an hors de son domicile. Ainsi, en Estonie la pauvreté monétaire est beaucoup plus élevée que la privation sociale et matérielle alors que c'est l'inverse en République Tchèque. Au sein même d'un pays, on peut retrouver ces divergences. Par exemple, les retraités en France ont le taux de pauvreté monétaire le plus bas d'Europe du Nord et de l'Ouest mais la plus forte privation matérielle et sociale. Généralement, "la part de personnes en situation de privation matérielle et sociale semble être largement déterminée par la richesse du pays", affirme l'étude.

"Au sein d'un même pays, les populations pauvres définies par ces deux indicateurs ne se recoupent que partiellement", explique également l'Insee. Cependant, certains citoyens européens cumulent ces deux handicaps : ils sont 5,5% en France, 10% en Finlande et un peu plus de 33% en Roumanie. franceinfo 16.04

LVOG - Ceci explique cela, n'est-ce pas ? Quoi ? Vous savez très bien de quoi il s'agit.

- Élections européennes : Juncker promet de lutter contre la désinformation - L'Express.fr 23.04

Le président de la Commission européenne "répondra" aux pays qui travestissent la réalité de l'UE. La Hongrie, en conflit latent avec Jean-Claude Juncker, semble visée. L'Express.fr 23.04

Comme prévu, ils relances le traité de libre échange USA-UE (TTIP)

- Commerce: Feu vert des membres de l'UE aux négociations avec les USA -

Les Etats membres de l'Union européenne ont donné leur accord définitif à l'ouverture de négociations commerciales avec les Etats-Unis, malgré l'opposition de la France à cette initiative.

Les gouvernements européens ont voté lundi à une écrasante majorité en faveur du mandat de négociations proposé par la Commission européenne. Seule la France a voté contre, tandis que la Belgique s'est abstenue.

La commissaire au Commerce, Cecilia Malmström, s'est dite convaincue de pouvoir parvenir à un accord avec Washington avant la fin du mandat du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le 31 octobre prochain.

Elle doit prendre contact avec le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer.

"Je pense que cela peut aller assez vite. Nous sommes absolument déterminés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour terminer (les négociations) pendant la Commission Juncker", a-t-elle déclaré.

Les Etats-Unis sont les premiers partenaires commerciaux de l'Union européenne et inversement. Les échanges entre les deux entités représentent 30% du commerce mondial.

Selon des diplomates, l'Allemagne est à l'inverse pressée de voir les négociations démarrer pour tenter de mettre ses constructeurs automobiles à l'abri d'une hausse des droits de douane aux Etats-Unis, dont Donald Trump a plusieurs fois brandi la menace. Reuters 15 avril 2019

[Quand l'oligarchie anglo-saxonne dicte sa loi au monde entier.](#)

- De nouvelles sanctions américaines contre La Havane - Reuters 18 avril 2019

Le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, a dévoilé mercredi un nouvelle série de sanctions visant Cuba. Reuters 18 avril 2019

- Syrie : l'oncle de Bachar al-Assad va être jugé en France - Le Parisien 18 avril 2019

- Pétrole iranien : la Turquie et la Chine déplorent le retour des sanctions - euronews 23.04

LVOG - La réaction de l'Inde dépendra du résultat des élections générales qui ont lieu en ce moment, qui sera connu le 23 mai.

DEUXIEME PARTIE

Qui a dit ?

- Je suis "sidéré" devant un "immense malheur". "La cathédrale de Notre-Dame incarne quelque chose de l'avancée multiséculaire de l'esprit humain (...) Notre-Dame c'était le lieu où les Français se sont retrouvés en toute circonstance quelle que soit leur foi (...) Ce bâtiment est un membre de notre famille à tous"

Réponse d'un bénitier en famille (LREM, LR, PS, RN, etc.) : Jean-Luc Mélenchon.

LVOG - La nostalgie de l'esclavagisme féodal ou monarchique valait bien l'union nationale, l'occasion était trop belle pour que cet illusionniste la loupe ! Travailleurs, camarades, votez LFI si vous croyez aux miracles !

Macron a loupé sa vocation.

- Jean-Louis Georgelin, un général pour "reconstruire" Notre-Dame - AFP 18 avril 2019

Nommé mercredi "Monsieur reconstruction" de la cathédrale Notre-Dame, le général d'armée (cinq étoiles) Jean-Louis Georgelin, 70 ans... AFP 18 avril 2019

Ne vous excusez pas, LREM et RN sont compatibles, voilà tout.

- Loiseau, sur une liste d'extrême droite dans sa jeunesse, n'a "pas perçu" sa couleur politique - AFP 23.04

LVOG - Vous comprenez comment on peut se retrouver un jour avec un gouvernement d'extrême droite...

La France, un pays en guerre dans l'indifférence générale.

- La France et les Émirats bombardent la Libye - Réseau Voltaire 19 avril 2019

Des drones français et des avions émiratis bombardent, depuis le 4 avril 2019, les forces du Gouvernement d'union nationale libyen de Fayez el-Sarraj (soutenues par les Nations unies).

La France est prétendument neutre en Libye et œuvre à réconcilier les différentes parties,... quoique ses forces spéciales appuient le général Khalifa Haftar.

Officiellement, la France n'a pas de drones armés. Cependant, elle a acheté, en 2013 aux États-Unis, 16 drones MQ-9 Reaper. Elles les a armés, en début d'année, en signant un accord avec General Atomics pour des missiles AGM-114 Hellfire.

De leur côté, les Émirats arabes unis ont installé une base à al-Khadim où, selon Jane's qu'ils ont armé de six IOMAX AT-802i BPA états-uniens, deux drones chinois CAIG Wing Loong, et deux hélicoptères états-uniens UH-60 Black Hawk.

Il semble que ce soient les Émirats qui ont bombardé Wadi al-Rabi'a et Tajoura. Réseau Voltaire 19 avril 2019

- Des armes françaises sont bien utilisées au Yémen, selon une note "confidentiel Défense" - Franceinfo 15 avril 2019

"Je n'ai pas connaissance du fait que des armes [françaises] soient utilisées directement au Yémen", affirmait la ministre des Armées, Florence Parly le 20 janvier 2019, sur France Inter. Et pourtant : elles sont présentes sur terre, sur mer et dans les airs, si l'on en croit un rapport de 15 pages classé "confidentiel Défense" de la Direction du renseignement militaire (DRM), daté du 25 septembre 2018, révélé par Disclose et la cellule investigation de Radio France.

Ce document précise que des armes françaises vendues à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, sont bien utilisées dans la guerre que mènent les deux pays au Yémen, contre les rebelles houthis, une minorité chiite soutenue par l'Iran.

Chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, frégates de classe

Makkah, corvette lance-missiles de classe Baynunah ou canons Caesar : dans cette note, le renseignement militaire français établit une liste détaillée de l'armement fourni aux Saoudiens et aux Émiriens qui serait impliqué dans le conflit.

Ce document confidentiel intitulé "Yémen - Situation sécuritaire" a été transmis au chef de l'État, Emmanuel Macron, à Matignon, mais aussi à la ministre des Armées, Florence Parly, et au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors du conseil de défense restreint consacré à la guerre au Yémen, qui s'est tenu le 3 octobre 2018, à l'Élysée.

Il vient contredire la version des autorités françaises d'une situation "sous contrôle" et d'une utilisation uniquement "défensive" de l'armement français au Yémen.

Depuis le début de la guerre, une batterie de canons Caesar est déployée le long de la frontière saoudo-yéménite. Fabriqué à Roanne (Loire) par l'entreprise Nexter, détenue à 100% par l'État français, le canon Caesar, monté sur un châssis de camion, peut tirer six obus par minute, dans un rayon de 42 kilomètres. La Direction du renseignement militaire précise que ces canons déployés le long de la frontière avec le Yémen sont au nombre de "48", ajoutant qu'ils "appuient les troupes loyalistes, épaulées par les forces armées saoudienne, dans leur progression en territoire yéménite". Autrement dit : les tirs de canons français ouvrent la voie pour les blindés et les chars déployés au Yémen.

Donc pas uniquement dans le cadre d'une action défensive.

S'appuyant sur une carte baptisée "Population sous la menace des bombes", le renseignement militaire français estime par ailleurs que "436 370 personnes" sont "potentiellement concernée par de possibles frappes d'artillerie." Y compris donc par les tirs de canons français.

Bien qu'étant informé de ces risques, l'État français poursuit ses livraisons. Ainsi, 147 canons devraient être expédiés vers le royaume saoudien d'ici 2023. Disclose a remonté la piste d'une de ces livraisons expédiée en septembre 2018 : 10 canons Caesar chargés depuis le site de production de Nexter à Roanne (Loire). Direction : Le Havre. Avant d'être embarqués dans les cales du Bahri Jazan, un cargo de la compagnie saoudienne Bahri. Le navire lève l'ancre le 24 septembre 2018, puis arrive à destination 19 jours plus tard, dans le port de Jeddah, en Arabie saoudite.

Par ailleurs, toujours selon nos informations, un contrat secret baptisé ARTIS, signé en décembre 2018, par Nexter avec l'Arabie saoudite, prévoit la livraison de véhicules blindés Titus (la dernière génération des blindés Nexter), mais aussi de canons tractés 105LG.

Ces informations contredisent là encore la version officielle des autorités françaises. Interrogée le 20 janvier 2019 sur France Inter, Florence Parly affirmait : "Nous n'avons récemment vendu aucune arme qui puisse être utilisée dans le cadre du conflit yéménite." Après avoir dit trois mois auparavant le 30 octobre 2018, sur BFM TV : "Nous n'avons pas de négociations avec l'Arabie saoudite."

L'équipement français fourni à la coalition engagée au Yémen ne s'arrête pas là. Il concerne aussi les chars de combat. "À ma connaissance, les équipements terrestres vendus à l'Arabie saoudite sont utilisés non pas à des fins offensives mais à des fins défensives, à la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite", expliquait la ministre des Armées, le 4 juillet 2018, devant la Commission de la Défense nationale.

La note de la Direction du renseignement militaire datée du 25 septembre 2018 indique pourtant, là encore, que le char Leclerc, vendu dans les années 90 aux Émirats arabes unis, est bien utilisé sur le champ de bataille au Yémen.

Pour le comprendre, il faut entrer dans le détail de cette note de 15 pages. Si la DRM écrit qu'"aucun élément ne permet de conclure à la présence de matériel français sur les fronts actifs" du conflit, elle précise plus loin que de l'armement français se retrouve bien dans certaines zones de cette guerre.

Selon le renseignement militaire, 70 chars de combat Leclerc sont ainsi mobilisés dans le cadre d'un "engagement principalement défensif". "Dans le cadre des opérations loyalistes et de la coalition vers la ville portuaire d'al-Hudaydah, les Leclerc émiriens ne sont pas observés en première ligne", peut-on lire. Mais le document ajoute cette précision d'importance : "Ils sont néanmoins déployés sur l'emprise d'al-Khawkhah, à 115 kilomètres d'al-Hudaydah."

Sur une carte intitulée "Matériels terrestres de la coalition au Yémen", la DRM identifie quatre zones du Yémen où des chars français sont présents : à al-Khawkhah et Mocha, deux localités le long de la Mer rouge, ainsi qu'à Ma'rib, à l'intérieur du pays, et à Aden ; dans ces deux derniers cas, la DRM se fait plus prudente en notant : "Leclerc possible".

Dans un tableau récapitulatif, le renseignement militaire français écrit au sujet de ces chars Leclerc ont pu être observés "au Yémen et déployé en position défensive", ou pour certains "en attente de déploiement au Yémen".

D'après les recherches effectuées par Disclose à partir d'images tournées sur les lignes de front, puis recoupées par des vues satellites, les chars Leclerc ont participé à plusieurs grandes offensives de la coalition, à l'image de l'assaut qui s'est déroulé entre juin et décembre 2018 sur la côte ouest. En novembre 2018, les chars français sont au cœur de la bataille d'Al-Hodeïda qui a fait 55 victimes civiles, selon l'Acled.

Quant aux munitions, "les [chars] Leclerc n'emploieraient que des munitions françaises, les munitions chinoises n'ayant pas été qualifiées", estime le renseignement français : des "obus flèches et [des] obus explosifs." "La maintenance des véhicules émiriens, dont les Leclerc, est réalisée, après rapatriement par mer, aux EAU [Émirats arabes unis]", précise encore la note.

Le renseignement français reconnaît aussi ses limites. À plusieurs reprises, la DRM admet qu'elle ne dispose d'"aucune information sur [l']emploi au Yémen ou à la frontière saoudo-yéménite" de "mortier de 120 mm" ou de "missile[s] antichar Milan 3" de fabrication française. Dans un passage consacré aux "unités blindées mécanisées appuyées par l'artillerie", la DRM écrit qu'elle n'est "pas en mesure d'évaluer de manière précise le dispositif saoudien actuel à la frontière, du fait d'un manque de capteurs dans la zone."

Un système de guidage laser français

Dans cette guerre, ce sont les attaques aériennes qui sont les plus meurtrières. "Ryad conduit depuis mars 2015 une campagne de frappes aériennes massive et continue contre les territoires tenus par la rébellion houthie au Yémen : elle réalise en moyenne 120 sorties aériennes quotidiennes", écrivent les analystes du renseignement militaire français. Depuis 2015, la coalition aurait "réalisé environ 24 000 frappes, dont 6 000 au cours de l'année 2018", précise la DRM.

"Nous ne fournissons rien à l'armée de l'air saoudienne. Il vaut mieux que les choses soient dites de manière définitive pour éviter qu'il y ait de la répétition sur le sujet", affirmait le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 13 février 2019.

Pourtant, quatre mois plus tôt, la note de la DRM, adressée notamment au cabinet du ministre, précise que certains avions de chasse saoudiens sont bien équipés du dernier cri de la technologie française en matière de guidage laser : le pod Damoclès, fabriqué par Thales. Fixé sous les avions de combat, ce dispositif permet aux pilotes de guider tous les types de missiles, y compris le missile américain Raytheon qui, selon une enquête de la chaîne CNN, a tué 12 enfants et trois adultes yéménites, le 20 septembre 2016, dans le district d'Al-Mutama, dans le nord du Yémen.

Cette technologie française figure dans un tableau de la DRM intitulé : "Principaux matériels saoudiens engagés dans le cadre du conflit yéménite", même si le document nuance plus loin : "pourrait être employé au Yémen".

Les pods Damoclès équipent aussi des avions de combat émiriens vendus par la France, comme le Mirage 2000-9 au sujet duquel la DRM n'a aucun doute : il "opère au Yémen" (sans préciser avec quel missile) depuis une base militaire, en Erythrée.

Des éléments confirmés par un rapport britannique de la Chambre des communes qui a enquêté sur les licences d'exportation de composants de pods Damoclès à destination de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

Mais la liste ne s'arrête pas là. L'hélicoptère de transport d'assaut AS-532 A2 Cougar chargé du transport des troupes saoudiennes fait également partie du matériel militaire français utilisé au Yémen, tout comme l'avion ravitailleur A 330 MRTT, capable de ravitailler en kérosène plusieurs chasseurs de la coalition en même temps.

"C'est la priorité de la France que la situation humanitaire s'améliore et que l'aide humanitaire puisse passer", déclarait la ministre des Armées, Florence Parly, le 30 octobre 2018, sur BFM TV.

Pourtant, là encore si l'on en croit la note, deux navires de fabrication française "particip[ent] au blocus naval" de la coalition. Ce qui empêche l'aide humanitaire de nourrir et de soigner 20 millions de Yéménites. Selon le document, la frégate saoudienne de classe Makkah (Naval Group) et la corvette lance-missiles émiratie de classe Baynunah (Constructions Mécaniques de Normandie, CMN), participent à ce blocus. La corvette Baynunah appuierait même "des opérations terrestres menées sur le littoral yéménite", précise le renseignement militaire. Autrement dit : des bombardements sur la côte.

Une troisième frégate al-Madinah de fabrication française a également participé à ce blocus, estime la DRM, avant d'être la cible d'une attaque des rebelles houthis, en janvier 2017.

Officiellement, les navires saoudiens et émiratis font respecter l'embargo de l'ONU sur les armes à destination des Houthis en inspectant les chargements suspects. Mais tout porte à croire qu'ils bloquent l'accès à la nourriture, au carburant et aux médicaments, dans ce qui peut s'apparenter à une véritable stratégie militaire.

Une situation qui peut constituer "un crime de guerre" selon le groupe d'experts des Nations unies qui a enquêté sur place. "Le

risque juridique existe, c'est clair et net", affirmait en février 2019 le président de ce groupe d'experts, Kamel Jendoubi, à la cellule investigation de Radio France.

Interrogé sur le sujet en janvier 2019, Naval Group nous précisait qu'en tant qu'industriel son action s'inscrit dans le strict cadre de la réglementation française en matière de vente d'armes à l'exportation.

Fin 2017, les Émirats arabes unis ont acquis deux corvettes françaises Godwind 2500. "Ce contrat vient consolider notre relation en matière navale et compléter une coopération très forte ces dernières années sur toutes les armes", déclarait le président français, Emmanuel Macron, lors de sa visite officielle à Abou Dabi, le 9 novembre 2017.

Depuis 2014, la France est signataire du Traité sur le commerce des armes (TCA) qui contraint le gouvernement français à "n'autoriser aucun transfert d'armes" dès lors que celles-ci pourraient servir à commettre "des attaques contre les civils ou des biens de caractère civil (...) ou d'autres crimes de guerre". "Nous sommes complètement fidèles dans les ventes d'armes au traité du commerce international des armes que nous respectons totalement", affirmait le ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, devant la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 13 février 2019.

La note de la Direction du renseignement militaire fissure désormais cette version officielle.

Après avoir contacté la présidence de la République, Matignon, le ministère des Armées ainsi que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous avons reçu une réponse du cabinet du Premier ministre "au titre de la CIEEMG [Commission interministérielle pour l'exportation du matériel de guerre] placée auprès de Matignon". Le cabinet du Premier ministre, Edouard Philippe, explique que les "exportations de matériels militaires" avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis "ne se sont pas interrompues en bloc après 2015, mais [que] leur autorisation au cas par cas fait naturellement l'objet d'une vigilance renforcée."

Matignon précise que "la coalition arabe lutte aussi contre Daech et al-Qaïda dans la Péninsule arabique, qui sont présents au Yémen et qui représentent une menace pour notre propre sécurité" et que "des actions offensives sont régulièrement menées depuis le Yémen vers le territoire de nos partenaires de la région."

"Les risques pour les populations civiles sont évidemment en tête des critères d'examen pris en compte [dans l'exportation de matériel de guerre]", ajoute le cabinet du Premier ministre, insistant sur "l'importance que les armées [françaises] accordent au droit international humanitaire dans la conduite de nos opérations. Ce sont des exigences que nous faisons valoir auprès de nos partenaires émiriens et saoudiens, auxquels incombent la responsabilité de les respecter."

"À notre connaissance, les armes françaises dont disposent les membres de la coalition sont placées pour l'essentiel en position défensive, à l'extérieur du territoire yéménite ou sur des emprises de la coalition, mais pas sur la ligne de front, conclut Matignon. Nous n'avons pas connaissance de victimes civiles résultant de leur utilisation sur le théâtre yéménite."

L'enquête de Disclose est publiée sur le site Made in France. Disclose est un média d'investigation à but non lucratif dont la cellule investigation de Radio France est partenaire. Franceinfo 15 avril 2019

- Les États-Unis et la France sont co-responsables de la famine au Yémen - Réseau Voltaire 16 avril 2019

Une note du Renseignement militaire français, datée d'octobre 2018, atteste que des armes françaises sont très largement utilisées par l'Arabie saoudite contre le Yémen. Il s'agit de « chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, canons Caesar... ».

Les cartes de cette note ont été présentées au président Emmanuel Macron lors d'un conseil restreint de Défense à l'Élysée, le 3 octobre 2018.

Ce document, révélé par Disclose le 15 mars 2019, s'ajoute aux révélations du Figaro qui, le 16 juin 2018, avait confirmé la présence des Forces spéciales françaises aux côtés de l'armée saoudienne, lors de la bataille d'Hodeïda.

Le gouvernement français persiste pourtant à prétendre que ses armes et ses troupes ne participent pas aux opérations offensives, mais se trouvent uniquement en position défensive à la frontière saoudienne.

Aux États-Unis, le représentant démocrate Bernie Sanders est parvenu, le 13 mars 2019, à faire voter par sa chambre un texte de loi interdisant toute participation de son pays dans la guerre au Yémen. Ce texte, qui avait déjà été adopté dans les mêmes termes par le Sénat avant les élections de mi-mandat, devrait être confirmé par le nouveau Sénat. La Maison-Blanche a annoncé que le président Trump y opposera son veto.

La stratégie choisie par l'état-major commun israélo-saoudien (auquel les Émirats arabes unis, les États-Unis et la France sont associés) prévoit désormais de vaincre en affamant la population yéménite.

Au moins un tiers des cibles de cette coalition sont civiles et non pas militaires. Ces attaques, conduites par Riyad, ont déjà provoqué la mort par la faim d'au moins 50 000 enfants. Réseau Voltaire 16 avril 2019

Quand voter est devenu le devoir du condamné.

- "*Je suis venue faire mon devoir en votant*"

(Pavlina Gosheva, 53 ans, infirmière à Skopje en Macédoine du Nord.)

Après un ex-cow-boy, un clown, un acteur de télé-réalité, un produit de marketing : Un comédien...

- Comédie à l'ukrainienne - Le Parisien 23.04

Cela pourrait ressembler à une farce, mais ce n'est pas le cas. Les Ukrainiens ont bel et bien élu comme président un comédien. Le Parisien 23.04

- Ukraine : le comédien Zelensky élu président avec 73% des voix L'Express.fr 21.04

Le comédien novice en politique Volodymyr Zelensky a remporté ce dimanche une victoire écrasante à la présidentielle en Ukraine face au président sortant Petro Porochenko, reflétant l'ampleur de la défiance des électeurs à l'égard du pouvoir en place, selon un sondage sortie des urnes.

L'humoriste de 41 ans a obtenu 73,2% des suffrages au second tour de la présidentielle contre 25,3% pour son rival de 53 ans, selon ce sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par le consortium "Exit Poll National" réunissant trois instituts. L'Express.fr 21.04

- Présidentielle en Macédoine du nord: faible participation, second tour indécis - AFP 22 avril 2019

Les candidats de droite et de gauche, s'affronteront dans un second tour indécis à la présidentielle en Macédoine du nord le 5 mai, à l'issue d'un premier tour marqué dimanche par une participation historiquement faible, signe de la défiance des citoyens de ce pays des Balkans.

L'accord historique avec la Grèce qui a entraîné le changement de nom du pays en "Macédoine du nord", a suscité l'enthousiasme de l'Occident. Beaucoup moins celui des 1,8 million d'électeurs, puisque selon la commission électorale, à peine plus de quatre sur dix se sont déplacés (41%), le plus faible taux depuis l'indépendance de l'ex-République yougoslave en 1991.

Après le dépouillement de la quasi totalité des bulletins, Stevo Pendarovski, 56 ans, soutenu par les sociaux-démocrates au pouvoir (SDSM), et la candidate de l'opposition de droite Gordana Siljanovska-Davkova, 62 ans, sont au coude à coude (42,63% et 42,39%)

Celui qui finira en tête dans deux semaines n'est toutefois pas assuré de succéder au nationaliste Gjorge Ivanov, adversaire résolu du changement de nom qui ne pouvait se représenter après deux mandats à ce poste largement honorifique.

Il faudra en effet atteindre encore la barre de 40% de participation, quorum requis pour valider le scrutin.

Un échec sur ce point plongerait le pays balkanique dans l'incertitude politique.

Mais le débat sur le nom ne suffit plus à mobiliser des électeurs usés par le marasme économique, la corruption, le népotisme et le clientélisme.

Mais les préoccupations des électeurs sont plus prosaïques: le taux de chômage officiel dépasse les 20%, le salaire moyen stagne à 400 euros, et l'émigration, notamment de la jeunesse, s'apparente à un exode. AFP 22 avril 2019

En famille.

- Législatives en Finlande : vers une coalition gauche-droite pour écarter l'extrême droite - AFP 15 avril 2019

La percée des Vrais Finlandais aux législatives de dimanche en Finlande devrait conduire à une grande coalition gauche-droite menée par les sociaux-démocrates arrivés en tête, afin de tenir le parti d'extrême droite à l'écart du pouvoir.

Vingt ans après leur dernière victoire aux législatives en 1999, les sociaux-démocrates ne devançant que d'une très courte tête leur adversaire eurosceptique, dans un contexte de montée des partis nationalistes en Europe à un mois des européennes.

Conduits par l'ancien ministre des Finances et probable futur Premier ministre Antti Rinne, les sociaux-démocrates obtiennent 40 sièges sur 200 au Parlement et les Vrais Finlandais 39, selon les résultats définitifs. Seulement 0,2 point sépare les deux partis.

Dans un entretien avec l'AFP, Antti Rinne envisage "des possibilités de travailler au côté du Parti de la coalition nationale" ou "le Parti du centre" du Premier ministre sortant Juha Sipilä, arrivé quatrième dimanche, même s'il a pris position pendant la campagne contre les mesures de rigueur imposées par ce dernier.

"Un paysage politique fragmenté rend plus difficile la formation d'un gouvernement et les pays deviennent plus difficiles à diriger. Lorsque les populistes gagnent, l'UE devient aussi plus difficile à gouverner", a-t-il déclaré à la télévision publique Yle.

La Finlande, qui pratique le scrutin proportionnel, a une culture politique du consensus qui porte au pouvoir des coalitions hétéroclites.

Pour Mme Korpinen, la Finlande se dirige donc vers une alliance gauche-droite composée des sociaux-démocrates, du Parti de la coalition nationale (38 sièges), mais aussi des Verts (20 sièges), de l'Alliance de gauche (16 sièges) et du parti populaire suédois (libéraux, 9 sièges).

Le pays nordique se retrouverait, selon la chroniqueuse, dans une situation similaire à celle qu'il a connue entre 2011 et 2014 sous la houlette du conservateur Jyrki Katainen. Alors chef d'une coalition gauche-droite qui a compté jusqu'à six partis, M. Katainen avait été désavoué en 2014 face à son absence de résultats. AFP 15 avril 2019

LVOG - Dans de plus en plus de pays, ce sont des coalitions qui sont obligées de gouverner parce qu'aucun parti de l'ordre ou ses supplétifs ne parviennent à obtenir suffisamment de voix pour gouverner seul.

On peut donc en déduire qu'en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ce qui caractérise une crise politique, mais comme en bas la majorité continue encore de vivre comme avant au lieu que cette crise politique se transforme en crise révolutionnaire et se radicalise à gauche ou à l'extrême gauche, elle se radicalise à droite ou à l'extrême droite.

[Après voter ne sert à rien, une autre découverte qui dure... depuis plus de 90 ans.](#)

- Le congrès de la CGT en route vers un basculement conforme à l'idéologie dominante ? - 20 avril 2019

Jean-Pierre Page, ancien responsable du département international de la CGT, et Pierre Lévy, ancien responsable CGT au sein d'un groupe de la métallurgie.

La CGT s'apprête à tenir son congrès confédéral. Sur nombre de points, le document préparatoire tourne le dos à des principes majeurs qui ont fondé son existence et son action.

Certes, des abandons, des révisions et des reculs avaient déjà été opérés depuis deux décennies. (Seulement ? - LVOG) Mais les actuelles propositions marquent désormais un véritable basculement.

En réalité, la CGT ne manque pas de forces, d'intelligence et d'esprit critique pour résister à cette dérive en forme de rupture. (Si c'était le cas, cela se saurait depuis le milieu des années 20. - LVOG) Et pour renouer avec la cohérence des combats pour la justice sociale, la paix, et pour un véritable internationalisme. (Ne parlez pas de ce que vous ignorez. - LVOG) 20 avril 2019

La liquidation du système de retraite par répartition et la privatisation du système des retraites qualifiée de "reculs des droits".

- Force ouvrière claqué la porte des concertations sur les retraites - Reuters 18 avril 2019

Force ouvrière, le troisième syndicat de France, a annoncé mercredi qu'il suspendait sa participation aux concertations sur la réforme des retraites pour ne pas "cautionner de nouveaux reculs des droits".

Yves Veyrier dit refuser "une réforme des retraites mettant à bas l'existant pour un système universel à points, refus qui nous a conduits aujourd'hui à stopper notre participation à la concertation, ne voulant pas cautionner de nouveaux reculs des droits".

Force ouvrière avait dès le début des concertations au printemps 2018, fait connaître son opposition à la mise en place d'un système unique en points, tel qu'annoncé par le président de la République. Reuters 18 avril 2019

Qui a dit ?

- «*Nous avons menti, nous avons triché, nous avons volé*».

Réponse : Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, au cours de son intervention devant les étudiants de l'université A&M du Texas, évoquant son expérience au poste de directeur de la CIA de 2017 à 2018.

LVOG - Assassiner, fomenter des guerres, participer à tous les coups tordus possibles et inimaginables contre la démocratie, etc. inutile de l'avouer puisque c'est dans la nature de la CIA.

- «*Israël est un Etat d'apartheid*»

Réponse : Gérard Araud qui a quitté la fonction d'ambassadeur de France aux Etats-Unis qu'il exerçait depuis 2014.

- « [Les Israéliens] ne feront pas d'eux [les Palestiniens] des citoyens d'Israël, a expliqué l'ancien diplomate de 66 ans, qui a représenté la France dans ce pays du Proche-Orient de 2003 à 2006. Donc ils vont devoir officialiser la situation qui est, nous le savons, une situation d'apartheid. »

« Le problème est que la disproportion de pouvoir est telle entre les deux parties que la plus forte peut conclure qu'elle n'a aucun intérêt à faire des concessions, a souligné celui qui avait pris ses fonctions en 2014. Le statu quo est extrêmement confortable pour Israël. » leparisien.fr 22.04

LVOG - Cela vaut également entre les Etats-Unis et ses vassaux.

Cela doit être la fréquentation des sionistes qui lui a inspiré cette sortie.

- "Nous pouvons pardonner" la Shoah, juge le président brésilien Jair Bolsonaro - L'Express.fr 15 avril 2019

Après avoir déclaré que le nazisme était "sans aucun doute" de gauche, le président brésilien suscite à nouveau la polémique à la suite de propos déplacés sur la Shoah.

Jeudi, le chef d'État d'extrême droite a estimé devant un parterre de pasteurs évangéliques que "nous pouvons pardonner, mais nous ne pouvons pas oublier" la Shoah. L'Express.fr 15 avril 2019

LVOG - Ils n'arrêtent pas de nous emmerder avec l'antisémitisme et la Shoah, si Éric de Rothschild n'était pas le président de la Fondation de Rothschild et du Mémorial de la Shoah (source : Wikipédia), on se demanderait d'où cela pourrait-il provenir.

Sur la situation au Soudan.

- Le Soudan est passé sous contrôle saoudien - Réseau Voltaire 20 avril 2019

Nous avons appris que le président Omar el-Béchar n'a pas été renversé par le général Ahmed Awad Ibn Auf, comme nous l'avions écrit : celui-ci étant en réalité son beau-frère [1]. Tout cela n'était qu'une mise en scène.

Nul n'a vu le chef d'État en prison. Il semble que lui et sa famille ont été exfiltrés, peut-être en Ouganda, sous la protection des États-Unis (qui officiellement l'accusent de génocide, mais officieusement n'ont jamais cessé de le soutenir).

Le nouveau chef d'État, le général Abdel Fattah Abdelrahmane al-Burhan (photo), —auquel la famille d'Omar el-Béchar a transmis pacifiquement le pouvoir— n'est pas un des principaux leaders militaires, mais il fut le chef des forces soudanaises qui se battent aux côtés des Saoudiens contre les Yéménites.

Désormais le Soudan, qui était sous perfusion économique du Qatar, a été récupéré par l'Arabie saoudite ; une perte supplémentaire pour les Frères musulmans et la Turquie (qui dispose d'une base militaire sur l'île de Suakin). Réseau Voltaire 20 avril 2019

Confirmation.

- L'Arabie saoudite et Abu Dhabi volent au secours du Soudan - LePoint.fr 21 avril 2019

La difficile transition dans laquelle le Soudan semble s'enliser après la destitution du président Omar el-Béchir ne rassure ni l'Arabie saoudite ni les Émirats arabes unis. De quoi les conduire à annoncer ce dimanche le déblocage de trois milliards de dollars. Le soutien saoudo-émirati prend la forme d'un dépôt de 500 millions de dollars à la Banque centrale soudanaise et d'une somme de 2,5 milliards destinée à financer les besoins du peuple soudanais en produits alimentaires, médicaments et produits pétroliers, a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA.

Riyad n'a pas précisé s'il s'agissait de dons ou de prêts et s'ils avaient déjà été effectués.

« Conscients de la nécessité d'aider le peuple soudanais frère [...] et en soutien à la République du Soudan, les deux pays [Arabie saoudite et Émirats arabes unis] ont décidé de leur apporter conjointement cette aide », a écrit l'agence. Elle a précisé que le dépôt à la Banque centrale soudanaise était destiné à soutenir la livre soudanaise, à atténuer les pressions qu'elle subit et à stabiliser son taux de change. La valeur de la livre soudanaise s'est fortement renforcée dimanche sur le marché noir, le renversement du président Béchir laissant envisager un afflux de dollars dans ce pays confronté depuis plusieurs années à des pénuries de devises étrangères. Depuis le départ de M. Béchir le 11 avril, la livre soudanaise n'a cessé de se renforcer face au dollar. Dimanche sur les marchés parallèles, elle a bondi face au billet vert, à 45 livres pour un dollar contre 72 livres la semaine dernière. LePoint.fr 21 avril 2019

TROISIEME PARTIE

En Marche vers le totalitarisme.

Le ministre des "**casseurs**" vous informe.

"Gilets jaunes": les "casseurs" de retour, prévient Castaner - AFP 19.04

Plus de 60.000 policiers et gendarmes seront mobilisés en France samedi pour l'acte 23 des "gilets jaunes", annonce Christophe Castaner, qui affirme que les "casseurs seront à nouveau au rendez-vous". AFP 19.04

LVOG - Il paraît que des policiers vêtus tout de noir comme les Black blocs étaient présents lors des manifestations sans leur brassard, ce qui signifie que rien ne les distinguait, partant de là on peut en déduire ce qu'on veut...

Acte XXIII

Déroulement.

Dans le cadre de l'acte XXIII des "gilets jaunes", dont la mobilisation est repartie à la hausse à Paris, 21.070 contrôles préventifs et 249 interpellations ont été effectués par les forces de l'ordre. 60.000 gendarmes et policiers avaient été mobilisés.

Après plus de cinq mois de mobilisation, des milliers de "gilets jaunes" sont redescendus dans la rue samedi pour un acte 23 marqué par un regain de tension à Paris avant les réponses d'Emmanuel Macron au grand débat, attendues jeudi 25 avril. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre de manifestants a reculé sur l'ensemble du pays (27.900 contre 31.100 la semaine précédente) mais a quasiment doublé dans la capitale (9.000). Selon leurs estimations, les "gilets jaunes" ont comptabilisé plus de 100.000 manifestants en France. Réunies pour lancer un nouvel "ultimatum" à Emmanuel Macron, plusieurs milliers de personnes ont marché à Paris au départ de Bercy, dans le sud-est de la capitale, sous un grand soleil. Les premières échauffourées ont éclaté en début d'après-midi près de Bastille, avant de se concentrer sur la place de la République, point d'arrivée du cortège. Pendant l'après-midi, la place a été régulièrement plongée dans un nuage de gaz lacrymogènes tandis que des manifestants jetaient bouteilles et autres projectiles en direction des forces de l'ordre. Plusieurs enseignes ont été vandalisées, a constaté une journaliste de l'AFP.

A Toulouse, les forces de l'ordre ont tiré les premières grenades lacrymogènes vers 14h30 dans la rue de Metz, non loin de la préfecture, scindant le cortège qui s'est ensuite reconstitué dans la rue d'Alsace-Lorraine. Le défilé, qui compte 3.500 personnes selon la police, à repris dans le calme.

Des centaines de motards avaient ouvert la marche, avec une grande banderole portant l'inscription "Macron démission".

Un cortège de 1.500 à 2.000 manifestants, selon les estimations de Reuters, défilait à Bordeaux en début d'après-midi depuis la place de la Bourse et en direction de la gare Saint-Jean. Quelques jets de gaz lacrymogène ont été lancés pour empêcher certains "Gilets jaunes" de s'introduire dans le centre, interdit à la manifestation.

Comme pour les semaines précédentes, les forces de police ont mis en place des contrôles préventifs aux péages, sur les autoroutes et sur les routes départementales.

De nombreuses villes de province comme Nantes, Lille, Bordeaux ou encore Toulouse avaient interdit la manifestation dans certaines zones. AFP et Reuters 20.04

- Acte XXIII des gilets jaunes: deux journalistes interpellés - huffingtonpost.fr 21.04

Auprès de Libération, des journalistes témoins de la scène ont décrit une "interpellation ciblée". Le photoreporter Maxime Reynié raconte que Gaspard Glanz a pris à partie les forces de l'ordre après un projectile évité. "Il s'est énervé et s'est mis à gueuler qu'il voulait voir le commissaire. Ils l'ont bien repoussé, puis deux flics sont revenus pour l'interpeller, en le plaquant au sol. Quand ils l'ont attrapé, on a tous protesté en criant: 'c'est un journaliste', mais ils nous ont ignorés", a-t-il indiqué à CheckNews, le service de vérification du quotidien.

Le parquet a indiqué à Libération que le journaliste a été placé en garde à vue pour "participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations" et "outrage sur personnes dépositaires de l'autorité publique".

L'autre journaliste interpellé est Alexis Kraland. Contributeur occasionnel sur Le HuffPost, le jeune homme est également connu pour sa couverture des conflits sociaux et a déjà eu affaire avec les forces de l'ordre en marge de manifestations précédentes. Sur Twitter, le photographe Maxime Reynié avait indiqué à la mi-journée l'arrestation du journaliste à la Gare du Nord.

D'autres incidents avec des journalistes ont été signalés ce samedi. Un journaliste du Figaro a publié des images montrant l'un de ses collègues du quotidien conservateur recevoir un coup de pied d'un policier. L'intégralité de la scène a été mise en ligne sur le site du Figaro. Notre reporter sur place était quant à lui "à deux doigts" de recevoir des coups de matraque alors qu'il filmait des échauffourés entre policiers et manifestants.

Cette situation a provoqué l'inquiétude du Syndicat National des Journalistes. "Qu'est-ce qui justifie d'interpeller des reporters, si ce n'est pour les empêcher de travailler?", s'est interrogé le syndicat, appelant le ministre de l'Intérieur et la préfecture de police de Paris à "respecter la liberté d'informer".

Les journalistes ont également reçu le soutien l'Ordre des avocats de Paris. "Le barreau de Paris condamne les arrestations et les agressions de journalistes lors des manifestations d'aujourd'hui. La liberté de la presse, comme celle de manifester, sont fondamentales et doivent être respectées", a tweeté l'organisation. huffingtonpost.fr 21.04

En complément.

- Irlande du Nord: hommage à la journaliste tuée à Londonderry - AFP 21.04

Des anonymes rendent hommage à la journaliste Lyra McKee, tuée par balle lors d'émeutes à Londonderry, un drame rappelant les heures sombres des "Troubles" qui ont ensanglanté la province britannique. AFP 21.04

-Gilets jaunes : une importante page Facebook désactivée, son administrateur confie sa surprise - RT 19 avr. 2019

La page Facebook nommée «La France en colère - Carte des rassemblements» réunissant 360 000 membres a été désactivée ce 19 avril. Ses administrateurs assurent n'avoir rien laissé passer d'extrême qui puisse justifier cette mesure.

- «Le combat, c'est fini» ? Des Gilets jaunes de retour sur les ronds-points de France - RT 21.04

Loin des rassemblements urbains qui ont marqué le 23e acte de la mobilisation des Gilets jaunes, les actions locales refont surface avec la venue des beaux jours. Plus de cinq mois après le début du mouvement, les ronds-points ont de nouveau la cote.

Des manifestants qui s'essouffent, un mouvement qui faiblit, des actes qui peinent à rassembler... Depuis le début de la mobilisation, les Gilets jaunes n'ont pas toujours bénéficié de l'optimisme des observateurs, médiatiques ou politiques.

Pourtant, plus de cinq mois après son lancement, le mouvement est loin d'avoir disparu, malgré l'accumulation d'éléments dissuasifs à chaque rassemblement : risques physiques, coût des déplacements ou encore mises en garde de l'exécutif.

En dépit de ces freins à la mobilisation, à l'occasion de l'acte 23, entre autres marqué par des tensions à Paris et à Toulouse, des Gilets jaunes ont choisi de reprendre les actions locales, se positionnant notamment sur des ronds-points, lieux emblématiques de la genèse du mouvement. Dès le début de celui-ci, la mobilisation des ronds-points avait rapidement irrité le camp Macron, au sein duquel certains hauts responsables n'avaient pas hésité à faire appel à la manière forte. «Le combat, c'est fini», déclarait ainsi Richard Ferrand au mois de décembre 2018, réclamant l'intervention des forces de l'ordre sur les ronds-points.

Qu'à cela ne tienne, avec le début des beaux jours, des actions locales ont repris sous le soleil, comme en témoignent des publications de la presse quotidienne régionale ainsi que celles d'internautes sur les réseaux sociaux.

Ainsi, dans le département du Nord, des Gilets jaunes se sont par exemple rassemblés sur des ronds-points d'Avesnes-sur-Helpe ou encore de Leers. Dans cette dernière commune de 10 000 habitants, des citoyens vêtus de jaune s'étaient déjà réunis au rond-point de l'Egalité le 18 avril, en amont de l'acte 23, envisageant d'y revenir, chaque samedi soir, après les manifestations à Lille.

Toujours dans le nord de la France, à Glisy, dans la Somme, Le Courrier Picard rapporte qu'«une quarantaine de Gilets jaunes [...] étaient réunis ce samedi» sur l'un des ronds-points occupés pendant des semaines cet hiver. «Ce samedi, pendant que certains distribuaient des tracts aux automobilistes, d'autres, venus en famille, préparaient un barbecue révolutionnaire», décrit le quotidien régional.

Près d'une centaine de Gilets jaunes se sont retrouvés sur le rond-point de Rochefort-sur-Nenon dans le Jura, explique de son côté Le Progrès, qui décrit une ambiance joviale avec «barbecue, kermesse et musique».

A Montbéliard, dans le Doubs, plusieurs dizaines de Gilets jaunes se sont positionnés aux abords du principal rond-point de la zone commerciale du Pied des Gouttes.

Après la destruction de leur cabane par les forces de l'ordre le 17 avril, des Gilets Jaunes de Clermont-Ferrand ont de nouveau réinvesti le rond-point du Brézet, «pacifiquement», précise France-Bleu Auvergne, qui a publié plusieurs photos et vidéos de cette action locale. L'une d'entre elles montre des Gilets Jaunes se regrouper autour du rond-point à l'arrivée de la police. «Les Gilets jaunes ont fait le tour du rond-point en marchant, avant d'effectuer une chaîne humaine», explique l'antenne locale de France Bleu.

Dans le Morbihan, en Bretagne, des Gilets jaunes de Lorient ont réinvesti leur rond-point, comme en témoigne le syndicaliste Gérard Filoche, présent sur place. «Les Gilets jaunes c'est l'avenir, c'est la révolution» a-t-il tweeté.

«Le mouvement des Gilets jaunes du pays de Lorient a repris pied, le mercredi 17 avril 2019» rapportait Ouest-France quelques jours plus tôt.

En Loire-Atlantique, au nord de Nantes, à Orvault, des citoyens vêtus de jaune se sont relayés sur le rond-point du Croisy comme le rapporte le quotidien régional Presse Océan. «On ne lâchera pas, on n'a pas le choix. On informe les gens qui réagissent très bien. On est là pacifiquement», témoigne l'un des participants au rassemblement.

Non loin de Nantes toujours, des Gilets jaunes étaient présents au rond-point de Grandlieu. «Depuis des mois, les gens viennent nous rencontrer, on discute, et il y a un climat de confiance avec les gendarmes» témoigne Philippe, l'un d'entre-eux, comme le rapporte le quotidien régional.

Au sud-ouest de Toulouse, dans la Haute-Garonne, une action locale a été menée sur le rond-point d'Estancarbon, rassemblant quelques dizaines de Gilets jaunes au cours de la journée.

En tout état de cause, si la succession des actes en ville a permis aux Gilets jaunes de maintenir la pression de «la rue» sur le gouvernement, les rassemblements ruraux apportent une image pacifiste à la mobilisation citoyenne, les médias se focalisant régulièrement sur les violences récurrentes qui émaillent les cortèges urbains. RT 21.04

- Gilets jaunes : les hôpitaux ont-ils transmis les noms des blessés au ministère de l'intérieur? - RT 17 avr. 2019

Lors de l'acte 18 de la mobilisation, les hôpitaux parisiens ont inscrit le nom des Gilets jaunes blessés dans le fichier SI-VIC, qui est transmis place Beauvau, selon Le Canard enchaîné. Une «dérive grave» selon le porte-parole des urgentistes.

Dans son édition du 17 avril, Le Canard enchaîné rallume une polémique qui secoue les hôpitaux parisiens depuis quelques semaines, et qui n'est pas près de s'éteindre. Selon les informations de l'hebdomadaire, l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) a bel et bien donné pour consigne le 16 mars, à l'occasion de l'acte 18 de la mobilisation des Gilets

jaunes, d'inscrire l'identité des blessés dans un fichier. Et celui-ci a atterri dans les locaux du ministère de l'Intérieur, place Beauvau.

Le Canard Enchaîné révèle ainsi la teneur d'un e-mail envoyé par «l'administrateur de garde», au siège des hôpitaux parisiens et à tous ces homologues. «Il est indispensable de saisir les identités des victimes en temps réel dans le SI-VIC», est-il écrit en gras et souligné, en référence au fichier en question. Créé en 2015, ce fichier baptisé SI-VIC devait initialement être utilisé pour faciliter l'identification des victimes d'attentats, mais son application a été élargie en 2016, et il peut désormais être utilisé en cas de «situation sanitaire exceptionnelle».

La consigne, on ne peut plus claire, vient contredire de façon criante les propos du directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, qui avait fait son possible pour se montrer rassurant le 14 avril, en niant tout fichage des Gilets jaunes : «On peut faire remonter le nombre de blessés dans le cadre des manifestations, mais on ne transfère rien de nominatif.»

«Activer ce fichier pour des manifestations à caractère social, c'est une dérive grave et une menace pour les libertés individuelles», s'insurge dans les colonnes du Canard Christian Prudhomme, porte-parole des médecins urgentistes. «C'est un scandale ! On n'est pas là pour fliquer et dénoncer des Gilets jaunes», déplore pour sa part le médecin urgentiste Géraud Kierzek, consultant pour LCI. RT 17 avr. 2019

Totalitarisme. Vive la banalisation de la répression policière ! Proposez-leur l'euthanasie !

- "Gilets jaunes": Enquête après des appels au suicide de policiers - Reuters 21 avril 2019

LVOG - Le contexte.

Le matin les manifestants criaient "*ne vous suicidez pas, rejoignez-nous*", mais l'après-midi sous une pluie de gaz lacrymogènes et de LBD désormais ils crient "*suicidez-vous*". Le Media. (<http://lesgiletsjaunes.fr/acte-23-la-peur-change-de-camp/#more-10976> ou <https://www.youtube.com/watch?v=rxP7nLRVNIM>)

Cela signifie que tous ceux qui ont condamné ou retenu que le "*suicidez-vous*" sont des ordures ou ils ignoraient le contexte.

Reuters - Le parquet de Paris a annoncé dimanche avoir ouvert une enquête après que des manifestants ont scandé samedi le slogan "Suicidez-vous!" à des membres des forces de l'ordre dans le cortège parisien lors de la 23e journée de mobilisation des "Gilets jaunes".

L'enquête, ouverte du chef d'outrage à personne dépositaire de l'autorité publique commis en réunion, a été confiée à la sûreté territoriale de Paris.

Des syndicats de policiers avaient réclamé des poursuites judiciaires au lendemain de ces propos tenus par certains manifestants sur la place de la République, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Des personnalités politiques de tous bords ont également condamné ces discours, alors qu'une trentaine de suicides de policiers sont intervenus depuis le début de l'année.

Le secrétaire national CRS du syndicat Unsa Police, David Michaux, a réclamé dimanche sur France info que les auteurs de ces slogans "inadmissibles" soient "identifiés, interpellés et condamnés".

"Il faut une réponse forte à ce qui s'est passé", a-t-il dit. "Je rappelle que c'est punissable d'une peine (...) de trois ans de prison et 45.000 euros d'amende", a-t-il ajouté.

Dans un communiqué diffusé samedi soir, le syndicat Alternative Police CFDT avait déjà appelé les autorités à "faire preuve de la plus grande fermeté et engager toutes les poursuites qui pourront être introduites" à l'encontre des auteurs de ces slogans qui constituent "un véritable appel à la haine des policiers".

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a dénoncé ces faits samedi soir dans un message publié sur Twitter. "Honte à ceux qui se sont livrés à une telle ignominie Soutien total à nos forces mobilisées, et à leurs familles. L'immense majorité des Français sait ce qu'elle leur doit", a-t-il écrit.

Le directeur général de la police nationale (DGPN), Eric Morvan, a quant à lui critiqué dimanche, également sur Twitter, "la bêtise crasse de certains slogans haineux (qui) ne mérite même pas notre indignation".

De nombreuses personnalités politiques ont fait part de leurs critiques tout au long du week-end.

Sur Twitter, samedi, la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, a dénoncé des propos "honteux", tandis que François-Xavier Bellamy, tête de liste des Républicains (LR) pour les élections européennes, a estimé "qu'aucun de ceux qui ont crié cela ne doit rester impuni".

"Condamnons ensemble ces paroles révoltantes", a dit samedi dans un message publié sur Twitter la tête de liste de La République en marche (LaRem) pour les européennes, Nathalie Loiseau.

Selon la maire socialiste du Xe arrondissement de Paris, Alexandra Cordebard, interrogée dimanche matin sur CNEWS, "c'est parfaitement ignoble que d'entendre de tels propos".

"C'est inadmissible (...) c'est indéfendable, c'est insupportable, c'est immonde de dire ça et de chanter ça", a déclaré dimanche sur BFM TV Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste et de Place publique aux élections européennes.

L'association "Mobilisation des policiers en colère" (MPC), qui se veut indépendante des syndicats, évoque dans le bilan diffusé sur son site internet, dont la dernière actualisation date de jeudi dernier, un total de 29 suicides et trois morts en service depuis le début de l'année dans la police nationale.

Sur l'ensemble de l'année 2018, 35 policiers s'étaient donnés la mort, selon le service d'information et de communication de la police (SICoP).

Selon un rapport sénatorial publié en juin dernier, le taux de suicide dans la police est supérieur de 36% à celui observé dans la population générale. Reuters 21 avril 2019

- Après les "Suicidez-vous", Ludosky et Rodrigues dénoncent les chants anti-policiers - Le HuffPost 22 avril 2019

"Nous apportons notre soutien total aux familles des vingt-huit policiers et des deux gendarmes qui ont mis fin à leurs jours." Dans un communiqué commun publié ce dimanche 21 avril, Priscillia Ludosky, Philippe Pascot, Nathanaël Ramphft, Hakim Lowe et Jérôme Rodrigues dénoncent "avec vigueur" les chants anti-policiers qui ont émaillé l'acte XXIII de leur fronde sociale.

Et si ces visages connus de la mobilisation font front commun c'est parce que les images de manifestants appelant les forces de l'ordre à se suicider ont fait le tour des réseaux sociaux et ont indigné une grande majorité d'internautes. "Nous dénonçons avec vigueur les propos invitant les policiers à se suicider, entendus très marginalement et pour la première fois lors de l'acte XXIII des Gilets Jaunes, après plus de cinq mois de mobilisation", écrivent-ils dans ce long texte publié sur les réseaux sociaux.

Dans les paragraphes consacrés à cet épisode, les contestataires expliquent que leur "compassion" va "aux fonctionnaires qui subissent, comme [nous], au quotidien, les politiques de destruction du service public." "Nous savons que les policiers et les gendarmes sont fatigués, que les fortes chaleurs à venir seront éprouvantes pour eux, et que leur hiérarchie craint plus que tout qu'ils fraternisent avec leurs compatriotes, unis dans le plus formidable mouvement social qui soit apparu en France depuis plus de cinquante ans", ajoutent-ils.

Et s'ils estiment "évident que des propos malheureux peuvent, et pourront encore surgir ici ou là", ces gilets jaunes dénoncent l'attitude d'Emmanuel Macron qui, selon eux, "instrumentalise sans vergogne des forces de l'ordre déjà mises à rude épreuve."

Ils s'en prennent également aux médias et aux responsables politiques qui "se sont saisis des propos d'une petite poignée d'individus" pour "diaboliser une fois encore les gilets jaunes." Et les quatre responsables d'insister sur "les violences policières constatées de manière répétée" depuis le début de leur fronde. "L'État assume en effet une trajectoire autoritaire dans l'indifférence générale des grands médias, si prompts à s'émouvoir par ailleurs", écrivent-ils avant de conclure, sans trop de surprise: "Notre détermination est intacte, et nous resterons mobilisés autant qu'il le faudra." Le HuffPost 22 avril 2019

- Devant le commissariat, des manifestants appellent à libérer le journaliste Gaspard Glanz - RT 22.04

Interpellé à Paris lors de l'acte 23 des Gilets jaunes, le journaliste engagé Gaspard Glanz a été mis en garde à vue au commissariat du XIIe arrondissement. Des dizaines de personnes ont répondu à l'appel, lancé sur les réseaux sociaux.

Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées ce 22 avril devant le commissariat du XIIe arrondissement de Paris, où le journaliste engagé Gaspard Glanz (par ailleurs fiché S) a été placé en garde à vue le 20 avril. Il avait été interpellé sur la place de la République à Paris en marge de l'acte 23 des Gilets jaunes pour «participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations» et «outrage sur personnes dépositaires de l'autorité publique».

Gaspard Glanz s'est vu remettre une convocation pour être jugé le 18 octobre au tribunal de Paris, selon son avocat. Le

journaliste, qu'on voit notamment faire un doigt d'honneur aux forces de l'ordre après avoir été poussé par un policier sur une vidéo prise lors de la manifestation, sera jugé pour «outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique».

D'ici cette date, il a pour interdiction de paraître à Paris tous les samedis et le 1er mai, conformément aux réquisitions du parquet.

Parmi les personnes mobilisées pour la libération du journaliste engagé, des figures médiatiques ont fait le déplacement. Sur place, l'économiste Thomas Porcher a par exemple déclaré : «Au-delà de ce qu'on pense de Gaspard Glanz c'est la liberté de la presse qui a été attaquée ce samedi. Il faut qu'un maximum de monde se mobilise parce qu'on touche à un principe fondamental de toute démocratie.»

Etaient également présents, le scénariste Bruno Gaccio ou encore l'animateur de télévision Yvan Le Bolloc'h.

Depuis son interpellation, les proches de Gaspard Glanz déplorent l'absence d'information à son sujet. Son père, particulièrement actif sur le réseau social Twitter, a par exemple lancé une pétition pour faire libérer son fils ainsi que pour «le retrait de sa fiche "S"». Le texte avait été signé par plus de 10 000 personnes dans l'après-midi du 22 avril. Dans la soirée du 21 avril, il écrivait : «Je viens d'avoir confirmation à l'instant de la prolongation de 24h de la GAV de Gaspard Glanz, au motif que... il n'y a pas de motif.» Et de dénoncer «un acte totalement arbitraire et révoltant». RT 22.04

- Trois militaires de l'opération Sentinelle arrêtés après avoir agressé des boulistes - Reuters 21 avril 2019

Trois soldats hors service de l'opération Sentinelle ont été placés en garde à vue à Paris après avoir agressé des boulistes près du jardin des Tuileries, rapporte La Chaîne Info sur son site web.

Selon LCI, vendredi 19 avril, vers 19h30, deux amis qui étaient en train de jouer à la pétanque place des Pyramides ont été approchés par «trois hommes visiblement ivres», dont l'un s'est emparé de leur cochonnet avant de le projeter au loin. En réaction, l'un des joueurs lui a fait un doigt d'honneur.

Les trois suspects se sont alors rués sur les boulistes et les ont roués de coups de poing et de pied. Des policiers sont rapidement intervenus pour interpellier les agresseurs, identifiés ensuite comme des membres de l'opération Sentinelle, affectés au 3e régiment Parachutistes d'infanterie de Marine.

Les deux boulistes, couverts d'ecchymoses au visage et au corps, ont porté plainte contre les militaires, placés en garde à vue après un passage par la cellule de dégrisement.

[Les premières conclusions du "Grand débat national".](#)

- Aurore Bergé défend la suppression d'un nouveau jour férié - L'Express.fr 21 avril 2019

Un second jour férié sera-t-il prochainement supprimé ? L'hypothèse prend corps, alors que la députée et porte-parole LREM Aurore Bergé affirme, dans un entretien accordé ce 21 avril au Journal du Dimanche, qu'il s'agit d'un "premier pas nécessaire" pour "trouver d'autres ressources".

"Nous avons comme principe de n'augmenter ni la dette publique ni les impôts. Il faut donc trouver d'autres ressources. [...] Cela peut passer par la création d'une nouvelle journée de solidarité pour financer la prise en charge de la dépendance et du grand âge", avance Aurore Bergé.

"Je suis persuadée que les Français sont d'accord pour travailler plus si on explique que 100 % des recettes de la journée de solidarité sont consacrées à la baisse de leurs impôts ou au financement des Ehpad", soutien l'élue. L'Express.fr 21 avril 2019

- Un peu plus de la moitié des Français sont opposés à l'idée de "travailler plus", selon un sondage - Franceinfo 21 avril 2019

Les disparités sont importantes également selon l'âge des répondants. En dessous de 35 ans, 56% sont opposés à l'idée de travailler plus, une proportion sensiblement la même que dans la population de 35 ans et plus (53% contre). Mais les différences s'accroissent au sein de ce deuxième sous-groupe : parmi les 50-64 ans, l'opposition à l'idée de travailler plus grimpe à 65%, tandis qu'à l'inverse parmi les 65 ans et plus, 67% des personnes interrogées sont pour.

55% des artisans et commerçants sont favorables au fait de travailler plus, le taux tombe à 29% chez les ouvriers. Les dirigeants d'entreprises approuvent l'idée à 61%, mais ils ne sont que 39% parmi les salariés du privé, 35% parmi ceux du public et 26% parmi les chômeurs. Franceinfo 21 avril 2019

LVOG - Le but était de faire croire que près de la moitié serait d'accord pour travailler plus... Cela procède aussi de la guerre psychologique.

[Ils osent tout.](#)

- GAFA: les politiques sifflent la fin de la récré - Slate.fr

L'ère du Far West numérique est peut-être en train de s'achever: partout, les politiques veulent imposer de nouvelles régulations aux géants du net. La tendance était sensible dès 2018, elle se renforce ces dernières semaines. Sans doute quelque peu ébaudis par les pratiques douteuses des GAFA... Slate.fr

LVOG - Parce que ceux qui les jugent seraient animés de bonnes intentions, dont l'Union européenne...

- Violences éducatives : « C'est dur d'être parent (...) il faut les former » - Franceinfo

L'association StopVEO lance une campagne d'information, en attendant que les fessées et autres punitions soient interdites par la loi. Franceinfo

LVOG - Que cherchent-ils ? Tout le monde ne bénéficie pas de conditions favorables ou requises matérielles et intellectuelles pour élever des enfants sans avoir besoin de recourir à la violence. J'ai été un enfant battu et je n'ai jamais lever la main ou élever la voix sur ma fille, donc je peux en parler tranquillement.

Il faut comprendre que lorsque des parents ne disposent pas d'autres moyens que "*les fessées et autres punitions*" pour garder le contrôle de leurs enfants, si on leur retire, qu'est-ce qui va se passer, leurs enfants pourront faire n'importe quoi sachant que leurs actes demeureront impunis, leurs rapports deviendront infernaux. C'est la théorie du chaos transposée au sein des familles. Voilà qui devrait leur pourrir un peu plus l'existence, même s'ils ont du fric ou un statut supérieur, aiguïser leur haine de cette société et vouloir en changer l'orientation.

- Indonésie: élection test pour la troisième plus grande démocratie au monde - AFP 16.04

Les Indonésiens s'appêtent à voter mercredi pour choisir entre le président sortant, Joko Widodo, et un ex-général au passé très controversé, dans un scrutin test pour la solidité de la troisième plus grande démocratie au monde. AFP 16.04

- Enquête russe : la démocrate Elizabeth Warren appelle à destituer Donald Trump - Le Parisien

- Guaido appelle à "la plus grande manifestation de l'histoire" du Venezuela le 1er mai - AFP

- Notre-Dame: le dessin d'une Equatorienne qui a ému les réseaux sociaux - AFP

[Haut de page ↗](#)